

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46138]

13 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/1172 de la Commission du 4 mai 2022 complétant le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle lié à la politique agricole commune et l'application et le calcul des sanctions administratives en matière de conditionnalité ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, alinéa 2, D.242, alinéas 1^{er}, 5^o et 6^o, et 6, D.250 et D.255, § 2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2023 ;

Vu le rapport du 15 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 16 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données donné le 27 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 2 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Partie 1^{re}. — Objet et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les règles en matière de contrôles, de sanctions administratives et de recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune et dans le cadre de la conditionnalité établies par :

1^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide base au revenu pour un développement durable, l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs ;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis ;

3^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

4^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

5^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique ;

6^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques ;

7^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000 ;

8^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole ;

9^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels ;

10^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Sans préjudice des dispositions spécifiques prévues par le droit de l'Union européenne, les titres 1^{er}s des parties 2 et 3 ainsi que la partie 4 s'appliquent également aux mesures prises en exécution des règlements suivants :

1^o le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

2^o le règlement (UE) n° 1144/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à des actions d'information et de promotion concernant les produits agricoles réalisées sur le marché intérieur et dans les pays tiers et abrogeant le règlement (CE) n° 3/2008 du Conseil.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

- 3° bases de données informatisées pour les animaux : les bases de données informatisées telles que Sanitel, les livres généalogiques, les bases de données internes pour les ovins ou toute autre base de données ;
- 4° bénéficiaire : le bénéficiaire d'une intervention relevant de la politique agricole commune ;
- 5° conditionnalité : l'ensemble des exigences et normes relevant de la conditionnalité, établies à la partie 3 de l'arrêté de Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 6° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 16°, de l'arrêté du Gouvernement wallon 23 février 2023 ;
- 7° demande de paiement : la demande de paiement au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 17°, de l'arrêté du Gouvernement wallon 23 février 2023 ;
- 8° demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;
- 9° demandeur d'aide : la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou morales présentant une demande d'aide au titre d'une intervention relevant de la politique agricole commune ;
- 10° exigences relevant de la conditionnalité : les exigences règlementaires en matière de gestion visées à l'article 12 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 et énumérées à l'annexe III du même règlement ;
- 11° interventions en faveur du développement rural : les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 8° ;
- 12° interventions fondées sur la surface : les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 7°, à l'exception des interventions fondées sur les animaux ;
- 13° interventions fondées sur les animaux : les aides couplées au revenu pour les animaux prévues au chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis et la mesure n° 11 « races locales menacées » prévue par l'article 3, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;
- 14° interventions ne relevant pas du SIGeC : les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8° et 9° ;
- 15° interventions relevant du SIGeC : les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 7° ;
- 16° ligne de base : l'ensemble des exigences pertinentes visées aux articles 31, § 5, a) à c), et 70, § 3, a) à c), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;
- 17° non-respect :
- a) tout manquement aux critères d'admissibilité, aux exigences relatives aux engagements ou aux autres obligations relatives aux conditions d'octroi d'une aide au titre d'une intervention relevant de la politique agricole commune ;
- b) en ce qui concerne la conditionnalité, tout manquement aux exigences et normes relevant de la conditionnalité, établies à la partie 3 de l'arrêté de Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 18° normes relevant de la conditionnalité : les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres visées aux articles 12 et 13 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 et énumérées à l'annexe III du même règlement ;
- 19° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;
- 20° organismes spécialisés en matière de contrôle : les autorités responsables de l'exécution des contrôles et vérifications relatifs au respect des exigences et des normes visées aux articles 12 et 13 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 et énumérées à l'annexe III du même règlement ;
- 21° parcelle agricole : la parcelle agricole au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 29°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 22° parcelle de référence : la parcelle de référence au sens de l'article 2, § 2, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 ;
- 23° règlement (CE) n° 2988/95 du 18 décembre 1995 : le règlement (CE) n° 2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;
- 24° règlement (UE) n° 2016/429 du 9 mars 2016 : le règlement (UE) n° 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ;
- 25° règlement (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017 : le règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés ;
- 26° règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- 27° règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- 28° règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021 : le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;
- 29° règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 : le règlement délégué (UE) n° 2022/1172 de la Commission du 4 mai 2022 complétant le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle lié à la politique agricole commune et l'application et le calcul des sanctions administratives en matière de conditionnalité ;
- 30° règlement (UE) n° 2022/1173 du 31 mai 2022 : le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

31° SIGeC : le système intégré de gestion et de contrôle visé au titre IV, chapitre II, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 et organisé par le titre II, chapitre 1^{er}, section 1ère, du Code wallon de l'Agriculture ;

32° superficie déterminée :

a) dans le cadre des interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, la superficie pour laquelle l'ensemble des critères d'admissibilité ou les autres obligations relatives aux conditions d'octroi de l'aide sont respectées, indépendamment du nombre de droits au paiement à la disposition du bénéficiaire ;

b) dans le cadre des interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 7°, la superficie des parcelles déterminées au moyen de contrôles administratifs ou sur place ;

33° système d'identification et d'enregistrement des animaux : le système d'identification et d'enregistrement des animaux terrestres détenus, prévu par la partie IV, titre 1^{er}, chapitre 2, section 1ère, du règlement (UE) n° 2016/429 du 9 mars 2016.

Partie 2. — Contrôles

TITRE 1^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes à tous les contrôles

Art. 3. Le présent titre s'applique à tous les contrôles effectués dans le cadre des interventions ou des aides relevant de la politique agricole commune ou dans le cadre de la conditionnalité, sans préjudice des dispositions spécifiques en matière de contrôle prévues par les règlements de l'Union européenne et par les titres 2 à 4.

Art. 4. Pour toutes les interventions relevant de la politique agricole commune et la conditionnalité, l'organisme payeur met en place des systèmes de contrôle qui font partie intégrante des systèmes de gouvernance tels que visés à l'article 2, b), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Sans préjudice des dispositions spécifiques prévues aux titres 2 à 4, les systèmes de contrôle visés à l'alinéa 1^{er} comprennent au moins :

1° un contrôle administratif systématique de toutes les demandes d'aide et de paiement ;

2° des contrôles sur place.

Art. 5. Les contrôles effectués en vertu du présent arrêté assurent une vérification efficace :

1° du respect de l'interdiction de double financement par d'autres régimes régionaux ou communautaires ;

2° de la recevabilité de la demande d'aide ou de paiement qui doit être présentée dans le délai prescrit et qui contient, le cas échéant, les documents justificatifs attestant l'admissibilité ;

3° de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations fournies dans la demande d'aide, de paiement ou d'une autre déclaration ;

4° du respect de l'ensemble des critères d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements et d'autres obligations relatives à une intervention donnée et des conditions dans lesquelles l'aide ou l'exemption de certaines obligations est accordée ;

5° du respect de la ligne de base en ce qui concerne les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° à 5° ;

6° de la conformité avec les engagements à long terme, le cas échéant ;

7° du respect de la conditionnalité ;

8° du respect des contrôles clés et secondaires visés à l'article 14, § 6, du règlement (UE) n° 2022/127 du 7 décembre 2021, pour limiter toute procédure de conformité visée à l'article 55 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 ;

9° du respect des exigences de base de l'Union européenne au sens de l'article 2, c), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, pour limiter toute procédure de conformité visée à l'article 55 du même règlement.

Les contrôles effectués en vertu du présent arrêté couvrent tous les éléments qu'il est possible et opportun de contrôler.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par :

1° autre déclaration : toute déclaration ou document, autre que les demandes d'aide ou de paiement, qui doit être présenté ou conservé par un bénéficiaire ou un tiers afin de se conformer aux règles spécifiques relatives à certaines interventions en faveur du développement rural ;

2° règlement (UE) n° 2022/127 du 7 décembre 2021 : le règlement délégué (UE) n° 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro.

Art. 6. Le bénéficiaire ou son représentant collabore et apporte son concours à la bonne réalisation des contrôles effectués en vertu du présent arrêté.

Lorsqu'un contrôle administratif ou sur place révèle un cas de non-respect et que l'organisme payeur demande la fourniture de documents justificatifs, le bénéficiaire communique les documents concernés dans un délai de quinze jours calendrier suivant la demande de l'organisme payeur. À défaut, le constat de non-respect est maintenu.

Art. 7. L'organisme payeur contrôle l'admissibilité, les exigences relatives aux engagements et toute autre obligation et tient compte des cas présumés de non-respect signalés par d'autres organismes.

Art. 8. L'organisme payeur utilise les documents justificatifs provenant d'autres organismes pour contrôler le respect des critères d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements et de toute autre obligation.

CHAPITRE 2. — *Dispositions communes aux contrôles sur place*

Art. 9. Les contrôles sur place prennent la forme de vérifications physiques sur le terrain ou tout autre contrôle nécessaire pour vérifier la conformité avec les objectifs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}.

Art. 10. § 1^{er}. Sans préjudice de l'alinéa 2, les contrôles sur place s'effectuent de façon inopinée.

La tenue d'un contrôle sur place peut, au préalable, faire l'objet d'une annonce de courtoisie pour autant que cela n'interfère pas avec son objectif ou son efficacité. L'annonce de courtoisie est strictement limitée à la durée minimale nécessaire et ne peut pas dépasser trois jours ouvrables.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les contrôles sur place peuvent être précédés d'un préavis d'annonce de tenue d'un contrôle de plus de trois jours ouvrables à condition que le préavis soit dûment justifié.

Art. 11. Sans préjudice des contrôles sur place organisés conformément aux titres 2 à 4, l'organisme payeur peut effectuer d'autres contrôles sur place lorsqu'il l'estime opportun.

Art. 12. Les contrôles sur place sont répartis dans le temps en fonction du moment où les exigences relatives aux engagements pris au titre de chaque intervention sont contrôlables.

Art. 13. Lorsque des critères d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements ou d'autres obligations ne peuvent être vérifiés que durant une période donnée, d'autres contrôles sur place peuvent être menés à une date ultérieure.

Art. 14. § 1^{er}. Chaque contrôle sur place réalisé par l'organisme payeur fait l'objet d'un rapport de contrôle qui rend compte avec précision des différents éléments de contrôle et qui permet de tirer des conclusions sur la conformité avec les objectifs visés à l'article 5, alinéa 1^{er}.

§ 2. Le rapport de contrôle reprend les informations minimales suivantes :

- 1° les interventions contrôlées ainsi que les demandes d'aides ou de paiement concernées par le contrôle sur place ;
- 2° les personnes présentes lors du contrôle sur place ;
- 3° le cas échéant, l'avertissement du bénéficiaire de la tenue du contrôle sur place au moyen de l'envoi d'un préavis conformément à l'article 10, § 2, ainsi que la durée et la justification du préavis ;
- 4° les résultats du contrôle sur place et les éventuelles observations liées au contrôle ;
- 5° les éléments de preuve qui permettent d'attester les résultats du contrôle sur place ;
- 6° le cas échéant, les éléments de contestation du bénéficiaire qui peuvent être communiqués après le contrôle sur place au moyen de l'envoi d'un formulaire conformément au paragraphe 3, alinéa 2.

Le rapport de contrôle est validé par un agent de l'organisme payeur.

§ 3. Si des cas de non-respect sont constatés, le bénéficiaire reçoit une copie du rapport de contrôle.

Le bénéficiaire peut contester le rapport de contrôle dans les quarante-cinq jours ouvrables à compter de sa réception au moyen de l'envoi du formulaire de contestation annexé au rapport. La contestation ne constitue pas un recours administratif.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le bénéficiaire peut introduire un recours administratif à l'encontre d'une décision prise sur la base d'un rapport de contrôle constatant un cas de non-respect, conformément à l'article D.257 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 15. Lorsque la tenue d'un registre d'exploitation est prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ou par tout autre arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune, l'organisme payeur vérifie :

- 1° l'existence du registre d'exploitation ;
- 2° le respect des conditions d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements et des autres obligations couvertes par le registre d'exploitation ;
- 3° l'exactitude et l'exhaustivité des informations présentes dans le registre d'exploitation.

Art. 16. L'organisme payeur conserve les justifications pour lesquelles le bénéficiaire est sélectionné pour être soumis à un contrôle sur place.

TITRE 2. — *Contrôles applicables aux interventions relevant du SIGeC*

CHAPITRE 1^{er}. — *Contrôles administratifs*

Section 1 — *Dispositions communes*

Art. 17. Les contrôles administratifs visés à l'article 72 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 permettent de détecter des cas de non-respect visés à l'article 2, 17°, a).

Art. 18. Les contrôles administratifs effectués au titre du présent chapitre ont lieu durant l'année civile au cours de laquelle la demande d'aide ou de paiement est introduite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, des contrôles administratifs peuvent avoir lieu dans les quatre années qui suivent la date de la réalisation d'une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, § 2, du règlement (CE) n° 2988/95 du 18 décembre 1995.

Section 2 — *Contrôles croisés préliminaires*

Art. 19. § 1^{er}. L'organisme payeur met en place un système de contrôles croisés préliminaires qui permet aux bénéficiaires d'être informés des cas de non-respect potentiels et de modifier leur demande d'aide ou de paiement dans le délai fixé au paragraphe 3.

Les contrôles croisés préliminaires portent au moins sur la vérification des doubles déclarations de parcelles agricoles.

Le Ministre peut établir d'autres types de contrôles croisés préliminaires que ceux prévus à l'alinéa 2.

§ 2. L'organisme payeur notifie aux bénéficiaires les résultats des contrôles croisés préliminaires avant la date limite fixée par le Ministre.

§ 3. Les bénéficiaires communiquent à l'organisme payeur les modifications ou les retraits de leur demande d'aide ou de paiement dans les quinze jours calendrier suivant la date de notification fixée au paragraphe 2.

Section 3 — Contrôles croisés

Art. 20. Les contrôles administratifs comprennent des contrôles croisés :

1° visant les droits au paiement déclarés et les parcelles agricoles déclarées, afin de prévenir l'octroi multiple d'une aide pour une même année civile ou une même année de demande et les cumuls prohibés d'aides accordées au titre des interventions fondées sur la surface ;

2° visant à vérifier la validité des droits au paiement ainsi que l'admissibilité au bénéfice de l'aide ;

3° effectués entre les parcelles agricoles déclarées dans la demande d'aide ou de paiement et les informations qui figurent dans le système d'identification des parcelles agricoles par parcelle de référence, conformément à l'article 2, § 4, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022, afin de vérifier l'admissibilité des surfaces aux paiements directs ou aux interventions en faveur du développement rural ;

4° effectués entre les droits au paiement et la surface déterminée, afin de vérifier que lesdits droits sont accompagnés d'au moins un nombre identique d'hectares admissibles au sens de la partie 2, chapitre 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5° réalisés à l'aide du système d'identification et d'enregistrement des animaux, afin de vérifier l'admissibilité à l'intervention et pour éviter l'octroi multiple indu d'une aide au titre de la même année civile ou année de demande.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 3°, lorsque le SIGeC prévoit des formulaires de demande d'aide géospatialisée, les contrôles croisés sont effectués au moyen d'une intersection spatiale avec la surface numérisée déclarée et le système d'identification des parcelles agricoles. En outre, les contrôles croisés visent à éviter une double demande pour la même surface.

Art. 21. La mise en évidence de cas de non-respect par des contrôles croisés est suivie de toute procédure administrative appropriée et, le cas échéant, d'un contrôle sur place.

Art. 22. L'organisme payeur procède à une réduction proportionnelle des surfaces concernées lorsque la superficie totale déclarée dépasse la superficie déterminée maximale de la parcelle de référence, établie conformément à l'article 2, § 7, a), du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022, et que la différence se situe dans la tolérance de mesurage définie par le Ministre pour la parcelle de référence.

CHAPITRE 2. — Contrôles dans le cadre du système de suivi

Art. 23. § 1^{er}. En application de l'article 70, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, l'organisme payeur met en place un système de suivi des surfaces.

Le système de suivi s'applique aux interventions fondées sur la surface dont au moins une condition d'admissibilité peut faire l'objet d'un suivi au moyen de données satellitaires ou d'autres données de valeur au moins équivalente.

Le Ministre détermine, sur proposition de l'organisme payeur, la liste des interventions qui sont soumises au système de suivi qu'elles soient partiellement ou entièrement contrôlées au moyen de données satellitaires.

Pour l'application de l'alinéa 2, l'organisme payeur détermine les conditions d'admissibilité qui font l'objet d'un suivi au sein de chacune des interventions.

Le Ministre peut également déterminer la liste des exigences et normes relevant de la conditionnalité qui peuvent être contrôlées au moyen de données satellitaires.

§ 2. L'organisme payeur communique aux bénéficiaires les résultats provisoires des contrôles effectués au moyen de données satellitaires lorsqu'ils révèlent un cas de non-respect potentiel.

Le Ministre fixe la date limite de la communication visée à l'alinéa 1^{er}.

Après réception des résultats provisoires des contrôles issus du système de suivi des surfaces, le bénéficiaire peut :

1° modifier ou retirer sa demande unique au plus tard à la date limite de modification de la demande unique visée à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

2° fournir des éléments de preuves supplémentaires dans le délai fixé par l'organisme payeur.

Art. 24. L'organisme payeur peut procéder à des inspections physiques sur le terrain, lorsque les contrôles intervenant dans le cadre du système de suivi des surfaces ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur l'admissibilité à une intervention fondée sur la surface.

Les inspections physiques sur le terrain ne sont pas considérées comme des contrôles sur place. Elles ne font pas l'objet d'un rapport de contrôle visé à l'article 14.

Art. 25. Conformément à l'article 10, § 3, du règlement (UE) n° 2022/1173 du 31 mai 2022, à compter du 1^{er} janvier 2025, une condition d'admissibilité peut faire l'objet d'un suivi lorsqu'elle peut être contrôlée via l'un des moyens suivants :

1° un algorithme basé sur des données satellitaires ;

2° des photos géolocalisées ;

3° toutes autres données de valeur au moins équivalente.

CHAPITRE 3. — Contrôles sur place

Section 1 — Dispositions communes

Art. 26. Les contrôles sur place sont menés ou débutent au cours de l'année civile de l'introduction de la demande d'aide ou de paiement.

Art. 27. § 1^{er}. Pour chaque intervention relevant du SIGeC, le Ministre fixe le taux minimal de contrôles sur place sur base d'une proposition de l'organisme payeur fondée sur une évaluation des risques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'évaluation des risques est réalisée au moins une fois par année par l'organisme payeur.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux conditions d'admissibilité des interventions visées à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 3, contrôlées au moyen de données satellitaires.

§ 2. Le Ministre peut diminuer les taux de contrôles sur place lorsqu'un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle est de nature à empêcher la réalisation des contrôles à l'échelle de tout ou partie du territoire de la Région wallonne.

Art. 28. § 1^{er}. Pour atteindre le taux de contrôles visé à l'article 27, l'organisme payeur sélectionne un échantillon de contrôle qui conformément à l'article 60, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, comprend :

1° une composante aléatoire, destinée à obtenir un taux d'erreur représentatif de l'ensemble de la population contrôlée ;

2° une composante fondée sur les risques, destinée à identifier les domaines où le risque d'erreur est le plus élevé sur l'ensemble de la population contrôlée.

L'organisme payeur sélectionne la composante aléatoire avant de sélectionner la composante fondée sur les risques.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le Ministre fixe, sur proposition de l'organisme payeur, les proportions de l'échantillon sélectionné consacrées à la composante aléatoire et à la composante fondée sur les risques.

Chaque année, l'organisme payeur évalue l'efficacité de la composante fondée sur les risques. Le cas échéant, l'organisme payeur actualise la composante fondée sur les risques.

§ 2. La sélection de l'échantillon de contrôle prévue au paragraphe 1^{er}, peut être réalisée sur la base d'une population :

1° de bénéficiaires ;

2° de parcelles agricoles ou forestières ;

3° d'animaux ou ;

4° de tout autre élément pertinent.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'échantillon de contrôle peut porter sur des types de parcelles agricoles spécifiques.

§ 3. Une sélection partielle de l'échantillon de contrôle peut être effectuée avant la date limite de dépôt de la demande unique déterminée en application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, sur la base des informations disponibles. Cet échantillon provisoire est complété lorsque toutes les demandes d'aide ou de paiement concernées sont disponibles.

§ 4. Ne font pas partie de l'échantillon de contrôle visé au paragraphe 1^{er} :

1° les demandes ou les demandeurs d'aide non-admissibles ou non-admissibles au bénéfice du paiement, au moment de la soumission de la demande ou après les contrôles administratifs ou les contrôles sur place ;

2° les bénéficiaires qui peuvent valablement invoquer un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle.

Section 2 — Contrôles sur place pour les interventions fondées sur la surface

Art. 29. Les contrôles sur place menés dans le cadre d'une intervention fondée sur la surface portent sur l'ensemble des parcelles agricoles d'un bénéficiaire qui font l'objet d'une demande d'aide ou de paiement dans le cadre de cette intervention.

Art. 30. Les contrôles sur place portent sur :

1° le cas échéant, le mesurage de la superficie des parcelles agricoles ;

2° la vérification des critères d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements et d'autres obligations concernant la superficie déclarée par le bénéficiaire dans le cadre des interventions fondées sur la surface.

Art. 31. Le mesurage des superficies des parcelles agricoles est réalisé par tout moyen qui garantit une qualité de mesure au moins équivalente à celle requise par les normes techniques élaborées au niveau de l'Union européenne.

La superficie totale de la parcelle agricole est prise en compte dans le mesurage pour autant qu'elle soit pleinement admissible et fasse l'objet d'une activité agricole au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Le résultat du mesurage des parcelles qui découle des contrôles sur place prime sur le résultat du mesurage des parcelles qui découle des contrôles administratifs.

Art. 32. L'admissibilité des parcelles agricoles est vérifiée par tout moyen approprié, en ce compris la vérification des éléments fournis par le bénéficiaire à la demande de l'organisme payeur. Cette vérification comprend également, le cas échéant, une vérification de la culture.

Art. 33. Par dérogation à l'article 29, lors de la réalisation des contrôles sur place visés à l'article 30, ces contrôles peuvent être limités à un échantillon aléatoire ou un échantillon fondé sur les risques d'au moins 50 % des parcelles agricoles déclarées par un bénéficiaire pour l'intervention concernée par le contrôle.

L'organisme payeur procède à la vérification de toutes les parcelles agricoles concernées par l'intervention contrôlée lorsque l'échantillon aléatoire ou l'échantillon fondé sur les risques révèle des cas de non-respect lors du contrôle.

En ce qui concerne les interventions en faveur du développement rural, lorsque le respect des critères d'admissibilité, des exigences relatives aux engagements ou d'autres obligations ne peut pas être contrôlé de manière adéquate en limitant les contrôles à un échantillon aléatoire, un échantillon supplémentaire fondé sur les risques est sélectionné afin d'en assurer le contrôle adéquat.

Art. 34. Sans préjudice des informations minimales énoncées à l'article 14, § 2, le rapport de contrôle contient également les éléments suivants :

- 1° les parcelles agricoles ou non agricoles contrôlées ;
- 2° le cas échéant, les parcelles agricoles ou non agricoles mesurées, le résultat du mesurage ainsi que la méthode de mesurage ;
- 3° le cas échéant, tout cas de non-respect constaté.

Section 3 — Contrôles sur place pour les interventions fondées sur les animaux

Art. 35. § 1^{er}. Les contrôles sur place visent à vérifier que tous les critères d'admissibilité, les exigences relatives aux engagements et les autres obligations sont respectés et portent sur tous les animaux pour lesquels des demandes d'aide ont été introduites au titre des interventions fondées sur les animaux.

§ 2. Les contrôles sur place visent au moins à vérifier :

- 1° si le nombre d'animaux présents dans l'exploitation pour lesquels des demandes d'aide ou de paiement ont été introduites et, le cas échéant, le nombre d'animaux admissibles, correspond au nombre d'animaux inscrits dans les registres ou au nombre d'animaux enregistrés dans les bases de données informatisées pour les animaux ;
- 2° l'exactitude des inscriptions du registre ou des notifications dans la base de données informatisée pour les animaux ;
- 3° si les animaux admissibles présents dans l'exploitation sont identifiés par des marques auriculaires ou d'autres moyens d'identification, accompagnés, le cas échéant, de documents de circulation ;
- 4° si les animaux admissibles présents dans l'exploitation figurent dans le registre d'exploitation ou sont correctement inscrits dans la base de données informatisée pour les animaux.

La vérification de l'exactitude visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, se fait sur la base d'un échantillon de documents justificatifs tels que les factures d'achat et de vente, les certificats d'abattage, les certificats vétérinaires et, le cas échéant, les documents de circulation ou tout autre document ou source officielle pour les animaux ayant fait l'objet de demandes d'aide au cours des six mois minimum précédant la date du contrôle sur place.

Pour les contrôles visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'organisme payeur peut procéder par échantillonnage aléatoire. Lorsque le contrôle de l'échantillon révèle un cas de non-respect, tous les animaux sont contrôlés ou, moyennant l'accord préalable du bénéficiaire, les conclusions sont extrapolées sur la base de l'échantillon.

Art. 36. Au moins 50 % des contrôles sur place sont réalisés durant la période de rétention visée à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

Art. 37. Sans préjudice des informations minimales énoncées à l'article 14, § 2, le rapport de contrôle contient également les éléments suivants :

- 1° le nombre d'animaux initialement admissibles et le nombre d'animaux qui émanent de l'échantillon tel que prévu à l'article 35, § 2, alinéa 2, et le cas échéant, les numéros des marques auriculaires, les inscriptions dans le registre ou dans les bases de données informatiques relatives aux animaux et les documents justificatifs vérifiés ;
- 2° tout autre constat pertinent relevé lors du contrôle ;
- 3° le cas échéant, tout cas de non-respect constaté.

TITRE 3. — Contrôles applicables aux interventions ne relevant pas du SIGeC

CHAPITRE 1^{er}. — *Installations, investissements et diversification concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvoicole*

Section 1. — Contrôles administratifs

Art. 38. L'organisme payeur vérifie les données déclarées dans les demandes d'aide et les demandes de paiement ainsi que les pièces justificatives transmises dans le cadre des interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°.

Lors du contrôle administratif, l'organisme payeur vérifie au moins :

- 1° l'admissibilité du demandeur ;
- 2° l'admissibilité de l'investissement ;
- 3° les exigences relatives aux engagements et les autres obligations du bénéficiaire ;
- 4° le respect des critères de sélection retenus à l'occasion de l'évaluation des projets dans le cadre de la procédure de sélection ;
- 5° l'admissibilité du type d'investissement en lien avec son coût forfaitaire et les critères et les éléments qui permettent de fixer le pourcentage de ce coût forfaitaire ;
- 6° en ce qui concerne l'aide à l'installation, l'atteinte, en fin de plan d'entreprise, d'un revenu minimum de 15.000 euros par membre.

Section 2. — Contrôles sur place

Art. 39. § 1^{er}. L'organisme payeur prévoit un contrôle sur place pour toutes les demandes de paiement introduites dans le cadre des interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°.

§ 2. Les contrôles sur place sont effectués avant le paiement.

En ce qui concerne l'aide à l'installation, les contrôles sur place sont effectués avant le paiement de la première tranche de l'aide.

§ 3. Lors du contrôle sur place, l'organisme payeur vérifie au moins :

- 1° l'exactitude des données déclarées dans les demandes d'aide et de paiements ainsi que dans les documents justificatifs ;
- 2° l'installation effective ou la réalisation effective et fonctionnelle de l'investissement ;

3° la correspondance entre la destination effective de l'installation ou de l'investissement et les objectifs décrits dans les demandes d'aide et de paiement ;

4° les coûts engagés et les paiements effectués sur la base de pièces justificatives et comptables pertinentes.

Art. 40. Sans préjudice des informations minimales énoncées à l'article 14, § 2, le rapport de contrôle sur place contient également les éléments suivants :

1° le caractère effectif de l'installation ;

2° le caractère effectif et fonctionnel de l'investissement et le cas échéant, son dimensionnement ;

3° le respect des engagements.

Section 3. — Contrôle ex-post

Art. 41. § 1^{er}. Pour chaque année civile, l'organisme payeur effectue des contrôles ex-post qui couvrent un pourcentage minimal des dépenses relatives aux installations et des investissements ayant fait l'objet d'un paiement final par le Fonds européen pour le développement rural.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre fixe, sur proposition de l'organisme payeur, le pourcentage minimal des dépenses relatives aux installations et des investissements devant faire l'objet de contrôles ex-post.

§ 2. Pour atteindre le pourcentage minimal visé au paragraphe 1^{er}, l'organisme payeur sélectionne un échantillon de contrôle qui comprend :

1° une composante aléatoire, destinée à obtenir un taux d'erreur représentatif de l'ensemble de la population contrôlée ;

2° une composante fondée sur les risques, destinée à identifier les domaines où le risque d'erreur est le plus élevé sur l'ensemble de la population contrôlée.

L'organisme payeur sélectionne la composante aléatoire avant sélectionner la composante fondée sur les risques.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le Ministre fixe, sur proposition de l'organisme payeur, les proportions de l'échantillon consacrées à la composante aléatoire et à la composante fondée sur les risques.

Chaque année, l'organisme payeur évalue l'efficacité de la composante fondée sur les risques. Le cas échéant, l'organisme payeur actualise la composante fondée sur les risques.

§ 3. L'organisme payeur peut également prévoir un contrôle ex-post, fondé sur une analyse des risques qui justifie ce contrôle, d'une installation ou d'un investissement ciblé.

§ 4. Le contrôle ex-post peut intervenir au cours des cinq années à compter du dernier paiement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en ce qui concerne l'aide à l'installation, le contrôle ex-post peut intervenir au cours des trois années à compter du dernier paiement.

§ 5. L'organisme payeur vérifie lors du contrôle ex-post le respect des engagements par le bénéficiaire et, le cas échéant, des autres obligations imposées au bénéficiaire.

CHAPITRE 2. — Interventions sectorielles

Art. 42. L'organisme payeur respecte et met en œuvre les règles en matière de contrôle prévues par le chapitre 4, section 2, du règlement (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017.

Art. 43. Conformément à l'article 27, § 6, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017, la valeur de production commercialisée est vérifiée sur la base des pièces justificatives et comptables utiles, dont notamment un rapport comptable.

Art. 44. L'organisme payeur peut décider de ne pas effectuer les visites prévues à l'article 27, § 7, du règlement (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017, en ce qui concerne les petites actions ou lorsque le risque que les conditions d'octroi de l'aide ne soient pas remplies ou que l'opération n'ait pas été mise en œuvre est peu élevé.

TITRE 4. — Contrôles en matière de conditionnalité

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes

Art. 45. Pour vérifier le respect de la conditionnalité par les bénéficiaires, l'organisme payeur met en place un système de contrôle qui reprend les éléments visés à l'article 4, alinéa 2.

En collaboration avec les organismes spécialisés en matière de contrôle, l'organisme payeur procède à l'exécution du contrôle et des vérifications concernant les exigences et normes relevant de la conditionnalité.

Art. 46. Les organismes spécialisés en matière de contrôle communiquent à l'organisme payeur les informations relatives aux bénéficiaires nécessaires à la réalisation de la mission de l'organisme payeur visée à l'article 45, alinéa 2.

Art. 47. Les bénéficiaires communiquent à l'organisme payeur tous les éléments nécessaires à l'identification des exigences et des normes relevant de la conditionnalité qui leur sont applicables, sur simple demande de l'organisme payeur ou par le biais du formulaire de demande unique.

Art. 48. Les contrôles administratifs et les contrôles sur place réalisés dans le cadre de la conditionnalité permettent de déceler d'éventuels cas de non-respect visés à l'article 2, 17^o, b), et de détecter les cas à soumettre à d'autres contrôles.

CHAPITRE 2. — Contrôles administratifs

Art. 49. Les contrôles administratifs consistent au moins en les contrôles prévus par les législations applicables dans le cadre d'exigences et de normes relevant de la conditionnalité.

Art. 50. Les contrôles administratifs réalisés dans le cadre de la conditionnalité ont lieu au cours de l'année civile de l'introduction de la demande d'aide ou de paiement, ou au plus tard, au cours de l'année civile suivante.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, des contrôles administratifs peuvent avoir lieu dans les quatre ans qui suivent la date de la réalisation d'une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, § 2, du règlement (CE) n° 2988/95 du 18 décembre 1995.

CHAPITRE 3. — Contrôles sur place

Section 1. — Taux minimal de contrôle

Art. 51. § 1^{er}. Pour les exigences et les normes relevant de la conditionnalité, le Ministre fixe le taux minimal de contrôles sur place sur la base d'une proposition de l'organisme payeur fondée sur une évaluation des risques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'évaluation des risques est réalisée au moins une fois par année par l'organisme payeur.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux exigences et aux normes relevant de la conditionnalité qui sont contrôlées au moyen de données satellitaires conformément à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 5.

Le taux minimal de contrôles visé à l'alinéa 1^{er} peut être atteint par l'addition de taux de contrôles appliqués au niveau :

- 1° de catégories de bénéficiaires ;
- 2° d'éléments spécifiquement ciblés ;
- 3° d'une exigence ou d'une norme ou d'un ensemble d'exigences et de normes relevant de la conditionnalité.

§ 2. Le Ministre peut diminuer le taux de contrôle sur place lorsqu'un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle empêche la conduite des contrôles sur place à l'échelle de tout ou partie du territoire de la Région wallonne.

Section 2. — Sélection de l'échantillon de contrôle

Art. 52. § 1^{er}. Pour atteindre le taux de contrôle sur place visé à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'organisme payeur sélectionne un échantillon qui, conformément à l'article 83, § 6, *d*), *i*) et *ii*), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, comprend :

- 1° une composante aléatoire, destinée à obtenir un taux d'erreur représentatif de l'ensemble de la population contrôlée ;
- 2° une composante fondée sur les risques, destinée à identifier les domaines où le risque d'erreur est le plus élevé sur l'ensemble de la population contrôlée.

L'organisme payeur sélectionne la composante aléatoire avant de sélectionner la composante fondée sur les risques.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le Ministre fixe, sur proposition de l'organisme payeur, les proportions de l'échantillon sélectionné consacrées à la composante aléatoire et à la composante basée sur les risques.

Chaque année, l'organisme payeur évalue de l'efficacité de la composante fondée sur les risques. Le cas échéant, l'organisme procède à une actualisation de la composante fondée sur les risques.

§ 2. Une sélection partielle de l'échantillon de contrôle peut être effectuée avant la date limite de dépôt de la demande unique déterminée en application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, sur la base des informations disponibles. Cet échantillon provisoire est complété lorsque toutes les demandes qui entrent en ligne de compte sont disponibles.

§ 3. Ne font pas partie de l'échantillon de contrôle :

- 1° les demandes ou les demandeurs d'aide non admissibles au bénéfice du paiement, au moment de la présentation ou après les contrôles administratifs ou les contrôles sur place ;
- 2° les bénéficiaires qui peuvent valablement invoquer un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle ;
- 3° les contrôles effectués à la suite d'un cas de non-respect porté à la connaissance de l'organisme payeur de quelque manière que ce soit.

Art. 53. Par dérogation à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'échantillon de contrôle peut être sélectionné à partir des échantillons de bénéficiaires déjà retenus en application de l'article 28, § 1^{er}, auxquels s'appliquent les exigences et les normes concernées, relevant de la conditionnalité concernée.

Art. 54. Par dérogation à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour atteindre le taux minimal de contrôles sur place fixé par le Ministre, l'organisme payeur peut :

- 1° utiliser les résultats des contrôles sur place effectués pour les bénéficiaires sélectionnés et en application de législations applicables dans le cadre d'exigences et normes relevant de la conditionnalité ou ;
- 2° remplacer les bénéficiaires sélectionnés par des bénéficiaires qui font l'objet d'un contrôle sur place en application de législations applicables dans le cadre d'exigences et normes relevant de la conditionnalité, à condition que ces bénéficiaires soient visés à l'article 83, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, les contrôles sur place couvrent tous les aspects des exigences ou des normes pertinentes, relevant de la conditionnalité pertinente, définis dans le cadre de la conditionnalité. Ils sont au moins aussi efficaces que ceux réalisés par les organismes spécialisés en matière de contrôle.

Art. 55. Les échantillons de bénéficiaires à contrôler sur place peuvent être sélectionnés au taux minimal visé à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, séparément de chacune des populations de bénéficiaires suivantes :

- 1° les bénéficiaires qui reçoivent des paiements directs en vertu du titre III, chapitre II, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;
- 2° les bénéficiaires qui reçoivent des paiements annuels conformément aux articles 70 à 72 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les populations de bénéficiaires sont toutes soumises aux obligations liées à la conditionnalité conformément à l'article 83, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021

Section 3. — Éléments des contrôles sur place

Art. 56. Conformément à l'article 83, § 6, *b*), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, le respect d'exigences et de normes relevant de la conditionnalité est vérifié, le cas échéant, via les moyens de contrôles prévus dans le cadre de législations applicables aux exigences ou normes concernées.

Art. 57. L'organisme payeur s'assure que tous les bénéficiaires sélectionnés dans l'échantillon visé aux articles 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 53 font l'objet de contrôles du respect des exigences et des normes qui relèvent de sa responsabilité.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le taux minimal de contrôles est atteint conformément à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 4, 3^o, les bénéficiaires sélectionnés font l'objet de contrôles visant à vérifier leur conformité avec l'exigence, la norme ou l'ensemble d'exigences ou de normes concernés.

Lorsqu'un bénéficiaire sélectionné fait l'objet d'un contrôle sur place effectué dans le cadre d'une ou de plusieurs exigences ou normes déterminées et que le contrôle révèle un non-respect lié à une ou plusieurs autres exigences ou normes, l'organisme payeur relève le non-respect, sans être obligé de contrôler tous les aspects qui découlent de cette ou de ces autres exigences ou normes.

Art. 58. Chaque bénéficiaire sélectionné pour un contrôle sur place est contrôlé lorsque la plupart des exigences et des normes relevant de la conditionnalité pour lesquelles il a été sélectionné peuvent être vérifiées. L'organisme payeur s'assure que toutes les exigences et les normes relevant de la conditionnalité font en cours d'année l'objet de contrôles d'un niveau approprié.

Art. 59. § 1^{er}. Lorsqu'une exploitation est soumise à un contrôle sur place, la totalité de ses parcelles agricoles fait l'objet du contrôle.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er} et si l'échantillon garantit un niveau fiable et représentatif de contrôle en ce qui concerne les exigences et les normes concernées, l'inspection effective sur le terrain dans le cadre d'un contrôle sur place peut être limitée à un échantillon de parcelles agricoles représentant au moins la moitié de la superficie totale des parcelles agricoles de l'exploitation concernées par les exigences et les normes qui font l'objet du contrôle.

Si le contrôle de l'échantillon visé à l'alinéa 1^{er} révèle un cas de non-respect, l'inspection effective sur le terrain est étendue à la superficie totale des parcelles agricoles de l'exploitation concernées par les exigences et les normes qui font l'objet du contrôle.

Art. 60. Les contrôles sur place menés en vertu du présent chapitre commencent au cours de l'année civile d'introduction des demandes d'aide ou des demandes de paiement.

Section 4. — Rapport de contrôle

Art. 61. Sans préjudice des informations minimales énoncées à l'article 14, § 2, le rapport de contrôle contient également les éléments suivants :

- 1° les exigences et les normes relevant de la conditionnalité, visées par le contrôle sur place ;
- 2° la nature et l'étendue des contrôles effectués ;
- 3° les constatations ;
- 4° les exigences et les normes relevant de la conditionnalité pour lesquelles des cas de non-respect ont été constatés.

Partie 3. — Sanctions administratives

TITRE 1^{er}. — Dispositions communes à toutes les sanctions administratives

Art. 62. Une aide relevant de la politique agricole commune est refusée ou retirée en totalité lorsque les critères d'admissibilité y afférents ne sont pas respectés.

Art. 63. La demande d'aide ou de paiement est rejetée si le bénéficiaire ou son représentant empêche la réalisation d'un contrôle, sauf cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles.

Art. 64. Conformément à l'article 62 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, toute aide est refusée ou retirée en totalité aux bénéficiaires qui créent artificiellement les conditions requises pour l'obtention ou la majoration d'une aide, en contradiction avec les objectifs visés par l'intervention concernée.

Art. 65. S'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve pour bénéficier d'une aide ou a omis volontairement de fournir des informations nécessaires, le bénéficiaire est exclu de l'intervention concernée l'année civile au cours de laquelle la constatation a lieu ainsi que l'année suivante. L'aide lui est également refusée ou retirée en totalité.

Art. 66. En cas de non-respect des critères d'admissibilité, des engagements ou d'autres obligations relatives à une intervention, des sanctions administratives sont imposées aux conditions prévues dans la présente partie et revêtent l'une des formes suivantes :

- 1° une réduction du montant de l'aide versée ou à verser au titre de la demande d'aide ou de paiement concernée par le non-respect, au titre de demandes ultérieures ou au titre de demandes de paiement antérieures ;
- 2° le paiement d'un montant calculé sur la base de la quantité ou de la période concernée par le non-respect ;
- 3° la suspension ou le retrait d'une autorisation, d'une reconnaissance ou d'un agrément ;
- 4° l'exclusion d'une intervention et du bénéfice de celle-ci.

Art. 67. Aucun refus, retrait ou sanction administrative prévu par la présente partie n'est imposé dans les cas suivants :

- 1° le non-respect résulte d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles ;
- 2° le non-respect résulte d'erreurs manifestes reconnues conformément à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 3° le non-respect résulte d'une erreur de l'organisme payeur que le bénéficiaire concerné par le non-respect n'aurait pas pu raisonnablement détecter ;
- 4° la personne concernée démontre, d'une manière jugée convaincante par l'organisme payeur, qu'elle n'a pas commis de faute en ne respectant pas les obligations qui lui incombent ou l'organisme payeur acquiert d'une autre manière la conviction que la personne concernée n'a pas commis de faute.

Art. 68. L'application des sanctions administratives, des refus d'octroi et des retraits de l'aide prévus au présent arrêté est sans préjudice de l'application de sanctions pénales.

Art. 69. § 1^{er}. En ce qui concerne les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, lorsqu'un bénéficiaire n'est pas en mesure de respecter les critères d'admissibilité ou d'autres obligations en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le droit à l'aide lui reste acquis pour la surface ou les animaux admissibles au moment où le cas de force majeure ou les circonstances exceptionnelles sont survenus. Aucune sanction administrative ne lui est imposée.

En ce qui concerne les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o à 5^o, si un bénéficiaire est incapable de respecter l'engagement en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le paiement concerné est proportionnellement retiré pour les années au cours desquelles le cas de force majeure ou les circonstances exceptionnelles sont survenus. Le retrait concerne uniquement les parties de l'engagement pour lesquelles des coûts supplémentaires ou la perte de revenus ne sont pas apparus avant le cas de force majeure ou les circonstances exceptionnelles. Aucun retrait ne s'applique en ce qui concerne les critères d'admissibilité et les autres obligations, ni aucune sanction administrative.

En ce qui concerne les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o à 8^o, aucun remboursement partiel ou total de l'aide n'est exigé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles. Dans le cas de paiements pluriannuels, le remboursement de l'aide reçue au cours des années précédentes n'est pas requis et l'engagement ou le paiement se poursuit pendant les années suivantes, conformément à sa durée initiale.

Conformément à l'article 84, § 2, c), i), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, lorsque le non-respect résultant d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles concerne la conditionnalité, la sanction administrative prévue à l'article 94 n'est pas appliquée.

§ 2. Les cas de force majeure et les circonstances exceptionnelles sont notifiés par écrit à l'organisme payeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour où le bénéficiaire, ou son ayant droit, est en mesure de le faire. Les éléments probants qui permettent d'établir les cas de force majeure et les circonstances exceptionnelles sont joints à la notification.

L'organisme payeur statue au cas par cas sur la reconnaissance du cas de force majeure ou des circonstances exceptionnelles au regard des éléments probants visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2, les cas de force majeure et les circonstances exceptionnelles acceptables sont ceux de la liste établie à l'article 3 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Le Ministre peut compléter la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. En cas de décès ou d'incapacité professionnelle de longue durée d'un bénéficiaire, un parent ou un allié jusqu'au deuxième degré du bénéficiaire peut invoquer un cas de force majeure afin de déroger aux exigences de qualifications à orientation agricole prévues aux articles 21, alinéa 1^{er}, 2^o, 24, alinéa 1^{er}, 3^o, et 25, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'installation du parent ou de l'allié intervient dans les douze mois qui suivent la survenance du cas de force majeure visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 70. Sauf cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles, le dépôt d'une demande d'aide ou de paiement au titre d'une intervention relevant de la politique agricole commune après la date limite pour le dépôt entraîne par jour ouvrable une réduction de 1 % des montants d'aide auxquels le bénéficiaire aurait eu droit si la demande d'aide ou de paiement avait été déposée dans le délai imparti.

Lorsque le retard visé à l'alinéa 1^{er} est supérieur à vingt-cinq jours calendrier, la demande d'aide ou de paiement est considérée comme irrecevable et aucune aide n'est accordée au bénéficiaire.

Art. 71. Sauf cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles, le dépôt d'une demande d'attribution de droits au paiement ou d'augmentation de la valeur des droits au paiement après la date limite pour le dépôt entraîne une réduction de 3 % par jour ouvrable des montants à verser en ce qui concerne les droits au paiement ou en ce qui concerne l'augmentation de la valeur des droits au paiement à attribuer au bénéficiaire.

Lorsque le retard visé à l'alinéa 1^{er} est supérieur à vingt-cinq jours calendrier, la demande est considérée comme irrecevable et aucun droit au paiement ni aucune augmentation de la valeur des droits au paiement n'est octroyée au bénéficiaire.

TITRE 2. — *Sanctions administratives applicables aux interventions relevant du SIGeC*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions communes*

Art. 72. Le présent titre s'applique aux interventions relevant du SIGeC.

Art. 73. Pour chaque intervention relevant du SIGeC, les refus, les retraits et les sanctions administratives prévus par la présente partie sont appliqués dans l'ordre suivant :

1^o la réduction des paiements prévue aux articles 21 et 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs ;

2^o le montant résultant de l'application du 1^o sert de base au calcul des refus et retraits prévus à l'article 62 ;

3^o le montant résultant de l'application du 2^o sert de base au calcul des réductions et des sanctions prévues à la section 1^{ère} du chapitre 2 et au chapitre 3 ;

4^o le montant résultant de l'application du 3^o sert de base au calcul des réductions prévues à la section 2 du chapitre 2 ;

5^o le montant résultant de l'application du 4^o sert de base au calcul de réductions à appliquer en cas de dépôt tardif conformément aux articles 70 et 71 ;

6^o le montant résultant de l'application du 5^o sert de base au calcul de réductions à appliquer en cas de non-déclaration de parcelles agricoles conformément à l'article 76.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4^o, dans le cadre des éco-régimes, les réductions appliquées en raison du non-respect d'exigences relevant du cahier des charges d'un éco-régime donné s'appliquent avant l'application de réductions basées sur le non-respect des exigences pertinentes de la ligne de base.

Le montant résultant de l'application de l'alinéa 1^{er} sert de base pour appliquer le taux d'ajustement visé à l'article 17 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Le montant résultant de l'application des alinéas 1^{er} et 2 sert de base au calcul des réductions à appliquer en cas de non-respect de la conditionnalité, conformément au titre 4.

Art. 74. Une sanction administrative n'est pas imposée en ce qui concerne la partie de la demande d'aide ou de paiement que le bénéficiaire a signalée par écrit à l'organisme payeur ou via le guichet informatisé consacré aux interventions relevant de la politique agricole commune mis à disposition par l'administration comme étant incorrecte ou l'étant devenue depuis le dépôt de la demande, à condition que le bénéficiaire n'ait pas été prévenu que l'organisme payeur entendait effectuer un contrôle sur place et n'ait pas été informé par l'organisme payeur des cas de non-respect constatés dans sa demande d'aide ou de paiement.

Sur la base des informations fournies par le bénéficiaire conformément à l'alinéa 1^{er}, la demande d'aide ou de paiement est rectifiée afin de refléter l'état réel de la situation.

Art. 75. Lorsqu'une limite individuelle ou un plafond individuel est applicable en vertu d'une intervention et que la superficie ou le nombre d'animaux déclarés par le bénéficiaire dépassent cette limite individuelle ou ce plafond individuel, la superficie ou le nombre d'animaux déclarés correspondants est adapté à la limite ou au plafond fixé pour le bénéficiaire concerné.

Art. 76. Si, pour une année donnée, un bénéficiaire ne déclare pas toutes les parcelles agricoles conformément à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 et que la superficie combinée des parcelles déclarées dans la demande unique et des parcelles non déclarées est supérieure de 3 % à la superficie totale déclarée dans la demande unique, le montant global des paiements directs attribuable au bénéficiaire pour l'année considérée subit une réduction de maximum 3 % en fonction de la gravité de l'omission.

CHAPITRE 2. — *Sanctions administratives applicables aux interventions fondées sur la surface relevant du SIGeC*

Section 1. — Dispositions communes

Art. 77. § 1^{er}. En ce qui concerne l'aide de base au revenu pour un développement durable, les dispositions suivantes s'appliquent :

1° si le nombre de droits au paiement de base au revenu déclarés dépasse le nombre de droits au paiement de base au revenu dont dispose le bénéficiaire, le nombre de droits au paiement de base au revenu déclarés est réduit au nombre de droits au paiement de base au revenu dont dispose le bénéficiaire ;

2° s'il existe une différence entre le nombre de droits au paiement de base au revenu déclarés et la superficie déclarée, la superficie déclarée est ajustée au chiffre le plus bas.

§ 2. En ce qui concerne l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable, si la superficie déclarée au titre de l'aide de base au revenu pour un développement durable dépasse la limite fixée par l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs, la superficie déclarée est réduite à cette limite.

§ 3. En ce qui concerne l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs, si la superficie déclarée au titre de l'aide de base au revenu pour un développement durable dépasse la limite fixée par l'article 31, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs, la superficie déclarée est réduite à cette limite.

§ 4. En ce qui concerne les indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques, si la superficie déclarée au titre de l'aide de base au revenu pour un développement durable dépasse le nombre maximal d'hectares fixé par l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques, la superficie déclarée est réduite à ce nombre.

§ 5. En ce qui concerne les demandes d'aide ou de paiement au titre des interventions fondées sur la surface, si la superficie déterminée est supérieure à la superficie déclarée dans la demande d'aide ou de paiement, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie déclarée pour l'intervention concernée.

§ 6. Sans préjudice des sanctions administratives prévues à l'article 78, en ce qui concerne les demandes d'aide ou de paiement au titre des interventions fondées sur la surface, si la superficie déclarée est supérieure à la superficie déterminée pour l'intervention concernée, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie déterminée pour l'intervention concernée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'article 78, si la différence entre la superficie totale déterminée et la superficie totale déclarée pour le paiement au titre des interventions fondées sur la surface est inférieure ou égale à dix ares, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie déclarée pour l'intervention concernée.

L'alinéa 2 ne s'applique pas lorsque la différence entre la superficie totale déterminée et la superficie totale déclarée pour le paiement au titre des interventions fondées sur la surface représente plus de 20 % de la superficie totale déclarée.

§ 7. Aux fins du calcul de l'aide de base au revenu pour un développement durable, la moyenne des valeurs des différents droits au paiement de base au revenu liés à la superficie correspondante déterminée est prise en considération.

Art. 78. § 1^{er}. Pour les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° à 5°, lorsque la superficie déclarée excède la superficie déterminée de plus de 3 % ou de plus de deux hectares conformément à l'article 77, § 6, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie déterminée réduite du double de la différence constatée.

Lorsque la superficie déclarée excède la superficie déterminée de plus de 25 % conformément à l'article 77, § 6, aucune aide n'est accordée.

Sans préjudice de l'alinéa 2, lorsque la superficie déclarée excède la superficie déterminée de plus de 50 %, une sanction d'un montant équivalent à celui de l'aide correspondant à la différence entre la superficie déclarée et la superficie déterminée conformément à l'article 77, § 6, est imposée au bénéficiaire.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans le cadre de l'éco-régime « couverture longue du sol » visé à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, lorsque la superficie déclarée comme présentant une couverture végétale du sol excède la superficie qui répond effectivement aux exigences de couverture du sol de plus de 3 % ou de plus de deux hectares conformément à l'article 77, § 6, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie totale de l'exploitation réduite du double du pourcentage de la différence constatée.

Lorsque la superficie déclarée comme présentant une couverture végétale du sol excède la superficie qui répond effectivement aux exigences de couverture du sol de plus de 20 % conformément à l'article 77, § 6, aucune aide n'est accordée.

Sans préjudice de l'alinéa 2, lorsque la superficie déclarée comme présentant une couverture végétale du sol excède la superficie qui répond effectivement aux exigences de couverture du sol de plus de 50 %, une sanction d'un montant équivalent à celui de l'aide correspondant à la superficie déclarée comme présentant une couverture végétale du sol, est imposée au bénéficiaire.

Les parcelles de terres arables qui ne répondent pas aux exigences de couverture du sol malgré le fait que le bénéficiaire ait procédé à leur ensemencement par enfouissement, ne sont pas prises en compte pour le calcul des pourcentages prévus aux alinéas 1^{er} à 3.

Art. 79. § 1^{er}. Pour les interventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 6° et 7°, lorsque la superficie déclarée excède la superficie déterminée de plus de 3 % ou de plus de deux hectares conformément à l'article 77, § 6, le montant de l'aide est calculé sur la base de la superficie déterminée réduite d'une fois et demie la différence constatée.

La sanction administrative visée à l'alinéa 1^{er} ne dépasse pas 100 % des montants calculés sur la base de la superficie déclarée.

§ 2. Lorsqu'une sanction administrative n'est pas encore imposée au bénéficiaire en vertu du paragraphe 1^{er} pour une sur-déclaration de superficies dans le cadre de l'intervention concernée, la sanction administrative visée au paragraphe 1^{er} est réduite de 50 % si la superficie déclarée n'excède pas la superficie déterminée de plus de 10 %.

§ 3. Lorsqu'un bénéficiaire obtient une réduction de la sanction administrative conformément au paragraphe 2 et qu'il fait l'objet d'une autre sanction administrative visée par le présent article et par l'article 94 dans le cadre de l'aide en question pour l'année de demande suivante, il est tenu de s'acquitter de l'intégralité de la sanction administrative pour l'année de demande suivante et du montant de la réduction calculée conformément au paragraphe 2 de la sanction administrative calculée conformément au paragraphe 1^{er}.

Art. 80. Sans préjudice des sanctions administratives applicables conformément à l'article 79, lorsqu'il est établi que le bénéficiaire ne respecte pas les obligations visées à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est refusée ou retirée.

Lorsqu'il est établi que le bénéficiaire produit de fausses preuves dans le but de démontrer qu'il respecte les obligations visées à l'alinéa 1^{er}, une sanction correspondant à 20 % du montant que le bénéficiaire a, ou aurait dans d'autres circonstances, perçu au titre de l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est imposée.

Section 2. — Sanctions administratives spécifiques pour l'aide aux éco-régimes, l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques et l'aide à l'agriculture biologique

Art. 81. § 1^{er}. Le non-respect des exigences prévues aux articles 5, 6, alinéa 1^{er}, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, aux articles 6, 7, alinéa 1^{er}, 9 et 10, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques et aux articles 4, 6, alinéa 1^{er}, et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique entraîne l'application de sanctions administratives.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, le Ministre établit des régimes de sanctions administratives basés sur la gravité, l'étendue, la persistance, le caractère intentionnel et la répétition du cas de non-respect.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° la gravité du cas de non-respect dépend de l'ampleur des conséquences que le non-respect entraîne eu égard à la finalité des exigences non respectées ;

2° l'étendue du cas de non-respect dépend de son effet sur l'ensemble de l'engagement ;

3° la persistance du cas de non-respect dépend de la période pendant laquelle les effets du non-respect perdurent et de la possibilité d'y mettre un terme par la mobilisation de moyens raisonnables ;

4° la répétition du cas de non-respect dépend de la constatation durant la période de programmation 2023-2027 de cas de non-respect similaires constatés chez un même bénéficiaire et pour une intervention identique.

Sans préjudice de l'alinéa 2, 4° :

1° dans le cas de l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques et de l'aide à l'agriculture biologique, la répétition du cas de non-respect peut également être évaluée au regard de cas de non-respect similaires constatés au cours des quatre dernières années ;

2° dans le cadre des mesures agro-environnementales et climatiques, la répétition du cas de non-respect peut également être évaluée au regard de cas de non-respect similaires constatés pour une intervention similaire pour l'année en cours.

Pour l'application des alinéas 2 et 3 :

1° dans le cadre de l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'on entend par :

a) interventions identiques : les hypothèses prévues à l'article 28, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

b) interventions similaires : les hypothèses prévues aux articles 28, alinéa 2, et 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

2° dans le cadre de l'aide aux éco-régimes, l'on entend par intervention identique, un même éco-régime.

CHAPITRE 3. — Sanctions administratives en ce qui concerne les interventions fondées sur les animaux

Section 1. — Aides couplées au revenu pour les animaux

Art. 82. Lorsque des cas de non-respect sont constatés au regard du système d'identification, d'enregistrement et de suivi des animaux, les dispositions suivantes s'appliquent :

1° un bovin présent dans l'exploitation qui perd l'un de ses deux moyens d'identification est considéré comme admissible s'il peut être identifié clairement et individuellement à l'aide des autres éléments du système d'identification et d'enregistrement des bovins visé à l'article 112 du règlement (UE) n° 2016/429 du 9 mars 2016 ;

2° un ovin présent dans l'exploitation qui perd un de ses deux moyens d'identification est considéré comme admissible s'il peut être identifié par un premier moyen d'identification conformément à l'article 113 du règlement (UE) n° 2016/429 du 9 mars 2016 et à condition que toutes les autres exigences du système d'identification et d'enregistrement des ovins soient satisfaites ;

3° lorsqu'un seul bovin ou ovin présent dans l'exploitation perd deux moyens d'identification, il est considéré comme admissible s'il peut être identifié individuellement par le registre, par le passeport de l'animal, le cas échéant, par la base de données ou par d'autres moyens prévus dans le règlement (UE) n° 2016/429 du 9 mars 2016 et si le détenteur d'animaux peut apporter la preuve qu'il a pris des mesures pour remédier à la situation avant l'annonce du contrôle sur place ;

4° lorsque les cas de non-respect constatés concernent des notifications tardives d'événements liés aux animaux dans la base de données informatisée, l'animal concerné est considéré comme admissible si la notification a lieu avant le début de la période de rétention.

Les inscriptions et les notifications dans le système d'identification, d'enregistrement et de suivi des animaux peuvent être rectifiées à tout moment en cas d'erreurs manifestes reconnues par l'organisme payeur.

Art. 83. § 1^{er}. Le montant total de l'aide à laquelle le bénéficiaire peut prétendre au titre d'une aide couplée au revenu pour les animaux prévue par le chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, pour l'année de demande considérée est payé sur la base du nombre d'animaux admissibles pour autant que, à la suite de contrôles administratifs ou de contrôles sur place :

1° maximum trois animaux non admissibles sont constatés ;

2° les animaux non admissibles peuvent être identifiés individuellement par tout moyen prévu dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux.

§ 2. En cas de non-respect de l'une des conditions visées au paragraphe 1^{er}, le montant total de l'aide couplée au revenu pour l'année de demande concernée est réduit :

1° du pourcentage à fixer conformément au paragraphe 3, si le pourcentage n'excède pas 20 % ;

2° de deux fois le pourcentage à fixer conformément au paragraphe 3, si le pourcentage est supérieur à 20 % mais inférieur ou égal à 30 %.

Si le pourcentage fixé conformément au paragraphe 3 excède 30 %, l'aide couplée n'est pas octroyée pour l'année de demande considérée.

Sans préjudice de l'alinéa 2, si le pourcentage fixé conformément au paragraphe 3 excède 50 %, une sanction d'un montant équivalent à celui correspondant à la différence entre d'une part, le nombre d'animaux déclarés dans le cadre de l'aide de l'aide couplée au revenu pour les brebis ou le nombre d'animaux calculés sans exclusion dans le cadre des aides couplées au revenu pour les bovins et d'autre part, le nombre d'animaux admissibles est imposée au bénéficiaire.

§ 3. Afin de fixer les pourcentages visés au paragraphe 2, le nombre d'animaux non admissibles constatés pour une aide couplée est divisé par le nombre d'animaux admissibles pour cette aide couplée pour l'année de demande considérée.

Art. 84. Les sanctions administratives prévues à l'article 83 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire n'est pas en mesure de respecter les critères d'admissibilité ou d'autres obligations à la suite de circonstances naturelles ayant une incidence sur le cheptel ou le troupeau, à condition qu'il informe par écrit l'organisme payeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la constatation d'une réduction du nombre d'animaux.

Sans préjudice des circonstances concrètes à prendre en considération au cas par cas, l'organisme payeur reconnaît notamment les circonstances naturelles qui ont une incidence sur le cheptel ou le troupeau telles que :

1° la mort d'un animal à la suite d'une maladie ;

2° la mort d'un animal à la suite d'un accident dont le bénéficiaire ne peut être tenu pour responsable.

Art. 85. En ce qui concerne les animaux déclarés, l'article 74 s'applique aux erreurs et omissions relatives aux inscriptions d'animaux dans la base de données informatisée, effectuées depuis le dépôt de la demande d'aide ou de paiement.

Section 2. — Mesure n° 11 « races locales menacées »

Art. 86. En ce qui concerne la mesure n° 11 « races locales menacées » prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'article 81 s'applique mutatis mutandis.

TITRE 3. — Sanctions administratives applicables aux interventions ne relevant pas du SIGeC

CHAPITRE 1^{er}. — Sanctions administratives en ce qui concerne les aides à l'investissement et à l'installation du jeune agriculteur

Art. 87. § 1^{er}. Le non-respect des engagements prévus aux articles 11 et 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole donne lieu à des réductions de l'aide concernée, établies en fonction de la durée du non-respect.

Le taux de réduction est d'un cinquième du total de l'aide concernée par année entamée de non-respect.

Par dérogation à l'alinéa 2, en cas de non-respect du taux de liaison au sol, lorsqu'en application de la partie 3 du titre 4, une sanction de :

1° un % est appliquée, il est procédé à une récupération d'un dixième de l'aide ;

2° trois % ou plus est appliquée, il est procédé à une récupération conformément à l'alinéa 2.

Le montant équivalent à la réduction proportionnelle établi en vertu de l'alinéa 2 est doublé si plusieurs cas de non-respect de critères d'engagement sont constatés pour une même année.

§ 2. Sans préjudice de la partie 4, l'aide accordée dans le cadre des aides à l'investissement est récupérée par l'organisme payeur selon les modalités prévues à l'article 11, § 9, du règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

Art. 88. Le bénéficiaire prévient l'organisme payeur de tout changement relatif aux données fournies dans le cadre de son dossier de demande d'aide avant la survenance d'un contrôle par l'organisme payeur et au plus tard dans un délai de douze mois après la survenance de ce changement. A défaut, une pénalité de 25 % est appliquée sur le montant des réductions prévues à l'article 87.

Art. 89. Lorsque le coût simplifié total effectif de l'investissement immobilier est inférieur de minimum 10 % du coût simplifié total prévu dans la demande d'aide, une pénalité est appliquée au montant admissible de l'aide.

La pénalité prévue à l'alinéa 1^{er} correspond à la différence entre le coût simplifié total prévu et le coût simplifié total effectif de l'aide.

Art. 90. Un parent ou un allié jusqu'au deuxième degré d'un bénéficiaire peut invoquer le décès ou l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire afin de déroger aux exigences de qualifications et aux critères de sélection, pour bénéficier des aides à l'investissement et de l'aide à l'installation prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'installation ou la demande d'aide à l'investissement du parent ou de l'allié intervient dans les douze mois qui suivent la survenance du décès ou la reconnaissance de l'incapacité professionnelle de longue durée.

CHAPITRE 2. — *Sanctions administratives en ce qui concerne l'intervention dans le secteur des fruits et légumes*

Art. 91. L'aide accordée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels, est récupérée proportionnellement à la durée du non-respect.

L'aide accordée dans le cadre d'investissements corporels ou incorporels tels que prévus à l'article 15, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels, est récupérée par l'organisme payeur selon les modalités prévues par l'article 11, § 9, du règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

Art. 92. Si le demandeur ne respecte plus les conditions de reconnaissance de l'organisation, de l'association d'organisation et de l'organisation interprofessionnelle de producteurs, sa reconnaissance est retirée.

TITRE 4. — *Sanctions administratives en matière de conditionnalité*

Art. 93. Pour l'application du présent titre, l'on entend par :

1^o non-respect constaté : le non-respect constaté conformément à l'article 7, § 5, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 ;

2^o répétition d'un cas de non-respect : la répétition au sens de l'article 83, § 5, c), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Art. 94. Le non-respect visé à l'article 2, 17^o, b), au cours d'une année civile donnée, entraîne une réduction des aides de l'année considérée conformément aux articles 84 à 86 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 et au chapitre III du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine les taux de réduction et leurs modalités de calculs conformément à l'article 85 du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021. Les taux de réduction sont fixés pour chaque cas de non-respect et basé sur la gravité, l'étendue, le caractère persistant, la répétition et le caractère intentionnel du cas de non-respect constaté.

Pour l'application de l'alinéa 2 :

1^o le caractère persistant du cas de non-respect est déterminé conformément à l'article 7, § 4, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 ;

2^o l'étendue du cas de non-respect est déterminée conformément à l'article 7, § 2, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 ;

3^o la gravité du cas de non-respect est déterminée conformément à l'article 7, § 3, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022 ;

4^o la répétition du cas de non-respect est déterminée conformément à l'article 83, § 5, c), du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 et à l'article 7, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2022/1172 du 4 mai 2022.

Art. 95. Dans les cas dûment justifiés, l'organisme payeur envoie une alerte lorsqu'il y a lieu de considérer un cas de non-respect comme étant mineur, compte tenu de son impact négligeable ou nul sur la réalisation de l'objectif visé par l'exigence ou la norme concernée. Dans ce cas, aucune réduction ou exclusion n'est opérée et le non-respect n'est pas pris en compte pour la détermination de la répétition.

L'organisme payeur notifie l'alerte à l'agriculteur visé, décrit le constat de non-respect constaté et mentionne l'action corrective éventuelle.

Toutefois, conformément à l'article 85, § 5, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021, les cas de non-respect qui constituent un risque direct pour la santé humaine ou la santé animale ne sont pas considérés comme mineurs. Ces cas de non-respect entraînent une réduction ou la suppression de l'aide.

Le Ministre détermine les cas de non-respect visés à l'alinéa 1^{er} et la procédure suivie par l'organisme payeur pour mettre en œuvre l'article 85, § 3, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Art. 96. Lorsqu'un cas de non-respect au sens de l'article 94, alinéa 1^{er}, constitue également un cas de non-respect au sens du titre 2 de la présente partie, les sanctions administratives respectives sont appliquées conformément à l'article 73.

Lorsqu'un cas de non-respect constitue un cas de non-respect pour plusieurs exigences ou normes relevant de la conditionnalité, le cas de non-respect est considéré comme un seul et même cas de non-respect.

Partie 4. — *Recouvrement*

Art. 97. L'organisme payeur procède au recouvrement des paiements indus conformément aux articles 30 et 31 du règlement (UE) n° 2022/128 du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence.

Art. 98. Sans préjudice des voies de recouvrement ordinaires et des articles 53 à 56 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les paiements indus sont recouverts conformément aux articles D.258 à D.260 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 99. L'organisme payeur notifie au débiteur son intention de procéder au recouvrement des paiements indus avant de procéder effectivement à ce recouvrement

Art. 100. L'organisme payeur adresse une demande de recouvrement au débiteur dans un délai maximal de dix-huit mois suivant l'approbation et, le cas échéant, la réception d'un rapport de contrôle ou autre document similaire qui confirme l'existence d'une irrégularité ou d'une négligence.

La demande de recouvrement visée à l'alinéa 1^{er} est formalisée par l'envoi d'une invitation à payer.

Art. 101. Les sommes dues sont exigibles endéans le délai de paiement fixé dans l'invitation à payer visée à l'article 100, alinéa 2.

Art. 102. A défaut de paiement des sommes dues à l'échéance fixée dans l'invitation à payer visée à l'article 100, alinéa 2, l'organisme payeur procède à l'envoi d'une mise en demeure.

Art. 103. Un intérêt de retard dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit à dater de l'envoi de la mise en demeure visée à l'article 102.

L'intérêt visé à l'alinéa 1^{er} est considéré comme une dette liquide et certaine, dès qu'il est exigible.

Art. 104. L'organisme payeur peut renoncer à poursuivre le recouvrement des sommes payées indûment lorsque :

1° le montant à recouvrer auprès du bénéficiaire au titre d'un paiement individuel dans le cadre d'une intervention, intérêts non compris, est inférieur ou égal à 100 euros ;

2° le recouvrement s'avère impossible en raison de l'insolvabilité du débiteur ou des personnes juridiquement responsables de l'irrégularité ou de la négligence ;

3° les frais déjà engagés ou qui risquent d'être engagés dépassent au total le montant à recouvrer ;

4° la prescription est atteinte.

L'organisme payeur peut renoncer au recouvrement des intérêts dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, ou lorsque le montant des intérêts n'excède pas 5 euros.

Art. 105. Les paiements réalisés par le débiteur en remboursement des sommes indûment versées ou les montants recouverts conformément aux dispositions de la présente partie s'imputent en priorité sur le capital.

En présence de plusieurs dettes, l'imputation a lieu en priorité sur la plus ancienne.

Partie 5. — Dispositions finales

Art. 106. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 107. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46138]

13. JULI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kontrollen, die Verwaltungsstrafen und die Beitreibung, die auf die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Konditionalität anwendbar sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) 2022/1172 der Kommission vom 4. Mai 2022 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und der Verhängung und Berechnung von Verwaltungssanktionen im Bereich der Konditionalität;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31 Absatz 2, D.242 Absatz 1 Ziffer 5 und 6, und Absatz 6, D.250 und D.255 § 2;

Aufgrund der am 8. Dezember 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2023 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben am 15. Februar 2023 erstellten Berichts;

Aufgrund der am 16. März 2023 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 27. April 2023 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 2. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Teil 1 — Gegenstand und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Mit dem vorliegenden Erlass werden die Vorschriften für die Kontrollen, die Verwaltungsstrafen und die Beitreibung festgelegt, die auf die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Konditionalität anwendbar sind, die festgelegt wurden durch:

1° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte;

2° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe;

3° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen;

4° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen gewährt werden;

5° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt werden;

6° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2023 über die Entschädigungen für Gebiete mit naturbedingten oder anderen spezifischen Benachteiligungen;

7° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 23 über die land- und forstwirtschaftlichen Entschädigungen, die für Natura-2023-Gebiete gewährt werden;

8° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen;

9° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsektor sowie über die operationellen Programme;

10° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität.

Unbeschadet der im Recht der Europäischen Union vorgesehenen besonderen Bestimmungen gelten die Titel 1 der Teile 2 und 3 sowie Teil 4 auch für Maßnahmen, die in Durchführung der folgenden Verordnungen ergriffen werden:

1° Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

2° Verordnung (EU) Nr. 1144/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über Informations- und Absatzförderungsmaßnahmen für Agrarerzeugnisse im Binnenmarkt und in Drittländern und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 3/2008 des Rates.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Landwirt: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

3° computergestützte Datenbanken für Tiere: computergestützte Datenbanken wie Sanitel, Herdbücher, interne Datenbanken für Schafe oder jede andere Datenbank;

4° Begünstigter: der Empfänger einer Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

5° Konditionalität: die gesamten Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, die in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegt sind;

6° Beihilfeantrag: der Beihilfeantrag im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

7° Zahlungsantrag: der Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

8° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

9° Antragsteller: die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen, die einen Beihilfeantrag im Rahmen einer Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik stellt;

10° Anforderungen im Rahmen der Konditionalität: die in Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannten und in Anhang III derselben Verordnung aufgeführten Grundanforderungen an die Betriebsführung;

11° Interventionen zur Entwicklung des ländlichen Raums: Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 4 bis 8;

12° flächenbezogene Interventionen: Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 1 bis 7, mit Ausnahme von tiergestützten Interventionen;

13° tiergestützte Interventionen: die gekoppelten Einkommensstützungen für Tiere gemäß Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe und die Maßnahme Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen" gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

14° Interventionen, die nicht in den Bereich des InVeKoS fallen: Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 8 und 9;

14° Interventionen, die in den Bereich des InVeKoS fallen: Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 1 bis 7;

16° Grundanforderung: alle relevanten Anforderungen gemäß Artikel 31 § 5 Buchstaben a bis c und Artikel 70 § 3 Buchstaben a bis c der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

17° Nichtbeachtung:

a) jede Nichteinhaltung der Zulässigkeitskriterien, der Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder der sonstigen Auflagen im Zusammenhang mit den Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe im Rahmen einer Intervention der Gemeinsamen Agrarpolitik;

b) in Bezug auf die Konditionalität: jede Nichteinhaltung der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, die in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegt sind;

18° Normen im Rahmen der Konditionalität: die Normen in Bezug auf den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand, genannt in den Artikeln 12 und 13 und aufgeführt in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

19° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

20° spezialisierte Kontrolleinstellungen: die Behörden, die für die Durchführung von Kontrollen und Überprüfungen der Einhaltung der Anforderungen und Standards verantwortlich sind, die in den Artikeln 12 und 13 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannt und in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 aufgeführt sind;

21° landwirtschaftliche Parzelle: die landwirtschaftliche Parzelle im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

22° Referenzparzelle: die Referenzparzelle im Sinne von Artikel 2 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022;

23° Verordnung (EG, Euratom) Nr. 2988/95 des Rates vom 18. Dezember 1995: Verordnung (EG, Euratom) Nr. 2988/95 des Rates vom 18. Dezember 1995 über den Schutz der finanziellen Interessen der Europäischen Gemeinschaften;

24° Verordnung (EU) 2016/429 vom 9. März 2016: Verordnung (EU) 2016/429 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. März 2016 zu Tierseuchen und zur Änderung und Aufhebung einiger Rechtsakte im Bereich der Tiergesundheit;

25° Durchführungsverordnung (EU) 2017/892 vom 13. März 2017: Durchführungsverordnung (EU) 2017/892 der Kommission vom 13. März 2017 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates für die Sektoren Obst und Gemüse und Verarbeitungserzeugnisse aus Obst und Gemüse;

26° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

27° Verordnung (EU) 2021/2116 vom 2. Dezember 2021: Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

28° Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021: Delegierte Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

29° Verordnung (EU) 2022/1172 vom 4. Mai 2022: Delegierte Verordnung (EU) 2022/1172 der Kommission vom 4. Mai 2022 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und der Verhängung und Berechnung von Verwaltungsanktionen im Bereich der Konditionalität;

30° Verordnung (EU) 2022/1173 vom 31. Mai 2022: Durchführungsverordnung (EU) 2022/1173 der Kommission vom 31. Mai 2022 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

31° InVeKoS: das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem gemäß Titel IV Kapitel II der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 und organisiert durch Titel II Kapitel I Abschnitt 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

32° Bestimmte Fläche:

a) im Rahmen der Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 1° bis 3° die Fläche, für die alle Kriterien für die Zulässigkeit von Beihilfen oder sonstigen Verpflichtungen im Zusammenhang mit den Bedingungen für die Beihilfegewährung erfüllt sind, unabhängig von der Zahl der dem Begünstigten zur Verfügung stehenden Zahlungsansprüche;

b) im Rahmen der Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 4 bis 7 die Fläche der Parzellen, die anhand von Verwaltungskontrollen oder Kontrollen vor Ort ermittelt wurde;

33° System zur Kennzeichnung und Registrierung von Tieren: das System zur Kennzeichnung und Registrierung von gehaltenen Landtieren gemäß Teil IV Titel I, Kapitel 2, Abschnitt 1 der Verordnung (EU) Nr. 2016/429 vom 9. März 2016.

Teil 2 — Kontrollen

Titel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Kapitel 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Kontrollen

Art. 3 - Der vorliegende Titel gilt für alle Kontrollen, die im Rahmen der Interventionen oder Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik oder im Rahmen der Konditionalität durchgeführt werden, unbeschadet der besonderen Kontrollbestimmungen in den Verordnungen der Europäischen Union und in den Titeln 2 bis 4.

Art. 4 - Für alle Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und der Konditionalität richtet die Zahlstelle Kontrollsysteme ein, die integraler Bestandteil der Verwaltungssysteme im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 sind.

Unbeschadet der besonderen Bestimmungen in den Titeln 2 bis 4 umfassen die Kontrollsysteme gemäß Absatz 1 mindestens:

1° eine systematische Verwaltungskontrolle aller Beihilfe- und Zahlungsanträge;

2° Kontrollen vor Ort.

Art. 5 - Die gemäß diesem Erlass durchgeführten Kontrollen gewährleisten eine wirksame Überprüfung:

1° der Einhaltung des Verbots der Doppelfinanzierung durch andere regionale oder gemeinschaftliche Regelungen;

2° der Zulässigkeit des Beihilfe- oder Zahlungsantrags, der innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht werden muss und gegebenenfalls die Belege enthält, die die Zulässigkeit belegen;

3° der Richtigkeit und Vollständigkeit der im Beihilfe- oder Zahlungsantrag oder in einer anderen Erklärung gemachten Angaben;

4° der Einhaltung aller Zulässigkeitskriterien, der Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder der sonstigen Auflagen in Bezug auf eine bestimmte Intervention sowie der Bedingungen, unter denen die Beihilfe oder die Befreiung von bestimmten Verpflichtungen gewährt wird;

5° der Einhaltung der Grundanforderung in Bezug auf die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 3 bis 5 genannten Interventionen;

6° der Einhaltung der langfristigen Verpflichtungen, falls zutreffend;

7° der Einhaltung der Konditionalität;

8° der Einhaltung der Schlüsselkontrollen und Zusatzkontrollen gemäß Artikel 14 § 6 der Verordnung (EU) Nr. 2022/127 vom 7. Dezember 2021, um jedes Konformitätsverfahren gemäß Artikel 55 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 einzuschränken;

9° der Erfüllung der Grundanforderungen der Europäischen Union im Sinne von Artikel 2 Buchstabe c der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021, um jedes Konformitätsverfahren gemäß Artikel 55 der genannten Verordnung einzuschränken.

Die im Rahmen des vorliegenden Erlasses durchgeführten Kontrollen umfassen alle Elemente, deren Kontrolle möglich und angemessen ist.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten folgende Definitionen:

1° sonstige Erklärung: jede Erklärung oder jedes Dokument, mit Ausnahme von Beihilfe- oder Zahlungsanträgen, das von einem Begünstigten oder einem Dritten vorgelegt oder aufbewahrt werden muss, um den besonderen Vorschriften für bestimmte Interventionen zur Entwicklung des ländlichen Raums zu genügen;

2° Verordnung (EU) 2022/127 vom 7. Dezember 2021: Delegierte Verordnung (EU) 2022/127 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften für die Zahlstellen und anderen Einrichtungen, die Finanzverwaltung, den Rechnungsabschluss, Sicherheiten und die Verwendung des Euro.

Art. 6 - Der Begünstigte oder sein Vertreter kooperiert und unterstützt die ordnungsgemäße Durchführung der gemäß dem vorliegenden Erlass durchgeführten Kontrollen.

Wird bei einer Verwaltungskontrolle oder einer Kontrolle vor Ort eine Nichtbeachtung festgestellt und verlangt die Zahlstelle die Vorlage von Belegen, so übermittelt der Begünstigte die betreffenden Unterlagen innerhalb von 15 Kalendertagen nach Aufforderung durch die Zahlstelle. Andernfalls wird die Feststellung der Nichtbeachtung aufrechterhalten.

Art. 7 - Die Zahlstelle überwacht die Zulässigkeit, die Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder die sonstigen Auflagen und berücksichtigt mutmaßliche Fälle einer Nichtbeachtung, die von anderen Einrichtungen gemeldet werden.

Art. 8 - Die Zahlstelle verwendet Belege von anderen Einrichtungen, um die Einhaltung der Kriterien für die Zulässigkeit, der Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder der sonstigen Auflagen zu kontrollieren.

Kapitel 2 — Gemeinsame Bestimmungen für die Vor-Ort-Kontrollen

Art. 9 - Vor-Ort-Kontrollen erfolgen in Form von physischen Überprüfungen vor Ort oder jeder anderen Kontrolle, die erforderlich ist, um die Übereinstimmung mit den in Artikel 5 Absatz 1 genannten Zielen zu überprüfen.

Art. 10 - § 1. Unbeschadet des Absatzes 2 werden die Vor-Ort-Kontrollen unangekündigt durchgeführt.

Die Durchführung einer Kontrolle vor Ort kann im Vorfeld Gegenstand einer Ankündigung aus Höflichkeit sein, sofern dies nicht ihren Zweck oder ihre Wirksamkeit beeinträchtigt. Die Ankündigung aus Höflichkeit ist strikt auf die erforderliche Mindestdauer beschränkt und darf drei Arbeitstage nicht überschreiten.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 kann eine Kontrolle vor Ort mehr als drei Arbeitstage im Voraus angekündigt werden, sofern die Ankündigung ordnungsgemäß begründet ist.

Art. 11 - Unbeschadet der gemäß den Titeln 2 bis 4 organisierten Vor-Ort-Kontrollen kann die Zahlstelle weitere Vor-Ort-Kontrollen durchführen, wenn sie dies für zweckmäßig erachtet.

Art. 12 - Die Vor-Ort-Kontrollen werden zeitlich so verteilt, dass die Anforderungen für die im Rahmen der einzelnen Interventionen eingegangenen Verpflichtungen zu dem Zeitpunkt erfüllt sind, zu dem sie kontrolliert werden können.

Art. 13 - Sind Zulässigkeitskriterien, Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder sonstige Auflagen nur innerhalb eines bestimmten Zeitraums überprüfbar, so können weitere Vor-Ort-Kontrollen zu einem späteren Zeitpunkt durchgeführt werden.

Art. 14 - § 1. Über jede von der Zahlstelle durchgeführte Kontrolle vor Ort wird ein Kontrollbericht erstellt, der die verschiedenen Kontrollelemente genau wiedergibt und Rückschlüsse auf die Übereinstimmung mit den Zielen nach Artikel 5 Absatz 1 zulässt.

§ 2. Der Kontrollbericht enthält die folgenden Mindestangaben:

1° die kontrollierten Interventionen sowie die von der Kontrolle vor Ort betroffenen Beihilfe- oder Zahlungsanträge;

2° die bei der Kontrolle vor Ort anwesenden Personen;

3° gegebenenfalls die Benachrichtigung des Begünstigten über die Durchführung der Kontrolle vor Ort durch Versendung einer Vorankündigung gemäß Artikel 10 § 2 sowie die Dauer und Begründung der Vorankündigung;

4° die Ergebnisse der Kontrolle vor Ort und etwaige Bemerkungen im Zusammenhang mit der Kontrolle;

5° die Beweismittel, mit denen die Ergebnisse der Kontrolle vor Ort belegt werden können;

6° gegebenenfalls die Beanstandungsgründe des Begünstigten, die nach der Kontrolle vor Ort durch Übermittlung eines Formulars gemäß Paragraph 3 Absatz 2 mitgeteilt werden können.

Der Kontrollbericht wird von einem Bediensteten der Zahlstelle für gültig erklärt.

§ 3. Werden Fälle der Nichtbeachtung festgestellt, so erhält der Begünstigte eine Kopie des Kontrollberichts.

Der Begünstigte kann den Kontrollbericht innerhalb von 45 Arbeitstagen nach Erhalt durch Übermittlung des dem Bericht beigefügten Formulars für die Beanstandung beanstanden. Die Beanstandung stellt keine administrative Beschwerde dar.

Unbeschadet von Absatz 2 kann der Begünstigte gemäß Artikel D.257 des Gesetzbuches über die wallonische Landwirtschaft eine administrative Beschwerde gegen eine Entscheidung einlegen, die auf der Grundlage eines Kontrollberichts getroffen wurde, der einen Fall der Nichtbeachtung feststellt.

Art. 15 - Ist die Führung eines Betriebsregisters im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 oder in jedem anderen Erlass in Bezug auf eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehen, so überprüft die Zahlstelle:

1° das Vorhandensein des Betriebsregisters;

2° die Einhaltung der Zulässigkeitskriterien, der Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder der sonstigen Auflagen, die vom Betriebsregister abgedeckt sind;

3° die Richtigkeit und Vollständigkeit der im Betriebsregister vorhandenen Informationen.

Art. 16 - Die Zahlstelle bewahrt die Belege auf, aufgrund derer der Begünstigte für eine Kontrolle vor Ort ausgewählt wurde.

Titel 2 — Kontrollen bei Interventionen im Rahmen des InVeKoS

Kapitel 1 — Verwaltungskontrollen

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 17 - Durch die Verwaltungskontrollen gemäß Artikel 72 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 werden Fälle von Nichtbeachtung gemäß Artikel 2, 17°, a) aufgedeckt.

Art. 18 - Die Verwaltungskontrollen gemäß dem vorliegenden Kapitel werden in dem Kalenderjahr durchgeführt, in dem der Beihilfe- oder Zahlungsantrag gestellt wird.

In Abweichung von Absatz 1 können Verwaltungskontrollen auch innerhalb von vier Jahren nach Auftreten einer Unregelmäßigkeit im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 2988/95 vom 18. Dezember 1995 durchgeführt werden.

Abschnitt 2 — Vorab-Gegenkontrollen

Art. 19 - § 1. Die Zahlstelle führt ein System von Vorab-Gegenkontrollen ein, das es den Begünstigten ermöglicht, über potenzielle Fälle einer Nichtbeachtung informiert zu werden und ihren Beihilfe- oder Zahlungsantrag innerhalb der in Paragraph 3 festgelegten Frist zu ändern.

Die Vorab-Gegenkontrollen umfassen mindestens die Überprüfung der doppelt angegebenen landwirtschaftlichen Parzellen.

Der Minister kann andere Arten von Vorab-Gegenkontrollen als die in Absatz 2 vorgesehenen festlegen.

§ 2. Die Zahlstelle teilt den Begünstigten die Ergebnisse der Vorab-Gegenkontrollen vor der vom Minister festgelegten Frist mit.

§ 3. Die Begünstigten teilen der Zahlstelle Änderungen oder Rücknahmen ihres Beihilfe- oder Zahlungsantrags innerhalb von 15 Kalendertagen nach dem in Paragraph 2 festgelegten Mitteilungsdatum mit.

Abschnitt 3 — Gegenkontrollen

Art. 20 - Die Verwaltungskontrollen umfassen Gegenkontrollen:

1° in Bezug auf die angegebenen Zahlungsansprüche und die angegebenen landwirtschaftlichen Parzellen, um die mehrfache Gewährung einer Beihilfe für ein und dasselbe Kalender- oder Antragsjahr und die verbotene Kumulierung von Beihilfen, die im Rahmen flächenbezogener Interventionen gewährt werden, zu verhindern;

2° zur Überprüfung der Gültigkeit der Zahlungsansprüche und der Beihilfezulässigkeit;

3° zwischen den im Beihilfe- oder Zahlungsantrag angegebenen landwirtschaftlichen Parzellen und den Angaben im System zur Identifizierung landwirtschaftlicher Parzellen nach Referenzparzellen gemäß Artikel 2 Absatz 4 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022, um die Beihilfezulässigkeit der Flächen für Direktzahlungen oder für Interventionen zur Entwicklung des ländlichen Raums zu überprüfen;

4° zwischen den Zahlungsansprüchen und der ermittelten Fläche, um zu überprüfen, ob diesen Ansprüchen mindestens eine identische Anzahl beihilfefähiger Hektar im Sinne von Teil 2, Kapitel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gegenübersteht;

5° mithilfe des Systems zur Identifizierung und Registrierung von Tieren durchgeführt werden, um die Beihilfezulässigkeit der Intervention zu überprüfen und um die ungerechtfertigte mehrfache Gewährung einer Beihilfe für dasselbe Kalenderjahr oder Antragsjahr zu vermeiden.

Für die Zwecke von Absatz 1 Ziffer 3 werden in den Fällen, in denen das InVeKoS georeferenzierte Antragsformulare für Beihilfen vorsieht, Gegenkontrollen anhand einer räumlichen Verschneidung mit der angegebenen digitalisierten Fläche und dem Identifizierungssystem für landwirtschaftliche Parzellen durchgeführt. Darüber hinaus sollen die Gegenkontrollen verhindern, dass für dieselbe Fläche ein doppelter Antrag gestellt wird.

Art. 21 - Wenn durch Gegenkontrollen Fälle von Nichtbeachtung aufgedeckt werden, werden geeignete Verwaltungsverfahren und gegebenenfalls Vor-Ort-Kontrollen eingeleitet.

Art. 22 - Die Zahlstelle nimmt eine proportionale Kürzung der betreffenden Flächen vor, wenn die angegebene Gesamtfläche die gemäß Artikel 2 Absatz 7 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 ermittelte Höchstfläche der Referenzparzelle überschreitet und die Differenz innerhalb der vom Minister für die Referenzparzelle festgelegten Messtoleranz liegt.

Kapitel 2 — Kontrollen im Rahmen des Flächenüberwachungssystems

Art. 23 - § 1. In Anwendung von Artikel 70 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 richtet die Zahlstelle ein Flächenüberwachungssystem ein.

Das Überwachungssystem gilt für flächenbezogene Interventionen, bei denen mindestens eine Zulässigkeitsbedingung mithilfe von Satellitendaten oder anderen Daten von mindestens gleichwertigem Wert überwacht werden kann.

Der Minister legt auf Vorschlag der Zahlstelle die Liste der Interventionen fest, die dem Überwachungssystem unterliegen, unabhängig davon, ob sie teilweise oder vollständig mit Hilfe von Satellitendaten kontrolliert werden.

Für die Anwendung von Absatz 2 legt die Zahlstelle die Zulässigkeitsbedingungen fest, die innerhalb jeder Intervention Gegenstand einer Überwachung sind.

Der Minister kann auch die Liste der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität festlegen, die mit Hilfe von Satellitendaten kontrolliert werden können.

§ 2. Die Zahlstelle teilt den Begünstigten die vorläufigen Ergebnisse der mit Hilfe von Satellitendaten durchgeführten Kontrollen mit, wenn diese einen potenziellen Fall von Nichtbeachtung aufzeigen.

Der Minister legt die Frist für die in Absatz 1 genannte Mitteilung fest.

Nach Erhalt der vorläufigen Ergebnisse der Kontrollen aus dem System der Flächenüberwachung kann der Begünstigte:

1° seinen Sammelantrag spätestens an dem in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannten Datum für die Änderung des Sammelantrags ändern oder zurückziehen;

2° innerhalb der von der Zahlstelle festgesetzten Frist zusätzliche Nachweise erbringen.

Art. 24 - Die Zahlstelle kann physische Inspektionen vor Ort vornehmen, wenn die Kontrollen im Rahmen des Flächenüberwachungssystems keine endgültigen Schlussfolgerungen über die Zulässigkeit einer flächenbezogenen Intervention zulassen.

Die physischen Prüfungen vor Ort gelten nicht als Vor-Ort-Kontrollen. Sie sind nicht Gegenstand eines Kontrollberichts gemäß Artikel 14.

Art. 25 - Gemäß Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1173 vom 31. Mai 2022 kann ab dem 1. Januar 2025 eine Zulässigkeitsbedingung überwacht werden, wenn sie mithilfe eines der folgenden Mittel kontrolliert werden kann:

1° ein auf Satellitendaten basierender Algorithmus;

2° georeferenzierte Fotos;

3° 3° alle anderen Daten von mindestens gleichwertigem Wert.

*Kapitel 3 — Vor-Ort-Kontrollen**Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 26 - Die Vor-Ort-Kontrollen werden in dem Kalenderjahr der Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags durchgeführt oder beginnen in diesem Jahr.

Art. 27 - § 1. Für jede Intervention, die unter das InVeKoS fällt, legt der Minister den Mindestsatz für Vor-Ort-Kontrollen auf der Grundlage eines Vorschlags der Zahlstelle fest, der auf einer Risikobewertung beruht.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird die Risikobewertung mindestens einmal jährlich von der Zahlstelle vorgenommen.

Absatz 1 gilt nicht für die Bedingungen für die Zulässigkeit von Interventionen gemäß Artikel 23 § 1 Absatz 3, die mit Hilfe von Satellitendaten kontrolliert werden.

§ 2. Der Minister kann die Häufigkeit der Vor-Ort-Kontrollen senken, wenn ein Fall höherer Gewalt oder ein außergewöhnlicher Umstand die Durchführung der Kontrollen auf der Ebene des gesamten oder eines Teils des Gebiets der Wallonischen Region verhindern könnte.

Art. 28 - § 1. Um die Anzahl der Kontrollen gemäß Artikel 27 zu erreichen, wählt die Zahlstelle eine Kontrollstichprobe aus, die gemäß Artikel 60 Ziffer 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 folgendes umfasst:

1° einen Zufallsanteil, mit dem eine für die gesamte geprüfte Population repräsentative Fehlerquote erzielt werden soll;

2° ein risikobasierter Anteil, der dazu dient, die Bereiche zu identifizieren, in denen das Fehlerrisiko in der gesamten geprüften Population am höchsten ist.

Die Zahlstelle wählt den Zufallsanteil aus, bevor sie den risikobasierten Anteil auswählt.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 legt der Minister auf Vorschlag der Zahlstelle die Anteile des Zufallsanteils und des risikobasierten Anteils an der ausgewählten Stichprobe fest.

Die Zahlstelle bewertet jedes Jahr die Wirksamkeit des risikobasierten Anteils. Gegebenenfalls aktualisiert die Zahlstelle den risikobasierten Anteil.

§ 2. Die Auswahl der Kontrollstichprobe gemäß Absatz 1 kann auf der Grundlage einer Population erfolgen:

1° von Begünstigten;

2° von land- oder forstwirtschaftlichen Parzellen;

3° von Tieren oder;

4° sonstiger relevanter Elemente.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann sich die Kontrollstichprobe auf spezifische Arten von landwirtschaftlichen Parzellen beziehen.

§ 3. Eine Teilauswahl der Kontrollstichprobe kann vor dem gemäß Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bestimmten Frist für die Einreichung des Sammelantrags auf der Grundlage der verfügbaren Informationen getroffen werden. Diese vorläufige Stichprobe wird vervollständigt, wenn alle betroffenen Beihilfe- oder Zahlungsanträge vorliegen.

§ 4. Nicht Teil der Kontrollstichprobe gemäß Paragraph 1 sind:

1° Anträge oder Antragsteller auf Beihilfe, die zum Zeitpunkt der Antragstellung oder nach Verwaltungs- oder Vor-Ort-Kontrollen nicht zulässig sind oder nicht für eine Zahlung in Betracht kommen;

2° Begünstigte, die sich rechtsgültig auf höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände berufen können.

Abschnitt 2 — Vor-Ort-Kontrollen bei flächenbezogenen Interventionen

Art. 29 - Die im Rahmen einer flächenbezogenen Intervention durchgeführten Vor-Ort-Kontrollen erstrecken sich auf alle landwirtschaftlichen Parzellen eines Begünstigten, für die im Rahmen dieser Intervention ein Beihilfe- oder Zahlungsantrag gestellt wurde.

Art. 30 - Die Vor-Ort-Kontrollen betreffen:

1° gegebenenfalls die Vermessung der Fläche der landwirtschaftlichen Parzellen;

2° die Überprüfung der Zulässigkeitskriterien, der Anforderungen an die Verpflichtungen und anderer Auflagen in Bezug auf die vom Begünstigten im Rahmen der flächenbezogenen Interventionen angegebene Fläche.

Art. 31 - Die Vermessung der Flächen landwirtschaftlicher Parzellen erfolgt mit allen Mitteln, die eine Messqualität gewährleisten, die derjenigen mindestens gleichwertig ist, die in den auf Ebene der Europäischen Union ausgearbeiteten technischen Normen gefordert wird.

Die Gesamtfläche der landwirtschaftlichen Parzelle wird bei der Vermessung berücksichtigt, sofern sie voll zulässig ist und Gegenstand einer landwirtschaftlichen Tätigkeit im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist.

Das Ergebnis der Vermessung der Parzellen, das sich aus den Vor-Ort-Kontrollen ergibt, hat Vorrang vor dem Ergebnis der Vermessung der Parzellen, das sich aus den Verwaltungskontrollen ergibt.

Art. 32 - Die Zulässigkeit der landwirtschaftlichen Parzellen wird mit allen geeigneten Mitteln überprüft, einschließlich der Überprüfung der vom Begünstigten auf Verlangen der Zahlstelle vorgelegten Angaben. Diese Überprüfung umfasst gegebenenfalls auch eine Überprüfung der Kultur.

Art. 33 - In Abweichung von Artikel 29 können bei der Durchführung der Vor-Ort-Kontrollen gemäß Artikel 30 diese Kontrollen auf eine Zufallsstichprobe oder eine risikobasierte Stichprobe von mindestens 50 % der landwirtschaftlichen Parzellen beschränkt werden, die von einem Begünstigten für die von der Kontrolle betroffene Intervention angegeben wurden.

Die Zahlstelle nimmt eine Überprüfung aller von der kontrollierten Intervention betroffenen landwirtschaftlichen Parzellen vor, wenn die Zufallsstichprobe oder die risikobasierte Stichprobe bei der Kontrolle Fälle der Nichtbeachtung aufzeigt.

Bei Interventionen zur Entwicklung des ländlichen Raums wird, wenn die Einhaltung der Zulässigkeitskriterien, der Anforderungen in Bezug auf die Verpflichtungen oder der sonstigen Auflagen nicht angemessen kontrolliert werden kann, indem die Kontrollen auf eine Zufallsstichprobe beschränkt werden, eine zusätzliche risikobasierte Stichprobe ausgewählt, um eine angemessene Kontrolle zu gewährleisten.

Art. 34 - Unbeschadet der Mindestangaben gemäß Artikel 14 § 2 enthält der Kontrollbericht auch die folgenden Angaben:

1° die kontrollierten landwirtschaftlichen oder nicht landwirtschaftlichen Parzellen;

2° gegebenenfalls die gemessenen landwirtschaftlichen oder nicht landwirtschaftlichen Parzellen, das Ergebnis der Messung sowie die Messmethode;

3° gegebenenfalls jeder festgestellte Fall von Nichtbeachtung.

Abschnitt 3 — Vor-Ort-Kontrollen bei tiergestützten Interventionen

Art. 35 - § 1. Die Vor-Ort-Kontrollen dienen der Überprüfung der Einhaltung aller Zulässigkeitskriterien, Anforderungen an die Verpflichtungen und sonstigen Auflagen und betreffen auf alle Tiere, für die Beihilfeanträge im Rahmen der tiergestützten Interventionen gestellt wurden.

§ 2. Bei den Vor-Ort-Kontrollen wird mindestens überprüft:

1° ob die Zahl der im Betrieb vorhandenen Tiere, für die Beihilfe- oder Zahlungsanträge gestellt wurden, und gegebenenfalls die Zahl der beihilfezulässigen Tiere mit der Zahl der in den Registern eingetragenen Tiere oder der Zahl der in den elektronischen Datenbanken für Tiere registrierten Tiere übereinstimmt;

2° ob die Eintragungen im Register oder die Meldungen in der elektronischen Datenbank für Tiere korrekt sind;

3° ob die im Betrieb vorhandenen beihilfezulässigen Tiere mit Ohrmarken oder anderen Kennzeichen versehen sind, denen gegebenenfalls Begleitpapiere beigelegt sind;

4° ob die im Betrieb vorhandenen beihilfezulässigen Tiere im Betriebsregister aufgeführt oder ordnungsgemäß in die elektronische Datenbank für Tiere eingetragen sind.

Die Überprüfung der Richtigkeit gemäß Absatz 1 Ziffer 2 erfolgt anhand einer Stichprobe von Belegen wie Rechnungen über Käufe und Verkäufe, Schlachtbescheinigungen, Veterinärbescheinigungen und gegebenenfalls Begleitpapiere oder sonstige amtliche Dokumente oder Quellen für Tiere, für die in den letzten mindestens sechs Monaten vor dem Zeitpunkt der Vor-Ort-Kontrolle Beihilfeanträge gestellt wurden.

Bei den Kontrollen gemäß Absatz 1 Ziffer 3 kann die Zahlstelle nach dem Zufallsprinzip Stichproben durchführen. Wird bei der Stichprobenkontrolle ein Fall der Nichtbeachtung festgestellt, so werden alle Tiere kontrolliert oder, mit vorheriger Zustimmung des Begünstigten, die Schlussfolgerungen auf der Grundlage der Stichprobe extrapoliert.

Art. 36 - Mindestens 50 % der Vor-Ort-Kontrollen werden während des Haltungszeitraums gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe durchgeführt.

Art. 37 - Unbeschadet der Mindestangaben gemäß Artikel 14 § 2 enthält der Kontrollbericht auch die folgenden Angaben:

1° die Anzahl der ursprünglich beihilfezulässigen Tiere und die Anzahl der Tiere, die aus der Stichprobe gemäß Artikel 35 § 2 Absatz 2 hervorgegangen sind, sowie gegebenenfalls die Ohrmarkennummern, die Eintragungen im Register oder in elektronischen Datenbanken in Bezug auf die Tiere und die überprüften Belegdokumente;

2° alle anderen relevanten Feststellungen, die bei der Kontrolle gemacht wurden;

3° gegebenenfalls jeder festgestellte Fall von Nichtbeachtung.

Titel 3 — Kontrollen bei Interventionen, die nicht unter das InVeKoS fallen

Kapitel 1 — Niederlassungen, Investitionen und Diversifizierung für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen

Abschnitt 1 — Verwaltungskontrollen

Art. 38 - Die Zahlstelle überprüft die in den Beihilfeanträgen und Zahlungsanträgen angegebenen Daten sowie die im Rahmen der Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 8 übermittelten Belege.

Bei der Verwaltungskontrolle überprüft die Zahlstelle mindestens:

1° die Beihilfezulässigkeit des Antragstellers;

2° die Beihilfezulässigkeit der Investition;

3° die Anforderungen an die Verpflichtungen und die sonstigen Auflagen des Begünstigten;

4° die Einhaltung der Auswahlkriterien, die anlässlich der Bewertung der Projekte im Rahmen des Auswahlverfahrens ausgewählt wurden;

5° die Zulässigkeit der Investitionsart in Verbindung mit ihren Pauschalkosten und die Kriterien und Elemente, die es ermöglichen, den Prozentsatz dieser Pauschalkosten festzulegen;

6° in Bezug auf die Niederlassungsbeihilfe das Erreichen eines Mindesteinkommens von 15.000 EUR pro Mitglied am Ende des Geschäftsplans.

Abschnitt 2 — Vor-Ort-Kontrollen

Art. 39 - § 1. Die Zahlstelle sieht eine Vor-Ort-Kontrolle für alle Zahlungsanträge vor, die im Rahmen der Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 8 eingereicht werden.

§ 2. Die Vor-Ort-Kontrollen werden vor der Zahlung durchgeführt.

Bei der Niederlassungsbeihilfe werden die Vor-Ort-Kontrollen vor der Zahlung des ersten Teilbetrags der Beihilfe durchgeführt.

§ 3. Bei der Vor-Ort-Kontrolle überprüft die Zahlstelle mindestens:

1° die Richtigkeit der in den Beihilfe- und Zahlungsanträgen sowie in den Belegdokumenten angegebenen Daten;

2° die tatsächliche Niederlassung oder die tatsächliche und funktionelle Durchführung der Investition;

3° die Übereinstimmung zwischen der tatsächlichen Zweckbestimmung der Anlage oder Investition und den in den Beihilfe- und Zahlungsanträgen beschriebenen Zielen;

4° die entstandenen Kosten und die geleisteten Zahlungen auf der Grundlage einschlägiger Belege und Buchungsunterlagen.

Art. 40 - Unbeschadet der Mindestangaben gemäß Artikel 14 § 2 enthält der Bericht über die Vor-Ort-Kontrolle auch die folgenden Angaben:

1° die Angabe darüber, ob die Niederlassung tatsächlich durchgeführt wurde;

2° die Angabe darüber, ob die Investition tatsächlich und funktionell durchgeführt wurde;

3° die Angabe über die Einhaltung der Verpflichtungen.

Abschnitt 3 — Ex-post-Kontrollen

Art. 41 - § 1. Für jedes Kalenderjahr führt die Zahlstelle Ex-post-Kontrollen durch, die sich auf einen Mindestprozentsatz der Ausgaben für Einrichtungen und Investitionen erstrecken, die Gegenstand einer Abschlusszahlung des Europäischen Fonds für die Entwicklung des ländlichen Raums waren.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister auf Vorschlag der Zahlstelle den Mindestprozentsatz der Ausgaben für Anlagen und Investitionen fest, die Gegenstand von Ex-post-Kontrollen sein müssen.

§ 2. Um den in Paragraph 1 genannten Mindestprozentsatz zu erreichen, wählt die Zahlstelle eine Kontrollstichprobe aus, die:

1° einen Zufallsanteil, mit dem eine für die gesamte Kontrollpopulation repräsentative Fehlerquote erzielt werden soll;

2° ein risikobasierter Anteil, der dazu dient, die Bereiche zu identifizieren, in denen das Fehlerrisiko in der gesamten geprüften Population am höchsten ist.

Die Zahlstelle wählt den Zufallsanteil aus, bevor sie den risikobasierten Anteil auswählt.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 legt der Minister auf Vorschlag der Zahlstelle die Anteile des Zufallsanteils und des risikobasierten Anteils an der Stichprobe fest.

Die Zahlstelle bewertet jedes Jahr die Wirksamkeit des risikobasierten Anteils. Gegebenenfalls aktualisiert die Zahlstelle den risikobasierten Anteil.

§ 3. Die Zahlstelle kann auch eine Ex-post-Kontrolle auf der Grundlage einer Risikoanalyse, die diese Kontrolle rechtfertigt, einer Niederlassung oder einer gezielten Investition vorsehen.

§ 4. Die Ex-post-Kontrolle kann innerhalb von fünf Jahren ab der letzten Zahlung erfolgen.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Ex-post-Kontrolle im Falle der Niederlassungsbeihilfe innerhalb von drei Jahren nach der letzten Zahlung erfolgen.

§ 5. Die Zahlstelle überprüft bei der Ex-post-Kontrolle die Einhaltung der Verpflichtungen durch den Begünstigten und gegebenenfalls der anderen dem Begünstigten auferlegten Auflagen.

Kapitel 2 — Sektorale Interventionen

Art. 42 - Die Zahlstelle hält die Kontrollvorschriften gemäß Kapitel 4 Abschnitt 2 der Verordnung (EU) Nr. 2017/892 vom 13. März 2017 ein und setzt sie um.

Art. 43 - Gemäß Artikel 27 (6) Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2017/892 vom 13. März 2017 wird der Wert der vermarkteten Erzeugung anhand der einschlägigen Belege und Buchführungsunterlagen, einschließlich insbesondere eines Buchführungsberichts, überprüft.

Art. 44 - Die Zahlstelle kann beschließen, die Besuche gemäß Artikel 27 § 7 der Verordnung (EU) Nr. 2017/892 vom 13. März 2017 nicht durchzuführen, wenn es sich um kleine Aktionen handelt oder wenn das Risiko, dass die Voraussetzungen für die Beihilfegewährung nicht erfüllt werden oder dass die Aktion nicht durchgeführt wird, gering ist.

Titel 4 — Kontrollen im Bereich der Konditionalität

Kapitel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 45 - Um die Einhaltung der Konditionalität durch die Begünstigten zu überprüfen, richtet die Zahlstelle ein Kontrollsystem ein, das die in Artikel 4 Absatz 2 genannten Elemente umfasst.

In Zusammenarbeit mit den auf Kontrollen spezialisierten Einrichtungen führt die Zahlstelle die Kontrolle und Überprüfung der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität durch.

Art. 46 - Die spezialisierten Kontrolleinrichtungen übermitteln der Zahlstelle die Informationen über die Begünstigten, die für die Erfüllung des Auftrags der Zahlstelle gemäß Artikel 45 Absatz 2 erforderlich sind

Art. 47 - Die Begünstigten übermitteln der Zahlstelle auf einfache Aufforderung durch die Zahlstelle oder mithilfe des Sammelantragsformulars alle erforderlichen Angaben zur Identifizierung der für sie geltenden Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität.

Art. 48 - Die im Rahmen der Konditionalität durchgeführten Verwaltungs- und Vor-Ort-Kontrollen dienen dazu, mögliche Fälle von Nichtbeachtung gemäß Artikel 2 Ziffer 17 Buchstabe b aufzudecken und Fälle zu ermitteln, die weiteren Kontrollen zu unterziehen sind.

Kapitel 2 — Verwaltungskontrollen

Art. 49 - Verwaltungskontrollen bestehen zumindest aus den Kontrollen, die in den einschlägigen Rechtsvorschriften im Zusammenhang mit den Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität vorgesehen sind.

Art. 50 - Die Verwaltungskontrollen im Rahmen der Konditionalität werden in dem Kalenderjahr der Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags oder spätestens im darauf folgenden Kalenderjahr durchgeführt.

In Abweichung von Absatz 1 können Verwaltungskontrollen auch innerhalb von vier Jahren nach Auftreten einer Unregelmäßigkeit im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 2988/95 vom 18. Dezember 1995 durchgeführt werden.

Kapitel 3 — Kontrollen vor Ort

Abschnitt 1 — Mindestkontrollsatz

Art. 51 - § 1. Für die Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität legt der Minister den Mindestsatz der Vor-Ort-Kontrollen auf der Grundlage eines Vorschlags der Zahlstelle fest, der sich auf eine Risikobewertung stützt.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird die Risikobewertung mindestens einmal jährlich von der Zahlstelle vorgenommen.

Absatz 1 gilt nicht für Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, die gemäß Artikel 23 § 1 Absatz 5 mit Hilfe von Satellitendaten kontrolliert werden.

Der Mindestkontrollsatz gemäß Absatz 1 kann durch die Addition von Kontrollsätzen erreicht werden, die angewandt werden auf der Ebene:

- 1° von Kategorien von Begünstigten;
- 2° spezifisch ausgerichteter Elemente;
- 3° auf der Ebene einer Anforderung oder einer Norm oder einer Reihe von Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität.

§ 2. Der Minister kann den Kontrollsatz vor Ort senken, wenn ein Fall höherer Gewalt oder ein außergewöhnlicher Umstand die Durchführung der Vor-Ort-Kontrollen auf der Ebene des gesamten oder eines Teils des Gebiets der Wallonischen Region verhindert.

Abschnitt 2 — Auswahl der Kontrollstichprobe

Art. 52 - § 1. Um die in Artikel 51 § 1 Absatz 1 genannte Quote der Vor-Ort-Kontrollen zu erreichen, wählt die Zahlstelle eine Stichprobe aus, die gemäß Artikel 83 § 6 Buchstabe d Ziffern i und ii der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 Folgendes umfasst:

- 1° einen Zufallsanteil, mit dem eine für die gesamte Kontrollpopulation repräsentative Fehlerquote erzielt werden soll;
- 2° ein risikobasierter Anteil, der dazu dient, die Bereiche zu identifizieren, in denen das Fehlerrisiko in der gesamten geprüften Population am höchsten ist.

Die Zahlstelle wählt den Zufallsanteil aus, bevor sie den risikobasierten Anteil auswählt.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 legt der Minister auf Vorschlag der Zahlstelle die Anteile des Zufallsanteils und des risikobasierten Anteils an der ausgewählten Stichprobe fest.

Die Zahlstelle bewertet jedes Jahr die Wirksamkeit des risikobasierten Anteils. Gegebenenfalls aktualisiert die Zahlstelle den risikobasierten Anteil.

§ 2. Eine Teilauswahl der Kontrollstichprobe kann vor dem gemäß Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bestimmten Frist für die Einreichung des Sammelantrags auf der Grundlage der verfügbaren Informationen getroffen werden. Diese vorläufige Stichprobe wird vervollständigt, wenn alle in Betracht kommenden Anträge vorliegen.

§ 3. Nicht Teil der Kontrollstichprobe sind:

- 1° Anträge oder Antragsteller auf Beihilfe, die zum Zeitpunkt der Antragstellung oder nach Verwaltungs- oder Vor-Ort-Kontrollen nicht zulässig sind oder nicht für eine Zahlung in Betracht kommen;
- 2° Begünstigte, die sich rechtsgültig auf höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände berufen können;
- 3° Kontrollen, die im Anschluss an einen Fall von Nichtbeachtung durchgeführt werden, der der Zahlstelle in irgendeiner Weise zur Kenntnis gebracht wurde.

Art. 53 - In Abweichung von Artikel 52 § 1 Absatz 1 kann die Kontrollstichprobe aus den Stichproben von Begünstigten ausgewählt werden, die bereits gemäß Artikel 28 § 1 ausgewählt wurden und für die die betreffenden Anforderungen und Normen gelten, die unter die betreffende Konditionalitätsregelung fallen.

Art. 54 - In Abweichung von Artikel 52 § 1 Absatz 1 kann die Zahlstelle zur Erreichung des vom Minister festgelegten Mindestsatzes der Vor-Ort-Kontrollen:

- 1° die Ergebnisse der Vor-Ort-Kontrollen verwenden, die für die ausgewählten Begünstigten und in Anwendung der geltenden Rechtsvorschriften im Rahmen der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität durchgeführt wurden, oder
- 2° die ausgewählten Begünstigten durch Begünstigte ersetzen, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften im Rahmen der Anforderungen und Normen im Bereich der Konditionalität einer Vor-Ort-Kontrolle unterzogen werden, sofern diese Begünstigten in Artikel 83 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannt sind.

In den in Absatz 1 genannten Fällen decken die Vor-Ort-Kontrollen alle Aspekte der unter die im Rahmen der Konditionalität festgelegten Anforderungen oder Normen. Sie sind mindestens ebenso wirksam wie die von spezialisierten Kontrolleinrichtungen durchgeführten Kontrollen.

Art. 55 - Die Stichproben der vor Ort zu kontrollierenden Begünstigten können zu dem in Artikel 51 § 1 Absatz 1 genannten Mindestsatz getrennt von jeder der folgenden Populationen von Begünstigten ausgewählt werden:

- 1° Begünstigte, die Direktzahlungen gemäß Titel III Kapitel II der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 erhalten;
- 2° Begünstigte, die jährliche Zahlungen gemäß den Artikeln 70 bis 72 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 erhalten.

Für die Anwendung von Absatz 1 unterliegen alle Populationen von Begünstigten den Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Konditionalität gemäß Artikel 83 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021.

Abschnitt 3 — Bestandteile der Vor-Ort-Kontrollen

Art. 56 - Gemäß Artikel 83 Absatz 6 Buchstabe b der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 wird die Einhaltung der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität gegebenenfalls mit Hilfe der Kontrollmittel überprüft, die in den für die betreffenden Anforderungen oder Normen geltenden Rechtsvorschriften vorgesehen sind.

Art. 57 - Die Zahlstelle stellt sicher, dass alle in der Stichprobe gemäß Artikel 52 § 1 Absatz 1 und Artikel 53 ausgewählten Begünstigten auf die Einhaltung der in ihre Zuständigkeit fallenden Anforderungen und Normen kontrolliert werden.

Unbeschadet des Absatzes 1 werden die ausgewählten Begünstigten, wenn der Mindestkontrollsatz gemäß Artikel 51 § 1 Absatz 4 Ziffer 3 erreicht ist, auf die Einhaltung der betreffenden Anforderung, des betreffenden Normen oder der betreffenden Gruppe von Anforderungen oder Normen hin überprüft.

Wird ein ausgewählter Begünstigter im Rahmen einer oder mehrerer bestimmter Anforderungen oder Normen einer Vor-Ort-Kontrolle unterzogen und wird bei der Kontrolle eine Nichtbeachtung in Bezug auf eine oder mehrere andere Anforderungen oder Normen festgestellt, so stellt die Zahlstelle die Nichtbeachtung fest, ohne verpflichtet zu sein, alle Aspekte zu kontrollieren, die sich aus dieser oder diesen anderen Anforderungen oder Normen ergeben.

Art. 58 - Jeder für eine Vor-Ort-Kontrolle ausgewählte Begünstigte wird kontrolliert, wenn die meisten der Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, für die er ausgewählt wurde, überprüft werden können. Die Zahlstelle stellt sicher, dass alle Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität im Laufe des Jahres auf einem angemessenen Niveau kontrolliert werden.

Art. 59 - § 1. Wird ein Betrieb einer Vor-Ort-Kontrolle unterzogen, so sind seine gesamten landwirtschaftlichen Parzellen Gegenstand der Kontrolle.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 1 und wenn die Stichprobe ein zuverlässiges und repräsentatives Kontrollniveau in Bezug auf die betreffenden Anforderungen und Normen gewährleistet, kann die tatsächliche Feldbesichtigung im Rahmen einer Vor-Ort-Kontrolle auf eine Stichprobe landwirtschaftlicher Parzellen beschränkt werden, die mindestens die Hälfte der Gesamtfläche der landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs ausmacht, die von den Anforderungen und Normen, die Gegenstand der Kontrolle sind, betroffen sind.

Ergibt die Kontrolle der Stichprobe gemäß Absatz 1 einen Fall von Nichtbeachtung, so wird die tatsächliche Feldbesichtigung auf die Gesamtfläche der landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs ausgedehnt, die von den Anforderungen und Normen, die Gegenstand der Kontrolle sind, betroffen sind.

Art. 60 - Die gemäß diesem Kapitel durchgeführten Vor-Ort-Kontrollen beginnen in dem Kalenderjahr, in dem die Beihilfeanträge oder Zahlungsanträge eingereicht wurden.

Abschnitt 4 — Kontrollbericht

Art. 61 - Unbeschadet der Mindestangaben gemäß Artikel 14 § 2 enthält der Kontrollbericht auch die folgenden Angaben:

- 1° die Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, auf die sich die Vor-Ort-Kontrolle bezieht;
- 2° Art und Umfang der durchgeführten Kontrollen;
- 3° die Feststellungen;
- 4° die Anforderungen und Normen im Rahmen der Konditionalität, bei denen die Nichtbeachtung festgestellt wurde.

Teil 3 - Verwaltungsstrafen

Titel 1 - Gemeinsame Bestimmungen für alle Verwaltungsstrafen

Art. 62 - Eine Beihilfe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik wird verweigert oder vollständig entzogen, wenn die entsprechenden Zulässigkeitskriterien nicht erfüllt sind.

Art. 63 - Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände wird der Beihilfe- oder Zahlungsantrag abgelehnt, wenn der Begünstigte oder sein Vertreter die Durchführung einer Kontrolle verhindert.

Art. 64 - Gemäß Artikel 62 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 wird Begünstigten, die die Voraussetzungen für den Erhalt oder die Erhöhung der Beihilfe künstlich schaffen und damit im Widerspruch zu den mit der betreffenden Intervention verfolgten Zielen stehen, die Beihilfe verweigert oder vollständig entzogen.

Art. 65 - Wird festgestellt, dass der Begünstigte falsche Angaben gemacht hat, um in den Genuss einer Beihilfe zu kommen, oder dass er vorsätzlich notwendige Informationen nicht vorgelegt hat, wird der Begünstigte in dem Kalenderjahr, in dem die Feststellung erfolgt, sowie im darauf folgenden Jahr von der betreffenden Intervention ausgeschlossen. Die Beihilfe wird ihm ebenfalls verweigert oder vollständig zurückgenommen.

Art. 66 - Bei Nichtbeachtung der Zulässigkeitskriterien, der Verpflichtungen oder anderer Auflagen im Zusammenhang mit einer Intervention werden unter den in diesem Teil festgelegten Bedingungen Verwaltungsstrafen verhängt, die eine der folgenden Formen annehmen können:

- 1° eine Kürzung des Betrags der Beihilfe, die im Rahmen des von der Nichtbeachtung betroffenen Beihilfe- oder Zahlungsantrags, im Rahmen späterer Anträge oder im Rahmen früherer Zahlungsanträge gezahlt wurde oder zu zahlen ist;
- 2° die Zahlung eines Betrags, der auf der Grundlage der von der Nichtbeachtung betroffenen Menge oder des davon betroffenen Zeitraums berechnet wird;
- 3° die Aussetzung oder die Rücknahme einer Genehmigung, einer Anerkennung oder einer Zulassung;
- 4° der Ausschluss von einer Intervention und von deren Nutzen.

Art. 67 - Eine in dem vorliegenden Teil vorgesehene Verweigerung, Rücknahme oder Verwaltungsstrafe wird in den folgenden Fällen nicht verhängt:

- 1° die Nichtbeachtung ist auf höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände zurückzuführen;
- 2° die Nichtbeachtung resultiert aus offensichtlichen Fehlern, die gemäß Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 anerkannt wurden;
- 3° die Nichtbeachtung ist auf einen Fehler der Zahlstelle zurückzuführen, den der von der Nichtbeachtung betroffene Begünstigte vernünftigerweise nicht hätte erkennen können;
- 4° die betreffende Person weist in einer von der Zahlstelle als überzeugend erachteten Weise nach, dass sie keinen Fehler begangen hat, indem sie die ihr obliegenden Verpflichtungen nicht erfüllt hat, oder die Zahlstelle gelangt auf andere Weise zu der Überzeugung, dass die betreffende Person keinen Fehler begangen hat.

Art. 68 - Die Anwendung der in diesem Erlass vorgesehenen Verwaltungsstrafen, Ablehnungen der Beihilfegewährung und Rücknahmen der Beihilfe erfolgt unbeschadet der Anwendung strafrechtlicher Strafen.

Art. 69 - § 1. Ist ein Begünstigter aufgrund höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände nicht in der Lage, die Kriterien für die Zulässigkeit von Beihilfen oder sonstige Verpflichtungen zu erfüllen, so behält er in Bezug auf die Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 den Beihilfeanspruch für die Fläche oder die Tiere, die zum Zeitpunkt des Eintretens der höheren Gewalt oder der außergewöhnlichen Umstände beihilfezulässig waren. Es werden keine Verwaltungsstrafen gegen ihn verhängt.

Ist ein Begünstigter bei Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 3 bis 5 aufgrund höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände nicht in der Lage, die Verpflichtung zu erfüllen, so wird die betreffende Zahlung für die Jahre, in denen die höhere Gewalt oder die außergewöhnlichen Umstände eingetreten sind, anteilig zurückgezogen. Die Rücknahme betrifft nur die Teile der Verpflichtung, bei denen die zusätzlichen Kosten oder der Einkommensverlust nicht vor dem Fall höherer Gewalt oder den außergewöhnlichen Umständen aufgetreten sind. In Bezug auf die Kriterien für die Zulässigkeit von Beihilfen und sonstigen Verpflichtungen gilt keine Rücknahme, und es werden auch keine Verwaltungsstrafen verhängt.

Bei den Interventionen gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 6 bis 8 wird im Falle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände keine teilweise oder vollständige Rückzahlung der Beihilfe verlangt. Bei mehrjährigen Zahlungen wird die Rückzahlung der in den vorangegangenen Jahren erhaltenen Beihilfe nicht verlangt, und die Mittelbindung oder Zahlung wird in den folgenden Jahren entsprechend ihrer ursprünglichen Laufzeit fortgesetzt.

Gemäß Artikel 84 Absatz 2 Buchstabe c Ziffer i der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 wird die Verwaltungsstrafe gemäß Artikel 94 nicht angewendet, wenn die Nichtbeachtung aufgrund höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände die Konditionalität betrifft.

§ 2. Höhere Gewalt und außergewöhnliche Umstände sind der Zahlstelle innerhalb von 15 Arbeitstagen ab dem Tag, an dem der Begünstigte oder sein Rechtsnachfolger dazu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen. Die Nachweise für die Fälle höherer Gewalt und außergewöhnlicher Umstände sind der Mitteilung beizufügen.

Die Zahlstelle entscheidet von Fall zu Fall über die Anerkennung höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände anhand der in Absatz 1 genannten Nachweise.

§ 3. Für die Anwendung der Paragrafen 1 und 2 sind die annehmbaren Fälle höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umstände die in der Liste in Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 aufgeführten.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Liste ergänzen.

§ 4. Im Falle des Todes oder der langfristigen Berufsunfähigkeit eines Begünstigten kann sich ein Verwandter oder Verschwägerter bis zum zweiten Grad des Begünstigten auf höhere Gewalt berufen, um von den in Artikel 21 Absatz 1 Ziffer 2, Artikel 24 Absatz 1 Ziffer 3 und Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen an Qualifikationen landwirtschaftlicher Fachrichtung abzuweichen.

Für die Anwendung von Absatz 1 erfolgt die Niederlassung des Verwandten oder Verschwägerten innerhalb von zwölf Monaten nach dem Eintreten des in Absatz 1 genannten Falles höherer Gewalt.

Art. 70 - Außer im Falle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände werden bei Einreichung eines Beihilfe- oder Zahlungsantrags für eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik nach Ablauf der Frist für die Einreichung die Beihilfebeträge, auf die der Begünstigte bei fristgerechter Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags Anspruch gehabt hätte, je Arbeitstag um 1 % gekürzt.

Beträgt die in Absatz 1 genannte Verzögerung mehr als 25 Kalendertage, wird der Beihilfe- oder Zahlungsantrag als unzulässig betrachtet und dem Begünstigten keine Beihilfe gewährt.

Art. 71 - Außer im Falle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände werden bei Einreichung eines Antrags auf Zuweisung von Zahlungsansprüchen oder auf Erhöhung des Wertes von Zahlungsansprüchen nach dem Schlusstermin für die Einreichung die Beträge, die in Bezug auf die Zahlungsansprüche oder in Bezug auf die Erhöhung des Wertes der Zahlungsansprüche, die dem Begünstigten zuzuweisen sind, zu zahlen sind, um 3 % je Arbeitstag gekürzt.

Beträgt die in Absatz 1 genannte Verzögerung mehr als 25 Kalendertage, wird der Antrag als unzulässig betrachtet und dem Begünstigten werden keine Zahlungsansprüche oder eine Erhöhung des Wertes der Zahlungsansprüche zugewiesen.

Titel 2 — Verwaltungsstrafen für Interventionen im Rahmen des InVeKoS

Kapitel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 72 - Der vorliegende Titel gilt für Interventionen im Rahmen des InVeKoS.

Art. 73 - Für jede Intervention, im Rahmen des InVeKoS, werden die in dem vorliegenden Teil vorgesehenen Ablehnungen, Rücknahmen und Verwaltungsstrafen in folgender Reihenfolge angewandt:

1° die in den Artikeln 21 und 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte vorgesehene Kürzung der Zahlungen;

2° der sich aus der Anwendung von Ziffer 1 ergebende Betrag dient als Grundlage für die Berechnung der in Artikel 62 vorgesehenen Ablehnungen und Rücknahmen;

3° der sich aus der Anwendung von Ziffer 2 ergebende Betrag dient als Grundlage für die Berechnung der Kürzungen und Strafen gemäß dem ersten Abschnitt von Kapitel 2 und Kapitel 3;

4° der sich aus der Anwendung von Ziffer 3 ergebende Betrag dient als Grundlage für die Berechnung der Kürzungen gemäß dem zweiten Abschnitt von Kapitel 2;

5° der sich aus der Anwendung von Ziffer 4 ergebende Betrag dient als Grundlage für die Berechnung von Kürzungen, die im Falle einer verspäteten Einreichung gemäß den Artikeln 70 und 71 vorzunehmen sind;

6° der sich aus der Anwendung von Ziffer 5 ergebende Betrag dient als Grundlage für die Berechnung von Kürzungen, die im Falle der Nichtangabe von landwirtschaftlichen Parzellen gemäß Artikel 76 anzuwenden sind;

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 4 gelten im Rahmen der Öko-Regelungen die Kürzungen, die aufgrund der Nichtbeachtung von Anforderungen aus der Spezifikation einer bestimmten Öko-Regelung vorgenommen werden, vor der Anwendung von Kürzungen, die auf der Nichtbeachtung der einschlägigen Anforderungen der Basislinie beruhen.

Der Betrag, der sich aus der Anwendung von Absatz 1 ergibt, dient als Grundlage für die Anwendung des Anpassungssatzes gemäß Artikel 17 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021.

Der Betrag, der sich aus der Anwendung der Absätze 1 und 2 ergibt, dient als Grundlage für die Berechnung der Kürzungen, die gemäß Titel 4 bei Nichtbeachtung der Konditionalität vorzunehmen sind.

Art. 74 - Eine Verwaltungsstrafe wird nicht verhängt in Bezug auf den Teil des Beihilfe- oder Zahlungsantrags, den der Begünstigte der Zahlstelle schriftlich oder über den von der Verwaltung bereitgestellten computergestützten Schalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik als fehlerhaft oder seit Einreichung des Antrags fehlerhaft geworden gemeldet hat, sofern der Begünstigte nicht darauf hingewiesen wurde, dass die Zahlstelle eine Vor-Ort-Kontrolle durchführen will, und von der Zahlstelle nicht über die in seinem Beihilfe- oder Zahlungsantrag festgestellten Verstöße informiert wurde.

Auf der Grundlage der vom Begünstigten gemäß Absatz 1 übermittelten Informationen wird der Beihilfe- oder Zahlungsantrag berichtet, um den tatsächlichen Stand der Dinge widerzuspiegeln.

Art. 75 - Gilt aufgrund einer Intervention eine individuelle Obergrenze oder ein individueller Höchstbetrag und überschreitet die vom Begünstigten angegebene Fläche oder Anzahl der Tiere diese individuelle Obergrenze oder diesen individuellen Höchstbetrag, so wird die entsprechende angegebene Fläche oder Anzahl der Tiere an den für den betreffenden Begünstigten festgesetzten Höchstbetrag oder Höchstbetrag angepasst.

Art. 76 - Wenn ein Begünstigter in einem bestimmten Jahr nicht alle landwirtschaftlichen Parzellen gemäß Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 meldet und die kombinierte Fläche der im Sammelantrag gemeldeten Parzellen und der nicht gemeldeten Parzellen um 3 % größer ist als die im Sammelantrag gemeldete Gesamtfläche, wird der Gesamtbetrag der dem Begünstigten für das betreffende Jahr zugewiesenen Direktzahlungen je nach Schwere der Fahrlässigkeit um höchstens 3 % gekürzt.

Kapitel 2 — Verwaltungsstrafen für Interventionen für flächenbezogene Interventionen im Rahmen des InVeKoS

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 77 - § 1. In Bezug auf die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit gilt Folgendes:

1° Übersteigt die Zahl der angegebenen Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe die Zahl der dem Begünstigten zur Verfügung stehenden Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe, so wird die Zahl der angegebenen Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe auf die Zahl der dem Begünstigten zur Verfügung stehenden Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe gekürzt;

2° Besteht eine Differenz zwischen der Anzahl der angegebenen Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe und der angegebenen Fläche, so wird die angegebene Fläche auf die niedrigere Zahl berichtet.

§ 2. In Bezug auf die Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit gilt Folgendes: Überschreitet die für die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit angegebene Fläche die in Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte festgelegte Grenze, so wird die angegebene Fläche auf diese Grenze verringert.

§ 3. In Bezug auf die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte gilt Folgendes: Überschreitet die für die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit angegebene Fläche die in Artikel 31 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte festgelegte Grenze, so wird die angegebene Fläche auf diese Grenze verringert.

§ 4. Hinsichtlich der Entschädigungen, die für aus naturbedingten oder anderen spezifischen Gründen benachteiligte Gebieten gewährt werden, wenn die im Rahmen der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit angegebene Fläche die Höchstzahl an Hektar überschreitet, die in Artikel 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Entschädigungen für Gebiete mit naturbedingten oder anderen spezifischen Benachteiligungen festgelegt wurde, wird die angegebene Fläche auf diese Zahl reduziert.

§ 5. Bei Beihilfe- oder Zahlungsanträgen im Rahmen flächenbezogener Interventionen wird, wenn die ermittelte Fläche größer ist als die im Beihilfe- oder Zahlungsantrag angegebene Fläche, der Beihilfebetrag auf der Grundlage der für die betreffende Intervention angegebenen Fläche berechnet.

§ 6. Unbeschadet der Verwaltungsstrafen gemäß Artikel 78 wird bei Beihilfe- oder Zahlungsanträgen im Rahmen flächenbezogener Interventionen, wenn die ermittelte Fläche größer ist als die im Beihilfe- oder Zahlungsantrag angegebene Fläche, der Beihilfebetrag auf der Grundlage der für die betreffende Intervention bestimmten Fläche berechnet.

Beträgt die Differenz zwischen der ermittelten Gesamtfläche und der für die Zahlung im Rahmen flächenbezogener Interventionen angemeldeten Gesamtfläche zehn Ar oder weniger, so wird der Beihilfebetrag abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des Artikels 78 auf der Grundlage der für die betreffende Intervention angemeldeten Fläche berechnet.

Absatz 2 findet keine Anwendung, wenn die Differenz zwischen der ermittelten Gesamtfläche und der für die Zahlung im Rahmen flächenbezogener Interventionen gemeldeten Gesamtfläche mehr als 20 % der gemeldeten Gesamtfläche beträgt.

§ 7. Bei der Berechnung der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit wird der Durchschnitt der Werte der verschiedenen Zahlungsansprüche der Einkommensgrundsicherung, die an die entsprechende ermittelte Fläche gebunden sind, berücksichtigt.

Art. 78 - § 1. Für die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 3 bis 5 genannten Maßnahmen wird, wenn die angegebene Fläche die gemäß Artikel 77 § 6 ermittelte Fläche um mehr als 3 % oder um mehr als zwei Hektar überschreitet, der Beihilfebetrag auf der Grundlage der ermittelten Fläche, gekürzt um das Doppelte der festgestellten Differenz, berechnet.

Überschreitet die angegebene Fläche die gemäß Artikel 77 § 6 ermittelte Fläche um mehr als 25 %, so wird keine Beihilfe gewährt.

Überschreitet die angegebene Fläche die ermittelte Fläche um mehr als 50 %, so wird dem Begünstigten unbeschadet des Absatzes 2 eine Strafe in Höhe der Beihilfe auferlegt, die der Differenz zwischen der angegebenen Fläche und der gemäß Artikel 77 § 6 ermittelten Fläche entspricht.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1, im Rahmen der Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" gemäß Artikel 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen, wenn die als mit einer pflanzlichen Bodenbedeckung angegebene Fläche die Fläche, die tatsächlich die Anforderungen an die Bodenbedeckung erfüllt, um mehr als 3 % oder um mehr als zwei Hektar gemäß Artikel 77 § 6 überschreitet, wird der Beihilfebetrag auf der Grundlage der um das Doppelte des Prozentsatzes der festgestellten Differenz verringerten Gesamtfläche des Betriebs berechnet.

Übersteigt die als mit einer pflanzlichen Bodenbedeckung bedeckte angegebene Fläche die Fläche, die die Anforderungen an die Bodenbedeckung gemäß Artikel 77 § 6 tatsächlich erfüllt, um mehr als 20 %, so wird keine Beihilfe gewährt.

Unbeschadet des Absatzes 2 wird der Begünstigte mit einer Strafe belegt, wenn die als mit einer Bodenbedeckung versehen angegebene Fläche die Fläche, die die Anforderungen an die Bodenbedeckung tatsächlich erfüllt, um mehr als 50 % übersteigt, und zwar in Höhe des Betrags der Beihilfe, der der als mit einer Bodenbedeckung versehen angegebenen Fläche entspricht.

Parzellen mit Ackerland, die die Anforderungen an die Bodenbedeckung nicht erfüllen, obwohl der Begünstigte sie durch Einpflügen eingesät hat, werden bei der Berechnung der in den Absätzen 1 bis 3 vorgesehenen Prozentsätze nicht berücksichtigt.

Art. 79 - § 1. Für die in Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 6 und 7 genannten Maßnahmen wird, wenn die angegebene Fläche die gemäß Artikel 77 § 6 ermittelte Fläche um mehr als 3 % oder um mehr als zwei Hektar überschreitet, der Beihilfebetrag auf der Grundlage der ermittelten Fläche, gekürzt um das Eineinhalbfache der festgestellten Differenz, berechnet.

Die Verwaltungsstrafe nach Absatz 1 beträgt höchstens 100 % der auf der Grundlage der angegebenen Fläche berechneten Beträge.

§ 2. Wird gegen den Begünstigten noch keine Verwaltungsstrafe gemäß Paragraph 1 wegen einer Übererklärung von Flächen im Rahmen der betreffenden Intervention verhängt, so wird die Verwaltungsstrafe gemäß Paragraph 1 um 50 % verringert, wenn die angegebene Fläche die ermittelte Fläche um nicht mehr als 10 % überschreitet.

§ 3. Erhält ein Begünstigter eine Herabsetzung der Verwaltungsstrafe gemäß Paragraph 2 und wird gegen ihn eine andere Verwaltungsstrafe gemäß diesem Artikel und Artikel 94 im Zusammenhang mit der betreffenden Beihilfe für das folgende Antragsjahr verhängt, so ist er verpflichtet, die gesamte Verwaltungsstrafe für das folgende Antragsjahr und den Betrag der gemäß Paragraph 2 berechneten Herabsetzung der gemäß Paragraph 1 berechneten Verwaltungsstrafe zu entrichten.

Art. 80 - Wird festgestellt, dass der Begünstigte die Verpflichtungen gemäß Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 nicht einhält, wird die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte unbeschadet der gemäß Artikel 79 anwendbaren Verwaltungsstrafen verweigert oder entzogen.

Wird festgestellt, dass der Begünstigte falsche Beweise vorlegt, um nachzuweisen, dass er die in Absatz 1 genannten Verpflichtungen einhält, wird eine Strafe in Höhe von 20 % des Betrags verhängt, den der Begünstigte im Rahmen der zusätzlichen Einkommensbeihilfe für Junglandwirte erhalten hat oder unter anderen Umständen erhalten hätte.

Abschnitt 2 — Besondere Verwaltungsstrafen für die Beihilfe für Öko-Regelungen, die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen und die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft

Art. 81 - § 1.

Für die Anwendung von Absatz 1:

1° hängt die Schwere der Nichtbeachtung von dem Ausmaß der Folgen ab, die die Nichtbeachtung im Hinblick auf den Zweck der nicht erfüllten Anforderungen mit sich bringt;

2° hängt das Ausmaß der Nichtbeachtung von ihrer Auswirkung auf die gesamte Verpflichtung ab;

3° hängt die Dauer der Nichtbeachtung davon ab, wie lange die Auswirkungen der Nichtbeachtung andauern und ob die Nichtbeachtung durch die Mobilisierung angemessener Mittel beendet werden kann;

4° hängt die Wiederholung des Verstoßes davon ab, ob während des Programmzeitraums 2023-2027 ähnliche Fälle der Nichtbeachtung bei demselben Begünstigten und für dieselbe Intervention festgestellt werden.

Unbeschadet von Absatz 2 Ziffer 4:

1° kann im Falle der Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen und der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft die Wiederholung der Nichtbeachtung auch anhand ähnlicher Fälle der Nichtbeachtung in den letzten vier Jahren beurteilt werden;

2° kann im Rahmen der Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen die Wiederholung des Falls der Nichtbeachtung auch anhand ähnlicher Fälle der Nichtbeachtung beurteilt werden, die bei einer ähnlichen Intervention für das laufende Jahr festgestellt wurden.

Für die Anwendung der Absätze 2 und 3:

1° im Rahmen der Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen gelten folgende Definitionen:

a) identische Interventionen: die in Artikel 28 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehenen Hypothesen;

b) ähnliche Interventionen: die in den Artikeln 28 Absatz 2 und 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehenen Hypothesen.

2° im Rahmen der Beihilfe für Öko-Regelungen gilt als identische Intervention ein und dieselbe Öko-Regelung.

Kapitel 3 — Verwaltungsstrafen in Bezug auf tiergestützte Interventionen

Abschnitt 1 — Gekoppelte Einkommensstützungen für Tiere

Art. 82 - Werden in Bezug auf das System zur Kennzeichnung, Registrierung und Verfolgung von Tieren Fälle der Nichtbeachtung festgestellt, so gilt Folgendes:

1° ein im Betrieb gehaltenes Rind, das eines seiner beiden Mittel zur Identifizierung verliert, gilt als beihilfezulässig, wenn es anhand der übrigen Elemente des Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern gemäß Artikel 112 der Verordnung (EU) Nr. 2016/429 vom 9. März 2016 eindeutig und individuell identifiziert werden kann;

2° ein im Betrieb gehaltenes Schaf, das eines seiner beiden Mittel zur Identifizierung verliert, gilt als beihilfezulässig, wenn es mit einem ersten Kennzeichen gemäß Artikel 113 der Verordnung (EU) Nr. 2016/429 vom 9. März 2016 identifiziert werden kann und sofern alle anderen Anforderungen des Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Schafen erfüllt sind;

3° verliert ein einzelnes Rind oder Schaf im Betrieb beide Kennzeichen, so gilt es als beihilfezulässig, wenn es anhand des Registers, des Tierpasses, gegebenenfalls der Datenbank oder anderer in der Verordnung (EU) Nr. 2016/429 vom 9. März 2016 vorgesehener Mittel individuell identifiziert werden kann und der Tierhalter nachweisen kann, dass er vor der Ankündigung der Vor-Ort-Kontrolle Maßnahmen zur Behebung der Situation ergriffen hat;

4° wenn die festgestellten Fälle der Nichtbeachtung verspätete Meldungen von tierbezogenen Ereignissen in der elektronischen Datenbank betreffen, wird das betreffende Tier als beihilfezulässig angesehen, wenn die Meldung vor Beginn des Haltungszeitraums erfolgt.

Die Eintragungen und Meldungen im System zur Kennzeichnung, Registrierung und Verfolgung von Tieren können im Falle offensichtlicher, von der Zahlstelle anerkannter Irrtümer jederzeit berichtigt werden.

Art. 83 - § 1. Der Gesamtbetrag der Beihilfe, auf den der Begünstigte im Rahmen einer gekoppelten Einkommensstützung für Tiere gemäß Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe für das betreffende Antragsjahr Anspruch hat, wird auf der Grundlage der Anzahl der beihilfefähigen Tiere gezahlt, sofern infolge von Verwaltungs- oder Vor-Ort-Kontrollen:

1° höchstens drei nicht beihilfefähige Tiere festgestellt werden;

2° die nicht beihilfefähigen Tiere mit allen im System zur Kennzeichnung und Registrierung von Tieren vorgesehenen Mitteln einzeln identifiziert werden können.

§ 2. Wird eine der in Paragraph 1 genannten Bedingungen nicht erfüllt, so wird der Gesamtbetrag der gekoppelten Einkommensstützung für das betreffende Antragsjahr gekürzt:

1° um den gemäß Paragraph 3 festzulegenden Prozentsatz, wenn der Prozentsatz 20 % nicht übersteigt;

2° um das Doppelte des nach Paragraph 3 festzulegenden Prozentsatzes, wenn der Prozentsatz mehr als 20 %, aber höchstens 30 % beträgt.

Beträgt der gemäß Paragraph 3 festgelegte Prozentsatz mehr als 30 %, so wird die gekoppelte Stützung für das betreffende Antragsjahr nicht gewährt.

Übersteigt der gemäß Paragraph 3 festgesetzte Prozentsatz 50 %, so wird dem Begünstigten unbeschadet von Absatz 2 eine Strafe in Höhe des Betrags auferlegt, der der Differenz zwischen der Zahl der im Rahmen der gekoppelten Einkommensstützung für Mutterschafe angegebenen Tiere bzw. der Zahl der im Rahmen der gekoppelten Einkommensstützung für Rinder berechneten Tiere (ohne Ausschluss) einerseits und der Zahl der beihilfezulässigen Tiere andererseits entspricht.

§ 3. Um die in Paragraph 2 genannten Prozentsätze festzulegen, wird die Anzahl der festgestellten nicht beihilfezulässigen Tiere für eine gekoppelte Stützung durch die Anzahl der beihilfezulässigen Tiere für diese gekoppelte Stützung für das betreffende Antragsjahr geteilt.

Art. 84 - Die Verwaltungsstrafen gemäß Artikel 83 finden keine Anwendung, wenn der Begünstigte infolge natürlicher Umstände, die sich auf den Tierbestand oder die Herde auswirken, nicht in der Lage ist, die Kriterien für die Zulässigkeit von Beihilfen oder sonstige Verpflichtungen zu erfüllen, sofern er die Zahlstelle innerhalb von 15 Arbeitstagen nach Feststellung einer Verringerung der Zahl der Tiere schriftlich darüber informiert.

Unbeschadet der im Einzelfall zu berücksichtigenden konkreten Umstände erkennt die Zahlstelle insbesondere natürliche Umstände an, die sich auf den Tierbestand oder die Herde auswirken, wie z. B.:

1° der Tod eines Tieres infolge einer Krankheit;

2° der Tod eines Tieres infolge eines Unfalls, für den der Begünstigte nicht verantwortlich gemacht werden kann.

Art. 85 - In Bezug auf die gemeldeten Tiere gilt Artikel 74 für Fehler und Fahrlässigkeiten bei den Eintragungen von Tieren in die elektronische Datenbank, die seit der Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags erfolgt sind.

Abschnitt 2 — Maßnahme Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen"

Art. 86 - In Bezug auf die Maßnahme Nr. 11 "bedrohte lokale Rassen" gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen gilt Artikel 81 mutatis mutandis.

Titel 3 — Verwaltungsstrafen für Interventionen, die nicht unter das InVeKoS fallen

Kapitel 1 — Verwaltungsstrafen in Bezug auf Investitions- und Niederlassungsbeihilfen für Junglandwirte

Art. 87 - § 1. Die Nichtbeachtung der in den Artikeln 11 und 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen vorgesehenen Verpflichtungen führt zu Kürzungen der betreffenden Beihilfe, die je nach Dauer der Nichtbeachtung festgelegt werden.

Der Kürzungssatz beträgt ein Fünftel des Gesamtbetrags der betreffenden Beihilfe für jedes angefangene Jahr der Nichtbeachtung.

In Abweichung von Absatz 2 wird bei Nichtbeachtung des Anteils der Bodengebundenheit, wenn in Anwendung von Titel 4 Teil 3 eine Strafe in Höhe von:

1° 1 Prozent angewandt wird, die Rückforderung eines Zehntels der Beihilfe vorgenommen;

2° 3 Prozent oder mehr angewandt wird, die Rückforderung nach Absatz 2 vorgenommen.

Der der nach Absatz 2 erfolgten verhältnismäßigen Kürzung entsprechende Betrag wird verdoppelt, falls mehrere Fälle der Missachtung der Verpflichtungskriterien im Laufe eines Jahres festgestellt werden.

§ 2. Unbeschadet von Teil 4 wird die im Rahmen der Investitionsbeihilfen gewährte Beihilfe von der Zahlstelle gemäß den in Artikel 11 § 9 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 vorgesehenen Modalitäten zurückgefordert.

Art. 88 - Der Beihilfeempfänger teilt der Zahlstelle jede Änderung der in seinem Beihilfeantrag gemachten Angaben vor einer Kontrolle der Zahlstelle, spätestens jedoch innerhalb von zwölf Monaten nach dieser Änderung mit. Andernfalls wird eine Sanktion von 25 % auf den Betrag der Kürzungen gemäß Artikel 87 angewendet.

Art. 89 - Liegen die tatsächlichen vereinfachten Gesamtkosten der Immobilieninvestition um mindestens 10 % unter den im Beihilfeantrag veranschlagten vereinfachten Gesamtkosten, wird auf den zulässigen Betrag der Beihilfe eine Strafe angewandt.

Die Strafe nach Absatz 1 entspricht der Differenz zwischen den veranschlagten vereinfachten Gesamtkosten und den tatsächlichen vereinfachten Gesamtkosten der Beihilfe.

Art. 90 - Ein Verwandter oder Verschwägerter bis zum zweiten Grad eines Begünstigten kann sich auf den Tod oder die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Begünstigten berufen, um von den Qualifikationsanforderungen und den Auswahlkriterien abzuweichen, um Investitionsbeihilfen und Niederlassungsbeihilfen zu erhalten, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen vorgesehen sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 erfolgt die Niederlassung oder der Antrag auf Investitionsbeihilfe des Verwandten oder Verschwägerten innerhalb von zwölf Monaten nach Eintritt des Todes oder der Anerkennung der länger andauernden Berufsunfähigkeit.

Kapitel 2 — Verwaltungssanktionen für Interventionen im Obst- und Gemüsesektor

Art. 91 - Die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme gewährte Beihilfe wird proportional zur Dauer der Nichtbeachtung wieder eingezogen.

Die Beihilfe, die im Rahmen von materiellen oder immateriellen Investitionen gemäß Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme gewährt wurde, wird von der Zahlstelle gemäß den Modalitäten von Artikel 11 Absatz 9 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 wieder eingezogen.

Art. 92 - Erfüllt der Antragsteller die Bedingungen für die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger nicht mehr, so wird die Anerkennung entzogen.

Titel 4 — Verwaltungsstrafen im Bereich Konditionalität

Art. 93 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° festgestellte Nichtbeachtung: die Nichtbeachtung, die gemäß Artikel 7 Absatz 5 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 festgestellt wurde;

2° Wiederholung einer Nichtbeachtung: die Wiederholung im Sinne von Artikel 83 Absatz 5 Buchstabe c der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021.

Art. 94 - Die Nichtbeachtung gemäß Artikel 2 Nummer 17 Buchstabe b in einem bestimmten Kalenderjahr führt zu einer Kürzung der Beihilfe für das betreffende Jahr gemäß den Artikeln 84 bis 86 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 und Kapitel III der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister die Kürzungssätze und ihre Berechnungsmodalitäten gemäß Artikel 85 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 fest. Die Kürzungssätze werden für jeden Fall der Nichtbeachtung festgelegt und basieren auf der Schwere, dem Umfang, der Dauer, der Wiederholung und dem Vorsatz des festgestellten Falls der Nichtbeachtung.

Für die Anwendung von Absatz 2:

1° wird die Dauerhaftigkeit der Nichtbeachtung gemäß Artikel 7 Absatz 4 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 bestimmt;

2° wird das Ausmaß der Nichtbeachtung gemäß Artikel 7 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 bestimmt;

3° wird die Schwere der Nichtbeachtung gemäß Artikel 7 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 bestimmt;

4° wird die Wiederholung der Nichtbeachtung gemäß Artikel 83 Absatz 5 Buchstabe c der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 und Artikel 7 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 2022/1172 vom 4. Mai 2022 bestimmt.

Art. 95 - In hinreichend begründeten Fällen gibt die Zahlstelle eine Warnung aus, wenn ein Fall der Nichtbeachtung als geringfügig anzusehen ist, da er keine oder nur vernachlässigbare Auswirkungen auf das Erreichen des mit der betreffenden Anforderung oder Norm angestrebten Ziels hat. In diesem Fall wird keine Kürzung oder kein Ausschluss vorgenommen, und die Nichtbeachtung wird bei der Bestimmung der Wiederholung nicht berücksichtigt.

Die Zahlstelle teilt dem betreffenden Betriebsinhaber die Warnung mit, beschreibt die festgestellte Nichtbeachtung und verweist auf die etwaige Abhilfemaßnahme.

Gemäß Artikel 85 Absatz 5 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 werden Fälle der Nichtbeachtung, die eine direkte Gefährdung der Gesundheit von Mensch oder Tier bedeuten, jedoch nicht als geringfügig angesehen. Diese Fälle der Nichtbeachtung werden mit einer Kürzung oder einem Ausschluss von der Beihilfe geahndet.

Der Minister bestimmt die Fälle der Nichtbeachtung im Sinne von Absatz 1 sowie das Verfahren, nach dem die Zahlstelle bei der Ausführung von Artikel 85 Absatz 3 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 vorgehen muss.

Art. 96 - Stellt ein Fall der Nichtbeachtung gemäß Artikel 94 Absatz 1 auch einen Fall der Nichtbeachtung gemäß Titel 2 des vorliegenden Teils dar, so werden die jeweiligen Verwaltungsstrafen gemäß Artikel 73 angewendet.

Stellt ein Fall der Nichtbeachtung einen Fall der Nichtbeachtung mehrerer Anforderungen oder Normen dar, die unter die Konditionalität fallen, so wird der Fall der Nichtbeachtung als ein einziger Fall der Nichtbeachtung betrachtet.

Teil 4 — Beitreibung

Art. 97 - Die Zahlstelle führt die Beitreibung rechtsgrundlos gezahlter Beträge gemäß den Artikeln 30 und 31 der Durchführungsverordnung (EU) 2022/128 der Kommission vom 21. Dezember 2021 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Zahlstellen und anderen Einrichtungen, der Finanzverwaltung, des Rechnungsabschlusses, der Kontrollen, der Sicherheiten und der Transparenz durch.

Art. 98 - Unbeschadet der ordentlichen Beitreibungswege und der Artikel 53 bis 56 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung werden die rechtsgrundlos gezahlten Beträge gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beigetrieben.

Art. 99 - Die Zahlstelle teilt dem Schuldner ihre Absicht mit, die rechtsgrundlos gezahlten Beträge wieder beizutreiben, bevor sie diese Beitreibung tatsächlich vornimmt.

Art. 100 - Die Zahlstelle richtet innerhalb einer Frist von höchstens 18 Monaten nach Genehmigung und gegebenenfalls nach Eingang eines Kontrollberichts oder ähnlichen Dokuments, in dem eine Unregelmäßigkeit oder Fahrlässigkeit bestätigt wird, ein Beitreibungsersuchen an den Schuldner.

Das in Absatz 1 genannte Beitreibungsersuchen wird durch die Versendung einer Zahlungsaufforderung formalisiert.

Art. 101 - Die geschuldeten Beträge sind innerhalb der Zahlungsfrist fällig, die in der Zahlungsaufforderung nach Artikel 100 Absatz 2 festgelegt ist.

Art. 102 - Bei Nichtbezahlung der geschuldeten Beträge zu dem in der Zahlungsaufforderung nach Artikel 100 Absatz 2 festgelegten Termin versendet die Zahlstelle ein Inverzugsetzungsschreiben.

Art. 103 - Verzugszinsen, deren Zinssatz dem gesetzlichen Zinssatz entspricht, sind ab dem Zeitpunkt der Versendung der in Artikel 102 genannten Inverzugsetzung von Rechts wegen fällig.

Die in Absatz 1 genannten Zinsen gelten als liquide und sichere Schuld, sobald sie fällig werden.

Art. 104 - Die Zahlstelle kann auf die Fortsetzung der Beitreibung von rechtsgrundlos gezahlten Beträgen verzichten, wenn:

1° der Betrag, der vom Begünstigten für eine Einzelzahlung im Rahmen einer Intervention zurückzufordern ist, ohne Zinsen, höchstens 100 Euro beträgt;

2° die Beitreibung sich aufgrund der Insolvenz des Schuldners oder der für die Unregelmäßigkeit oder Fahrlässigkeit rechtlich verantwortlichen Personen als unmöglich erweist;

3° die bereits entstandenen oder drohenden Kosten insgesamt den einzuziehenden Betrag übersteigen;

4° die Verjährung eingetreten ist.

Die Zahlstelle kann in den in Absatz 1 Ziffern 2 bis 4 genannten Fällen oder wenn der Betrag der Zinsen 5 Euro nicht übersteigt, auf die Beitreibung der Zinsen verzichten.

Art. 105 - Zahlungen, die der Schuldner zur Rückzahlung von rechtsgrundlos gezahlten Beträgen leistet, oder Beträge, die nach den Bestimmungen dieses Teils eingezogen werden, werden vorrangig auf das Kapital angerechnet.

Sind mehrere Schulden vorhanden, so erfolgt die Anrechnung vorrangig auf die älteste Schuld.

Teil 5 — Schlussbestimmungen

Art. 106 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 107 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46138]

13 JULI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 2022/1172 van de Commissie van 4 mei 2022 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het beheers- en controlesysteem van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de toepassing en berekening van administratieve conditionaliteits sancties;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.31, tweede lid, D.242, eerste lid, 5° en 6°, en zesde lid, D.250 en D.255, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2023;

Gelet op het rapport van 15 februari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 16 maart 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 27 april 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 2 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Deel 1. — Doel en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Dit besluit stelt de regels inzake controles, administratieve sancties en terugvordering vast, die van toepassing zijn op de interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit en die zijn vastgesteld bij :

1° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

3° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de ecoregelingen;

4° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

5° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw

6° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vergoedingen toegekend voor gebieden met natuurlijke of andere specifieke beperkingen;

7° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen voor Natura 2023-gebieden;

8° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten;

9° het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's;

10° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

Onverminderd de specifieke bepalingen bedoeld in het recht van de Europese Unie zijn de titels 1 van de delen 2 en 3 en deel 4 ook van toepassing op maatregelen die uit hoofde van de volgende verordeningen worden genomen :

1° Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

2° Verordening (EU) nr. 1144/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 inzake voorlichtings- en afzetbevorderingsacties voor landbouwproducten op de binnenmarkt en in derde landen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 3/2008 van de Raad.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° landbouwer: de landbouwer in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

2° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

3° gecomputeriseerde gegevensbestanden voor dieren: de gecomputeriseerde gegevensbestanden zoals Sanitel, stamboeken, interne gegevensbestanden voor schapen of elk ander gegevensbestand;

4° begunstigde: de begunstigde van een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

5° conditionaliteit: alle eisen en normen met betrekking tot de conditionaliteit, vastgesteld in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

6° steunaanvraag: de steunaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° betalingsaanvraag: de betalingsaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

9° steunaanvragers: de natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen die steun aanvragen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

19° eisen die onder de conditionaliteit vallen: uit de regelgeving voortvloeiende eisen bedoeld in artikel 12 en opgenomen in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

11° interventies voor plattelandsontwikkeling: de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4° tot 8° ;

12° aeraalgebonden interventies: de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° tot en met 7°, met uitzondering van diergebonden interventies;

13° diergebonden interventies: de gekoppelde inkomenssteun voor dieren bedoeld in hoofdstuk 3 van het besluit van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrundersen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen en maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen” bedoeld in artikel 3, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering 2023 betreffende de steun voor agromilieus- en klimaatmaatregelen;0}

11° interventies die niet onder het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) vallen: de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 8° en 9° ;

15° interventies die onder het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) vallen: de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° tot 7° ;

16° basislijn: de gezamenlijke relevante verbintenissen als bedoeld in de artikelen 31, § 5, a) tot c), en 70, § 3, a) tot c), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

17° niet-naleving:

a) elke niet-nakoming van de subsidiabiliteitscriteria, de verbintenissen of de andere verplichtingen met betrekking tot de voorwaarden voor de toekenning van steun in het kader van een onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid vallende interventie ;

b) wat de conditionaliteit betreft, elke niet-nakoming van de eisen en normen met betrekking tot de conditionaliteit, vastgesteld in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

18° normen die onder de conditionaliteit vallen: de normen m.b.t. de goede landbouw- en milieuconditie van grond bedoeld in de artikelen 12 en 13 en opgenomen in bijlage III van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

19° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

20° instanties die gespecialiseerd zijn inzake controle: de instanties die belast zijn met het uitvoeren van controles en inspecties met betrekking tot de naleving van de eisen en normen bedoeld in de artikelen 12 en 13 en opgenomen in bijlage III van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

21° perceel landbouwgrond: het perceel landbouwgrond in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 29°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

22° referentieperceel: het referentieperceel in de zin van artikel 2, § 2, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022;

23° Verordening (EG) nr. 2988/95 van 18 december 1995: Verordening (EG) nr. 2988/95 van de Raad van 18 december 1995 betreffende de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;

24° Verordening (EU) nr. 2016/429 van 9 maart 2016: Verordening (EU) nr. 2016/429 van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 2016 betreffende overdraagbare dierziekten en tot wijziging en intrekking van bepaalde handelingen op het gebied van diergezondheid ;

25° Verordening (EG) nr. 2017/892 van 13 maart 2017: Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/892 van de Commissie van 13 maart 2017 tot vaststelling van voorschriften voor de toepassing van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft de sectoren groenten en fruit en verwerkte groenten en fruit;

26° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

27° Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021: Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

28° Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021: Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

29° Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022: gedelegeerde verordening (EU) nr. 2022/1172 van de Commissie van 4 mei 2022 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het beheers- en controlesysteem van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de toepassing en berekening van administratieve conditionaliteitssancties;

30° Verordening (EU) nr. 2022/1173 van 31 mei 2022: Uitvoeringsverordening (EU) 2022/1173 van de Commissie van 31 mei 2022 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

31° GBCS: het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in titel IV, hoofdstuk II, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 en georganiseerd door titel II, hoofdstuk I, afdeling 1, van het Waalse landbouwwetboek;

32° geconstateerde oppervlakte:

a) in het kader van de interventies, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° tot en met 3°, de oppervlakte waarvoor aan alle subsidiabiliteitscriteria of andere verplichtingen met betrekking tot de voorwaarden voor steunverlening is voldaan, ongeacht het aantal toeslagrechten waarover de begunstigde beschikt ;

b) in het kader van de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4° tot en met 7°, de oppervlakte van de percelen, vastgesteld door middel van administratieve controles of controles ter plaatse ;

33° identificatie- en registratiesysteem voor dieren: het identificatie- en registratiesysteem voor gehouden landdieren, bedoeld in deel IV, titel I, hoofdstuk 2, afdeling 1, van Verordening (EU) nr. 2016/429 van 9 maart 2016.

Afdeling 2. — Controles

TITEL 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor alle controles*

Art. 3. Deze titel is van toepassing op alle controles die worden verricht in het kader van de interventies of steunmaatregelen die onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid of de conditionaliteit vallen, onverminderd de specifieke controlebepalingen die bij de Verordening van de Europese Unie en in de titels 2 tot en met 4 zijn vastgesteld.

Art. 4. Voor alle interventies die onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit vallen, zet het betaalorgaan controlesystemen op die integrerend deel uitmaken van de in artikel 2, onder b), van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 bedoelde governance-systemen.

Onverminderd de specifieke bepalingen van de titels 2 tot en met 4 omvatten de in lid 1 bedoelde controlesystemen ten minste :

1° een systematische administratieve controle van alle steun- en betalingsaanvragen ;

2° controles ter plaatse.

Art. 5. De controles die in het kader van dit besluit worden uitgevoerd, zorgen voor een doeltreffende verificatie van:

1° de naleving van het verbod op dubbele financiering door andere gewestelijke of communautaire regelingen ;

2° de ontvankelijkheid van de steun- of betalingsaanvraag die binnen de gestelde termijn moet worden ingediend en die, in voorkomend geval, bewijsstukken moet bevatten waaruit blijkt dat de aanvraag ontvankelijk is; en ;

3° de juistheid en volledigheid van de informatie die in de steun- of betalingsaanvraag of andere aangifte wordt verstrekt;

4° de naleving van alle subsidiabiliteitscriteria, verbintenissen en andere verplichtingen met betrekking tot een bepaalde interventie en de voorwaarden waaronder bijstand of vrijstelling van bepaalde verplichtingen wordt verleend;

5° de naleving van de basislijn voor wat betreft de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3° tot 5° ;

6° de overeenstemming met de verbintenissen op lange termijn, indien van toepassing ;

7° de naleving van de conditionaliteit;

8° de naleving van de in artikel 14, § 6, van Verordening (EU) nr. 2022/127 van 7 december 2021 bedoelde essentiële en aanvullende controles, teneinde een eventuele conformiteitsprocedure als bedoeld in artikel 55 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 te beperken;

9° de naleving van de basisvereisten van de Europese Unie in de zin van artikel 2, onder c), van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021, teneinde een eventuele conformiteitsprocedure als bedoeld in artikel 55 van die verordening te beperken.

De controles die krachtens dit besluit worden uitgevoerd, hebben betrekking op alle elementen die gecontroleerd kunnen en moeten worden.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° andere aangifte: elke aangifte of elk document, andere dan steun- of betalingsaanvragen, dat door een begunstigde of een derde moet worden ingediend of bewaard om te voldoen aan de specifieke regels met betrekking tot bepaalde tussenkomsten voor plattelandsontwikkeling;

5° Verordening (EU) nr. 2022/127: gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2022/127 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad met regels inzake de betaalorganen en andere instanties, het financieel beheer, de goedkeuring van de rekeningen, de zekerheden en het gebruik van de euro.

Art. 6. De begunstigde of zijn vertegenwoordiger verleent medewerking aan de goede uitvoering van de controles die op grond van dit besluit worden verricht.

Wanneer bij een administratieve controle of een controle ter plaatse niet-naleving wordt vastgesteld en het betaalorgaan om bewijsstukken verzoekt, verstrekt de begunstigde de betrokken bewijsstukken binnen vijftien kalenderdagen na het verzoek van het betaalorgaan. Zo niet, dan blijft de vaststelling van de niet-naleving gehandhaafd.

Art. 7. Het betaalorgaan controleert de subsidiabiliteit, de eisen inzake verbintenissen en alle andere verplichtingen en houdt rekening met door andere instanties gemelde vermoedelijke gevallen van niet-naleving.

Art. 8. Het betaalorgaan gebruikt de bewijsstukken van andere instanties om na te gaan of is voldaan aan de subsidiabiliteitscriteria, de eisen inzake verbintenissen en alle andere verplichtingen.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de controles ter plaatse*

Art. 9. De controles ter plaatse nemen de vorm aan van fysieke controles op het terrein of elke andere controle die nodig is om na te gaan of de doelstellingen bedoeld in artikel 5, eerste lid, worden nageleefd.

Art. 10. § 1. Onverminderd lid 2 worden de controles ter plaatse onaangekondigd uitgevoerd.

Voordat een controle ter plaatse wordt uitgevoerd, kan een beleefdheidsaankondiging worden gedaan, op voorwaarde dat dit het doel of de doeltreffendheid van de controle niet in het gedrang brengt. De aankondiging is strikt beperkt tot de vereiste minimumtijd en mag niet langer duren dan drie werkdagen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen controles ter plaatse worden voorafgegaan door een aankondiging van meer dan drie werkdagen, mits de aankondiging naar behoren is gemotiveerd.

Art. 11. Onverminderd de controles ter plaatse die overeenkomstig de titels 2 tot en met 4 worden georganiseerd, kan het betaalorgaan andere controles ter plaatse uitvoeren wanneer het zulks dienstig acht.

Art. 12. De controles ter plaatse worden gespreid naargelang van het moment waarop de eisen inzake verbintenissen aangegaan in het kader van elke interventie kan worden gecontroleerd.

Art. 13. Wanneer de subsidiabiliteitscriteria, de eisen inzake verbintenissen of andere verplichtingen slechts gedurende een bepaalde periode kunnen worden geverifieerd, kunnen op een latere datum andere controles ter plaatse worden verricht.

Art. 14. § 1. Van elke controle ter plaatse die door het betaalorgaan wordt uitgevoerd, wordt een controleverslag opgesteld waarin de verschillende elementen van de controle gedetailleerd worden weergegeven en waaruit conclusies kunnen worden getrokken met betrekking tot de conformiteit met de in artikel 5, lid 1, bedoelde doelstellingen.

§ 2. Het controleverslag moet minimaal de volgende informatie bevatten:

1° de gecontroleerde interventies en de steun- of betalingsaanvragen waarop de controle ter plaatse betrekking heeft ;

2° personen aanwezig tijdens de controle ter plaatse;

3° in voorkomend geval, een waarschuwing aan de begunstigde dat een controle ter plaatse zal worden uitgevoerd door het verzenden van een aankondiging overeenkomstig artikel 10, § 2, evenals de duur en de verantwoording van de aankondiging ;

4° de resultaten van de controle ter plaatse en alle opmerkingen met betrekking tot de inspectie ;

5° het bewijs van de resultaten van de controle ter plaatse;

6° in voorkomend geval, de bezwaren van de begunstigde die na de controle ter plaatse kunnen worden meegedeeld door middel van een formulier dat wordt verzonden overeenkomstig paragraaf 3, tweede lid.

Het controleverslag wordt gevalideerd door een personeelslid van het betaalorgaan.

§ 3. Als er gevallen van niet-naleving worden vastgesteld, ontvangt de begunstigde een kopie van het controleverslag.

De begunstigde kan het controleverslag binnen vijfenveertig werkdagen na ontvangst betwisten door het bij het verslag gevoegde betwistingsformulier in te dienen. Het bezwaar vormt geen administratief beroep.

Onverminderd lid 2 kan de begunstigde administratief beroep aantekenen tegen een beslissing genomen op basis van een controleverslag waarin niet-naleving wordt vastgesteld, overeenkomstig artikel D.257 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 15. Wanneer het bijhouden van een bedrijfsregister is voorgeschreven bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 of bij enig ander besluit betreffende de interventie vallend onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid, controleert het betaalorgaan :

1° het bestaan van het bedrijfsregister;

2° de naleving van de subsidiabiliteitsvoorwaarden, de eisen inzake verbintenissen en de andere verplichtingen die in het bedrijfsregister zijn opgenomen;

3° de juistheid en volledigheid van de gegevens in het register van landbouwbedrijven.

Art. 16. Het betaalorgaan bewaart de bewijsstukken waarvoor de begunstigde is geselecteerd voor een controle ter plaatse.

TITEL 2. — *Controles van toepassing op de interventies die onder het GBCS vallen*

HOOFDSTUK 1. — *Administratieve controles*

Afdeling 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 17. De administratieve controles bedoeld in artikel 72 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 maken het mogelijk gevallen van niet-naleving bedoeld in artikel 2, 17°, a) op te sporen.

Art. 18. De administratieve controles uitgevoerd in het kader van dit hoofdstuk vinden plaats in het kalenderjaar waarin de steun- of betalingsaanvraag wordt ingediend.

In afwijking van het eerste lid kunnen administratieve controles worden verricht binnen vier jaar na de datum waarop een onregelmatigheid in de zin van artikel 1, lid 2, van Verordening (EG) nr. 2988/95 van 18 december 1995 is geconstateerd.

Afdeling 2 - Voorafgaande kruiscontroles

Art. 19. § 1. Het betaalorgaan zet een systeem van voorafgaande kruiscontroles op dat het mogelijk maakt de begunstigten te informeren over mogelijke gevallen van niet-naleving en hun steun- of betalingsaanvraag te wijzigen binnen de in § 3 vastgestelde termijn.

Voorafgaande kruiscontroles omvatten ten minste de verificatie van dubbele aangiften van percelen landbouwgrond.

De Minister kan andere soorten voorafgaande kruiscontroles vaststellen dan die waarin lid 2 voorziet.

§ 2. Het betaalorgaan stelt de begunstigten vóór de door de Minister vastgestelde uiterste datum in kennis van de resultaten van de voorafgaande kruiscontroles.

§ 3. De begunstigde stelt het betaalorgaan in kennis van elke wijziging of intrekking van zijn steun- of betalingsaanvraag binnen vijftien kalenderdagen na de in § 2 bedoelde datum van kennisgeving.

Afdeling 3. — *Kruiscontroles*

Art. 20. Administratieve controles omvatten kruiscontroles:

1° op de aangegeven toeslagrechten en de aangegeven percelen landbouwgrond, om te voorkomen dat meerdere malen steun wordt toegekend voor hetzelfde kalenderjaar of hetzelfde aanvraagjaar en dat steun die wordt toegekend in het kader van areaalgebonden interventies, niet mag worden gecumuleerd;

2° om de geldigheid van de toeslagrechten en de subsidiabiliteit te controleren;

3° uitgevoerd tussen de in de steun- of betalingsaanvraag aangegeven percelen landbouwgrond en de gegevens die zijn opgenomen in het systeem voor de identificatie van de percelen landbouwgrond per referentieperceel, overeenkomstig artikel 2, lid 4, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022, om na te gaan of de aeralen in aanmerking komen voor rechtstreekse betalingen of interventies voor plattelandsontwikkeling;

4° uitgevoerd tussen de toeslagrechten en de geconstateerde oppervlakte, om na te gaan of deze toeslagrechten gepaard gaan met ten minste een identiek aantal subsidiabele hectaren in de zin van deel 2, hoofdstuk 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

5° uitgevoerd met behulp van het identificatie- en registratiesysteem voor dieren, om na te gaan of de dieren in aanmerking komen voor interventie en om te voorkomen dat ten onrechte meerdere malen steun wordt toegekend voor hetzelfde kalenderjaar of hetzelfde aanvraagjaar.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, worden kruiscontroles, wanneer het GBCS voorziet in geospatiale steunaanvraagformulieren, uitgevoerd door middel van een ruimtelijke kruising met de aangegeven gedigitaliseerde oppervlakte en het identificatiesysteem voor percelen landbouwgrond. Bovendien zijn de kruiscontroles bedoeld om dubbele aanvragen voor dezelfde oppervlakte te vermijden.

Art. 21. De vaststelling van gevallen van niet-naleving door middel van kruiscontroles wordt gevolgd door een passende administratieve procedure en, indien nodig, een controle ter plaatse.

Art. 22. Het betaalorgaan past op de betrokken aeralen een evenredige verlaging toe wanneer de totale aangegeven oppervlakte groter is dan de overeenkomstig artikel 2, lid 7, onder *a)*, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022 bepaalde maximumoppervlakte van het referentieperceel en het verschil binnen de door de Minister voor het referentieperceel vastgestelde meettolerantie ligt.

HOOFDSTUK 2. — *Controles in het kader van het areaalmonitoringsysteem*

Art. 23. § 1. Overeenkomstig artikel 70, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 zet het betaalorgaan een areaalmonitoringsysteem op.

Het monitoringsysteem is van toepassing op areaalgebonden interventies waarvoor ten minste één subsidiabiliteitsvoorwaarde kan worden gemonitord met behulp van satellietgegevens of andere gegevens van ten minste gelijkwaardige waarde.

Op voorstel van het betaalorgaan bepaalt de Minister de lijst van interventies die onder het monitoringsysteem vallen, of ze nu gedeeltelijk of volledig worden gemonitord met behulp van satellietgegevens.

Voor de toepassing van lid 2 bepaalt het betaalorgaan voor elke interventie welke subsidiabiliteitsvoorwaarden moeten worden gecontroleerd.

De Minister kan ook de lijst vaststellen van eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen en die kunnen worden gecontroleerd met behulp van satellietgegevens.

§ 2. Het betaalorgaan stelt de begunstigden in kennis van de voorlopige resultaten van de aan de hand van satellietgegevens verrichte controles wanneer deze een mogelijk geval van niet-naleving aan het licht brengen.

De Minister stelt de termijn vast, waarbinnen de in lid 1 bedoelde mededeling moet worden gedaan.

Na ontvangst van de voorlopige resultaten van de door het areaalmonitoringsysteem verrichte controles kan de begunstigde :

1° zijn verzamelaanvraag wijzigen of intrekken uiterlijk op de uiterste datum voor wijziging van de verzamelaanvraag bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 ;

2° binnen de door het betaalorgaan gestelde termijn bijkomende bewijzen leveren.

Art. 24. Het betaalorgaan kan fysieke inspecties ter plaatse uitvoeren wanneer op basis van de controles in het kader van het areaalmonitoringsysteem geen definitieve conclusies kunnen worden getrokken met betrekking tot het in aanmerking komen voor areaalgebonden interventie.

Fysieke inspecties op het terrein worden niet als controles ter plaatse beschouwd. Zij maken geen deel uit van een controleverslag als bedoeld in artikel 14.

Art. 25. Overeenkomstig artikel 10, § 3, van Verordening (EU) nr. 2022/1173 van 31 mei 2022 kan, met ingang van 1 januari 2025, een subsidiabiliteitsvoorwaarde als monitorbaar beschouwd worden, wanneer zij kan worden gemonitord aan de hand van:

1° een algoritme op basis van satellietgegevens ;

2° foto's met geotags;

3° andere gegevens met ten minste dezelfde waarde.

HOOFDSTUK 3. — *Controles ter plaatse*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 26. De controles ter plaatse worden verricht of beginnen in het kalenderjaar waarin de steun- of betalingsaanvraag wordt ingediend.

Art. 27. § 1. Voor elke interventie die onder het GBCS valt, stelt de Minister het minimumpercentage controles ter plaatse vast op basis van een voorstel van het betaalorgaan dat is gebaseerd op een risicobeoordeling.

Voor de toepassing van lid 1 voert het betaalorgaan ten minste eenmaal per jaar een risicobeoordeling uit.

Het eerste lid is niet van toepassing op de subsidiabiliteitsvoorwaarden van de interventies die bedoeld zijn in artikel 23, § 1, derde lid, en die aan de hand van satellietgegevens gemonitord worden.

§ 2. De Minister kan de percentages van de controles ter plaatse verlagen wanneer wegens overmacht of wegens een buitengewone omstandigheid geen controle kan worden uitgevoerd op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest of op een deel daarvan.

Art. 28. § 1. Om het in artikel 27 bedoelde controlepercentage te bereiken, selecteert het betaalorgaan een te controleren groep die overeenkomstig artikel 60, § 1, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 bestaat uit:

1° een aselekt gedeelte bedoeld om een foutenpercentage te verkrijgen dat representatief is voor de gehele gecontroleerde populatie ;

2° een op een risicoanalyse gebaseerd gedeelte bedoeld om de sectoren te identificeren waar het foutenrisico het hoogst is voor de hele gecontroleerde populatie.

Het betaalorgaan selecteert het aselekte gedeelte alvorens het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte te selecteren.

Voor de toepassing van de eerste en tweede leden bepaalt de Minister, op voorstel van het betaalorgaan, welk deel van de geselecteerde te controleren groep wordt besteed aan het aselekte gedeelte en welk deel aan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte.

Elk jaar beoordeelt het betaalorgaan de doeltreffendheid van het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte. Indien nodig past het betaalorgaan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte aan.

§ 2. De selectie van de in paragraaf 1 bedoelde te controleren groep kan gebeuren op basis van een populatie van:

1° begunstigden:

2° landbouw- of bosbouwpercelen ;

3° dieren of;

4° elke andere relevante factor.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, kan de te controleren groep betrekking hebben op specifieke soorten percelen landbouwgrond.

§ 3. Vóór de uiterste datum voor de indiening van de verzamel aanvraag die is bepaald overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan op basis van de beschikbare informatie een gedeeltelijke selectie van de te controleren groep worden gemaakt. Deze voorlopige te controleren groep is voltooid wanneer alle betrokken steun- of betalingsaanvragen beschikbaar zijn.

§ 4. Van de in paragraaf 1 bedoelde te controleren groep maken niet deel uit :

1° de steunaanvragers of -aanvragers die bij de indiening van de aanvraag of na administratieve controle of controle ter plaatse niet voor betaling in aanmerking komen;

2° de begunstigden die zich geldig kunnen beroepen op een geval van overmacht of een buitengewone omstandigheid.

Afdeling 2. — Controles ter plaatse voor de areaalgebonden interventies

Art. 29. De controles ter plaatse die in het kader van de areaalgebonden interventies worden uitgevoerd, hebben betrekking op alle percelen landbouwgrond van een begunstigde waarvoor een steun- of betalingsaanvraag in het kader van deze interventie is ingediend.

Art. 30. De controles ter plaatse hebben betrekking op:

1° in voorkomend geval, het meten van de oppervlakte van de percelen landbouwgrond ;

2° de verificatie van de subsidiabiliteitscriteria en van de eisen inzake verbintenissen en andere verplichtingen met betrekking tot de door de begunstigde in het kader van de areaalgebonden interventies aangegeven oppervlakte.

Art. 31. De oppervlakte van landbouwpercelen wordt gemeten met elk middel dat een meetkwaliteit garandeert die ten minste gelijkwaardig is aan die welke wordt vereist door de technische normen die op het niveau van de Europese Unie zijn opgesteld.

De totale oppervlakte van het perceel landbouwgrond wordt in aanmerking genomen bij de meting op voorwaarde dat het volledig subsidiabel is en het voorwerp uitmaakt van een landbouwactiviteit in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Het resultaat van de opmeting van de percelen dat voortvloeit uit de controles ter plaatse, heeft voorrang op het resultaat van de opmeting van de percelen dat voortvloeit uit de administratieve controles.

Art. 32. De subsidiabiliteit van de percelen landbouwgrond wordt gecontroleerd met elk geschikt middel, met inbegrip van de verificatie van de door de begunstigde op verzoek van het betaalorgaan verstrekte gegevens. Deze verificatie omvat in voorkomend geval ook een controle van het gewas.

Art. 33. Bij de uitvoering van de in artikel 30 bedoelde controles ter plaatse mogen die controles in afwijking van artikel 29 worden beperkt tot een aselekt te controleren groep of een op een risicoanalyse gebaseerde te controleren die ten minste 50% omvat van de percelen landbouwgrond die door een begunstigde zijn aangegeven voor de interventie waarop de controle betrekking heeft.

Het betaalorgaan controleert alle percelen landbouwgrond waarop de gecontroleerde interventie betrekking heeft, wanneer de aselekt te controleren groep of de op een risicoanalyse gebaseerde te controleren groep bij de controle gevallen van niet-naleving aan het licht brengt.

Voor interventies op het gebied van plattelandontwikkeling geldt dat, wanneer de naleving van de subsidiabiliteitscriteria, de eisen inzake de verbintenissen of de andere verplichtingen niet adequaat kan worden gecontroleerd door de controles tot een aselekt te controleren groep te beperken, een aanvullende op een risicoanalyse gebaseerde te controleren groep wordt geselecteerd om een adequate controle te garanderen.

Art. 34. Onverminderd de in artikel 14, § 2, genoemde minimuminformatie bevat het controleverslag ook de volgende informatie:

1° de gecontroleerde landbouwpercelen en niet-landbouwpercelen;

2° in voorkomend geval, de gemeten landbouwpercelen of niet-landbouwpercelen, het resultaat van de meting en de meetmethode;

3° in voorkomend geval, de vastgestelde gevallen van niet-naleving.

Afdeling 3. — Controles ter plaatse voor de diergebonden interventies

Art. 35. § 1. Controles ter plaatse hebben tot doel na te gaan of aan alle subsidiabiliteitscriteria, eisen inzake verbintenissen en andere verplichtingen is voldaan en hebben betrekking op alle dieren waarvoor steunaanvragen zijn ingediend voor diergebonden interventies.

§ 2. De controles ter plaatse hebben minstens tot doel na te gaan :

1° of het aantal op het bedrijf aanwezige dieren waarvoor steun- of betalingsaanvragen zijn ingediend en, in voorkomend geval, het aantal in aanmerking komende dieren, overeenstemt met het aantal in de registers ingeschreven dieren of met het aantal in het gecomputeriseerde gegevensbestand voor dieren ingeschreven dieren ;

2° of de vermeldingen in het register of de meldingen in het gecomputeriseerde gegevensbestand voor dieren juist zijn;

3° of de in aanmerking komende dieren op het bedrijf geïdentificeerd zijn met oormerken of andere identificatiemiddelen, eventueel vergezeld van verplaatsingsdocumenten;

4° of de op het bedrijf aanwezige in aanmerking komende dieren voorkomen in het bedrijfsregister of correct zijn ingeschreven in het gecomputeriseerde gegevensbestand voor dieren.

De verificatie van de juistheid, vermeld in het eerste lid, 2°, gebeurt aan de hand van een steekproef van bewijsstukken zoals aankoop- en verkoopfacturen, slachtcertificaten, veterinaire certificaten en, in voorkomend geval, verplaatsingsdocumenten of andere documenten of officiële bronnen voor dieren waarvoor steunaanvragen zijn ingediend gedurende ten minste zes maanden voorafgaand aan de datum van de controle ter plaatse.

Voor de controles bedoeld in het eerste lid, 3°, kan het betaalorgaan steekproefsgewijs controleren. Wanneer bij de steekproefcontrole blijkt dat niet aan de voorschriften is voldaan, worden alle dieren gecontroleerd of worden, met voorafgaande toestemming van de begunstigde, de conclusies geëxtrapoleerd op basis van de steekproef.

Art. 36. Ten minste 50% van de controles ter plaatse worden uitgevoerd tijdens de aanhoudingsperiode bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen.

Art. 37. Onverminderd de in artikel 14, § 2, genoemde minimuminformatie bevat het controleverslag ook de volgende informatie:

1° het aantal dieren dat oorspronkelijk in aanmerking kwam en het aantal dieren dat afkomstig is uit de steekproef zoals bepaald in artikel 35, § 2, tweede lid, en, in voorkomend geval, de oormerknummers, de inschrijvingen in het register of in de gecomputeriseerde gegevensbestanden met betrekking tot de dieren en de geverifieerde bewijsstukken ;

2° alle andere relevante vaststellingen die tijdens de controle zijn gemaakt;

3° in voorkomend geval, de vastgestelde gevallen van niet-naleving.

TITEL 3. — Controles van toepassing op de interventies die niet onder het GBCS vallen

HOOFDSTUK 1. — Vestigingen, investeringen en diversificatie in de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten

Afdeling 1. — Administratieve controles

Art. 38. Het betaalorgaan controleert de gegevens die zijn opgegeven in de steunaanvragen en betalingsaanvragen en de bewijsstukken die zijn ingediend in het kader van de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 8°.

Tijdens de administratieve controle controleert het betaalorgaan ten minste :

1° de subsidiabiliteit van de aanvrager ;

2° de subsidiabiliteit van de investering ;

3° de eisen inzake de verbintenissen en andere verplichtingen van de begunstigde ;

4° de naleving van de selectiecriteria die worden gebruikt om de projecten te evalueren in het kader van de selectieprocedure;

5° de subsidiabiliteit van het type investering in verhouding tot de forfaitaire kosten ervan en de criteria en factoren die worden gebruikt om het percentage van deze forfaitaire kosten vast te stellen;

6° wat de vestigingssteun betreft, het bereiken, op het einde van het businessplan, van een minimuminkomen van 15.000 euro per lid.

Afdeling 2. — Controles ter plaatse

Art. 39. § 1. Het betaalorgaan zorgt voor een controle ter plaatse van alle betalingsaanvragen die worden ingediend in het kader van de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 8°.

§ 2. Voorafgaand aan de betaling worden controles ter plaatse uitgevoerd.

In het geval van vestigingssteun worden controles ter plaatse uitgevoerd voordat de eerste tranche van de steun wordt betaald.

§ 3. Tijdens de controle ter plaatse controleert het betaalorgaan ten minste :

1° de juistheid van de gegevens vermeld in de steun- en betalingsaanvragen en in de bewijsstukken;

2° de feitelijke vestiging of de feitelijke en functionele voltooiing van de investering ;

3° de overeenstemming tussen het werkelijke doel van de vestiging of investering en de doelstellingen beschreven in de steun- en betalingsaanvragen;

4° de gemaakte kosten en de verrichte betalingen op basis van de relevante en boekhoudkundige bewijsstukken.

Art. 40. Onverminderd de in artikel 14, § 2, genoemde minimuminformatie bevat het verslag over de controle ter plaatse ook de volgende informatie:

1° de feitelijke aard van de vestiging ;

2° de feitelijke en functionele aard van de investering en, indien van toepassing, de omvang ervan;

3° de naleving van de verbintenissen.

Afdeling 3. — Controle achteraf

Art. 41. § 1. Voor elk kalenderjaar voert het betaalorgaan controles achteraf uit met betrekking tot een minimumpercentage van de uitgaven voor vestigingen en investeringen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een eindbetaling door het Europees Fonds voor Plattelandsontwikkeling.

Voor de toepassing van lid 1 stelt de Minister op voorstel van het betaalorgaan het minimumpercentage vast van de uitgaven voor vestigingen en investeringen die aan controles achteraf moeten worden onderworpen.

§ 2. Om het in paragraaf 1 bedoelde minimumpercentage te bereiken selecteert het betaalorgaan een te controleren groep die bestaat uit :

1° een aselekt gedeelte bedoeld om een foutenpercentage te verkrijgen dat representatief is voor de gehele gecontroleerde populatie;

2° een op een risicoanalyse gebaseerd gedeelte bedoeld om de sectoren te identificeren waar het foutenrisico het hoogst is voor de hele gecontroleerde populatie.

Het betaalorgaan selecteert het aselekt gedeelte alvorens het op risico gebaseerde gedeelte te selecteren.

Voor de toepassing van de eerste en tweede leden bepaalt de Minister, op voorstel van het betaalorgaan, welk deel van de te controleren groep wordt besteed aan het aselekt gedeelte en welk deel aan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte.

Elk jaar beoordeelt het betaalorgaan de doeltreffendheid van het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte. Indien nodig past het betaalorgaan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte aan.

§ 3. Het betaalorgaan kan ook voorzien in een controle achteraf van een gerichte vestiging of investering op basis van een risicoanalyse die deze controle rechtvaardigt.

§ 4. De controle achteraf kan worden uitgevoerd binnen vijf jaar na de laatste betaling.

In afwijking van kan, in het geval van vestigingssteun, de controle achteraf plaatsvinden gedurende de drie jaar die volgen op de laatste betaling.

§ 5. Tijdens de controle achteraf gaat het betaalorgaan na of de begunstigde de verbintenissen en, indien van toepassing, de andere aan de begunstigde opgelegde verplichtingen is nagekomen.

HOOFDSTUK 2. — Sectorale interventies

Art. 42. Het betaalorgaan moet de regels inzake controle bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 2, van Verordening (EU) nr. 2017/892 van 13 maart 2017 naleven en toepassen.

Art. 43. Overeenkomstig artikel 27, § 6, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 2017/892 van 13 maart 2017 wordt de waarde van de afgezette productie geverifieerd op basis van het de desbetreffende bewijsstukken en boekingsstukken, waaronder met name een boekhoudkundig verslag.

Art. 44. Het betaalorgaan kan beslissen van de in artikel 27, § 7, van Verordening (EU) nr. 2017/892 van 13 maart 2017 bedoelde bezoeken af te zien wanneer de acties kleinschalig zijn of wanneer er slechts een gering risico bestaat dat de voorwaarden voor het ontvangen van steun niet zijn vervuld of de concrete actie niet is uitgevoerd.

TITEL 4. — Controles inzake conditionaliteit

HOOFDSTUK 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 45. Om na te gaan of de begunstigden de conditionaliteit naleven, zet het betaalorgaan een controlesysteem op dat de in artikel 4, tweede lid, bedoelde elementen omvat.

In samenwerking met de gespecialiseerde controle-instanties voert het betaalorgaan controles en verificaties uit met betrekking tot de eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen.

Art. 46. De gespecialiseerde controle-instanties verstrekken het betaalorgaan de informatie over de begunstigden die nodig is voor de uitvoering van de in artikel 45, lid 2, bedoelde taak van het betaalorgaan.

Art. 47. De begunstigden verstrekken het betaalorgaan op eenvoudig verzoek van het betaalorgaan of door middel van het verzamelaanvraagformulier alle informatie die nodig is om na te gaan welke eisen en normen inzake de conditionaliteit op hen van toepassing zijn.

Art. 48. De administratieve controles en de controles ter plaatse die in het kader van de conditionaliteit worden verricht, moeten het mogelijk maken eventuele gevallen van niet-naleving zoals bedoeld in artikel 2, 17°, onder b), op te sporen en te bepalen welke gevallen aan andere controles moeten worden onderworpen.

HOOFDSTUK 2. — Administratieve controles

Art. 49. De administratieve controles bestaan ten minste uit de controles waarin de toepasselijke wetgeving voorziet in het kader van de eisen en normen met betrekking tot de conditionaliteit.

Art. 50. De administratieve controles in het kader van de conditionaliteit worden verricht in het kalenderjaar waarin de steun- of betalingsaanvraag wordt ingediend, of uiterlijk in het daaropvolgende kalenderjaar.

In afwijking van het eerste lid kunnen administratieve controles worden verricht binnen vier jaar na de datum waarop een onregelmatigheid in de zin van artikel 1, § 2, van Verordening (EG) nr. 2988/95 van 18 december 1995 is geconstateerd.

HOOFDSTUK 3. — Controles ter plaatse

Sectie 1. — Minimumpercentage controles

Art. 51. § 1. Voor de eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen, stelt de Minister het minimumpercentage controles ter plaatse vast op basis van een voorstel van het betaalorgaan dat is gebaseerd op een risicobeoordeling.

Voor de toepassing van lid 1 voert het betaalorgaan ten minste eenmaal per jaar een risicobeoordeling uit.

Het eerste lid is niet van toepassing op de eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen en die overeenkomstig artikel 23, § 1, vijfde lid, gemonitord worden aan de hand van satellietgegevens.

Het in lid 1 bedoelde minimumpercentage controles kan worden bereikt door optelling van de controlepercentages die worden toegepast op het niveau van:

- 1° categorieën van begunstigden ;
- 2° specifiek gerichte elementen;
- 3° een eis of norm of een reeks eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen.

§ 2. De Minister kan de percentages van de controles ter plaatse verlagen wanneer wegens overmacht of wegens een buitengewone omstandigheid geen controle ter plaatse kan worden uitgevoerd op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest of op een deel daarvan.

Afdeling 2. — Selectie van de te controleren groep

Art. 52. § 1. Om het in artikel 51, § 1, eerste lid, bedoelde controlepercentage te bereiken, selecteert het betaalorgaan een te controleren groep die overeenkomstig artikel 83, § 6, *d), i)* en ii) van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 bestaat uit:

1° een aselekt gedeelte bedoeld om een foutenpercentage te verkrijgen dat representatief is voor de gehele gecontroleerde populatie;

2° een op een risicoanalyse gebaseerd gedeelte bedoeld om de sectoren te identificeren waar het foutenrisico het hoogst is voor de hele gecontroleerde populatie.

Het betaalorgaan selecteert het aselekt gedeelte alvorens het op risico gebaseerde gedeelte te selecteren.

Voor de toepassing van de eerste en tweede leden bepaalt de Minister, op voorstel van het betaalorgaan, welk deel van de geselecteerde te controleren groep wordt besteed aan het aselekt gedeelte en welk deel aan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte.

Elk jaar beoordeelt het betaalorgaan de doeltreffendheid van het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte. Indien nodig past het betaalorgaan het op risicoanalyse gebaseerde gedeelte aan.

§ 2. Vóór de uiterste datum voor de indiening van de verzamel aanvraag die is bepaald overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan een gedeeltelijke selectie van de te controleren groep op basis van de beschikbare informatie worden gemaakt. Deze voorlopige te controleren groep is voltooid wanneer alle in aanmerking komende aanvragen beschikbaar zijn.

§ 3. Van de te controleren groep maken niet deel uit:

1° de steunaanvragen of -aanvragers die bij de indiening of na de administratieve controles niet voor betaling in aanmerking komen ;

2° de begunstigden die zich geldig kunnen beroepen op een geval van overmacht of een buitengewone omstandigheid.

3° de controles die worden uitgevoerd naar aanleiding van een geval van niet-naleving dat op welke manier dan ook ter kennis wordt gebracht van het betaalorgaan.

Art. 53. In afwijking van artikel 52, § 1, eerste lid, kan de te controleren groep worden geselecteerd uit de steekproeven van reeds overeenkomstig artikel 28, lid 1, gekozen begunstigden voor wie de desbetreffende eisen en normen die vallen onder de conditionaliteit, gelden.

Art. 54. In afwijking van artikel 52, § 1, eerste lid, kan het betaalorgaan, om het door de Minister vastgestelde minimumpercentage controles ter plaatse te bereiken :

1° de resultaten van controles ter plaatse gebruiken, die zijn uitgevoerd voor geselecteerde begunstigden en bij de toepassing van de geldende wetgeving in het kader van eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen of ;

2° de geselecteerde begunstigden vervangen door begunstigden die onderworpen zijn aan een controle ter plaatse overeenkomstig wetgevingen die toepasselijk zijn in het kader van eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen, op voorwaarde dat deze begunstigden worden bedoeld in artikel 83, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen hebben de controles ter plaatse betrekking op alle aspecten van de in het kader van de conditionaliteit vastgestelde relevante eisen of normen. Zij zijn ten minste even doeltreffend als de door gespecialiseerde controle instanties verrichte controles.

Art. 55. De ter plaatse te controleren steekproeven van begunstigden kunnen tegen het in artikel 51, § 1, eerste lid, bedoelde minimumtarief, afzonderlijk worden genomen uit elk van de volgende populaties van begunstigden :

1° begunstigden die rechtstreekse betalingen ontvangen in het kader van titel III, hoofdstuk II, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

2° begunstigden die jaarlijkse betalingen ontvangen overeenkomstig de artikelen 70 tot en met 72 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Voor de toepassing van het eerste lid gelden voor alle populaties van begunstigden verplichtingen in het kader van de conditionaliteit overeenkomstig artikel 83, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021.

Afdeling 3 — Elementen van de controles ter plaatse

Art. 56. Overeenkomstig artikel 83, § 6, onder *b)*, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 wordt de naleving van de onder de conditionaliteit vallende eisen en normen geverifieerd, waar dat passend is aan de hand van de controlemiddelen waarin is voorzien in de wetgeving die voor de betrokken eisen of normen geldt.

Art. 57. Het betaalorgaan zorgt ervoor dat alle begunstigden die zijn geselecteerd in de te controleren groep als bedoeld in artikel 52, § 1, eerste lid, en artikel 53, worden onderworpen aan controles op de naleving van de eisen en normen waarvoor het verantwoordelijk is.

Onverminderd het eerste lid worden de geselecteerde begunstigden bij het bereiken van het minimumpercentage controles overeenkomstig artikel 51, § 1, vierde lid, 3°, aan controles onderworpen om na te gaan of zij aan de betrokken eis, norm of het betrokken geheel van eisen of normen voldoen.

Wanneer bij een geselecteerde begunstigde een controle ter plaatse wordt verricht met betrekking tot een of meerdere specifieke eisen of normen en bij de controle een niet-naleving wordt geconstateerd met betrekking tot een of meerdere andere eisen of normen, stelt het betaalorgaan de niet-naleving vast zonder verplicht te zijn alle aspecten te controleren die voortvloeien uit die of die andere eisen of normen.

Art. 58. Elke voor een controle ter plaatse geselecteerde begunstigde wordt gecontroleerd wanneer de meeste onder de conditionaliteit vallende eisen en normen, waarvoor hij is geselecteerd, kunnen worden geverifieerd. Het betaalorgaan zorgt ervoor dat alle eisen en normen op het gebied van de conditionaliteit in de loop van het jaar op een passend niveau worden gecontroleerd.

Art. 59. § 1. Wanneer een bedrijf aan een controle ter plaatse wordt onderworpen, worden alle landbouwpercelen van het bedrijf aan de controle onderworpen.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1 en indien de te controleren groep een betrouwbaar en representatief controleniveau ten aanzien van de betrokken eisen en normen garandeert, mag de feitelijke inspectie op het terrein als onderdeel van een controle ter plaatse worden beperkt tot een steekproef van percelen landbouwgrond die ten minste de helft uitmaakt van de totale oppervlakte van de percelen landbouwgrond van het bedrijf waarop de te controleren eisen en normen betrekking hebben.

Indien de controle van de in lid 1 bedoelde te controleren groep een geval van niet-naleving aan het licht brengt, wordt de feitelijke inspectie op het terrein uitgebreid tot de totale oppervlakte van de percelen landbouwgrond waarop de geïnspecteerde eisen en normen van toepassing zijn.

Art. 60. De controles ter plaatse in het kader van dit hoofdstuk beginnen in het kalenderjaar waarin de steunaanvragen of betalingsaanvragen zijn ingediend.

Afdeling 4 — Controleverslag

Art. 61. Onverminderd de in artikel 14, § 2, genoemde minimuminformatie bevat het controleverslag ook de volgende informatie:

- 1° de onder de conditionaliteit vallende eisen en normen waarop de controle ter plaatse betrekking had;
- 2° de aard en de omvang van de uitgevoerde controles ;
- 3° de vaststellingen ;
- 4° de eisen en normen die onder de conditionaliteit vallen en waarvoor gevallen van niet-naleving zijn vastgesteld.

Deel 3 - Administratieve sancties

TITEL 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle administratieve sancties

Art. 62. Steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt geweigerd of volledig ingetrokken wanneer niet aan de desbetreffende subsidiabiliteitscriteria is voldaan.

Art. 63. De steun- of betalingsaanvraag wordt afgewezen indien de begunstigde of zijn vertegenwoordiger de uitvoering van een controle verhindert, behalve in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden.

Art. 64. Overeenkomstig artikel 62 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 wordt alle steun geweigerd of volledig ingetrokken van begunstigden die, in strijd met de doelstellingen van de betrokken interventie, kunstmatig voorwaarden creëren voor het verkrijgen of verhogen van steun.

Art. 65. Indien wordt vastgesteld dat de begunstigde valse bewijzen heeft geleverd om voor steun in aanmerking te komen of opzettelijk heeft nagelaten de nodige informatie te verstrekken, wordt de begunstigde van de betrokken steun uitgesloten voor het kalenderjaar waarin de vaststelling wordt gedaan en voor het daaropvolgende jaar. De steun zal ook volledig worden geweigerd of ingetrokken.

Art. 66. In geval van niet-naleving van de subsidiabiliteitscriteria, verbintenissen of andere verplichtingen met betrekking tot een interventie, worden administratieve sancties opgelegd onder de in dit deel vastgestelde voorwaarden en in één van de volgende vormen:

- 1° een verlaging van het betaalde of te betalen steunbedrag voor de steun- of betalingsaanvraag waarop de niet-naleving betrekking heeft, voor latere aanvragen of voor eerdere betalingsaanvragen;
- 2° de betaling van een bedrag berekend op basis van de hoeveelheid of de periode waarop de niet-naleving betrekking heeft;
- 3° de schorsing of intrekking van een toelating, goedkeuring of erkenning;
- 4° de uitsluiting van een interventie en van de voordelen ervan.

Art. 67. Geen enkele weigering, intrekking of administratieve sanctie waarin dit deel voorziet, wordt opgelegd in de volgende gevallen :

- 1° de niet-naleving is het gevolg van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden;
- 2° de niet-naleving is het gevolg van kennelijke fouten erkend overeenkomstig artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;
- 3° de niet-naleving is het gevolg van een fout van het betaalorgaan die de begunstigde van de niet-naleving redelijkerwijs niet kon ontdekken;
- 4° de betrokkene toont op een door het betaalorgaan overtuigend geachte wijze aan dat hij geen fout heeft begaan bij het niet-nakomen van de op hem rustende verplichtingen, of het betaalorgaan is op een andere wijze ervan overtuigd dat de betrokkene geen fout heeft begaan.

Art. 68. De toepassing van de in dit besluit vastgestelde administratieve sancties, weigering van de steun en intrekking van de steun, laat de toepassing van strafrechtelijke sancties onverlet.

Art. 69. Met betrekking tot de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°, behoudt een begunstigde die wegens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden niet in staat is de subsidiabiliteitscriteria of andere verplichtingen na te leven, zijn recht op steun voor de subsidiabele oppervlakte of dieren op het ogenblik dat de overmacht of de uitzonderlijke omstandigheden zich voordeden. Er worden geen administratieve sancties opgelegd.

Voor de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3° tot en met 5°, wordt, indien een begunstigde de verbintenis niet kan nakomen wegens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, de betrokken betaling evenredig ingetrokken voor de jaren waarin de overmacht of de uitzonderlijke omstandigheden zich hebben voorgedaan. De intrekking heeft alleen betrekking op die gedeelten van de verbintenis waarvoor zich vóór de overmacht of de uitzonderlijke omstandigheden geen extra kosten of gederfde inkomsten hebben voorgedaan. Er is geen sprake van intrekking met betrekking tot de subsidiabiliteitscriteria en andere verplichtingen, noch van administratieve sancties.

Voor de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 6° tot 8°, is geen gedeeltelijke of volledige terugbetaling van de steun vereist in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden. In het geval van meerjarige betalingen is geen terugbetaling van de in de voorgaande jaren ontvangen steun vereist en wordt de verbintenis of de betaling in de daaropvolgende jaren voortgezet overeenkomstig de oorspronkelijke duur ervan.

Overeenkomstig artikel 84, § 2, onder c), i), van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 wordt, wanneer de niet-naleving die het gevolg is van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, betrekking heeft op de conditionaliteit, de in artikel 94 bedoelde administratieve sanctie niet toegepast.

§ 2. Gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden worden schriftelijk aan het betaalorgaan gemeld binnen vijftien werkdagen vanaf de dag waarop de begunstigde of zijn rechthebbende daartoe in staat is. De bewijzen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden moeten bij de kennisgeving worden gevoegd.

Het betaalorgaan beslist in het licht van het in lid 1 bedoelde bewijs per geval of overmacht of uitzonderlijke omstandigheden moeten worden erkend.

§ 3. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 zijn gevallen van overmacht en aanvaardbare uitzonderlijke omstandigheden die welke worden opgesomd in artikel 3 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021.

De Minister kan de in lid 1 bedoelde lijst aanvullen.

§ 4. In geval van overlijden of langdurige beroepsongeschiktheid van een begunstigde kan een verwant of een bloedverwant tot en met de tweede graad van de begunstigde zich beroepen op een geval van overmacht om af te wijken van de vereisten voor landbouwkundige kwalificaties, vastgesteld in de artikelen 21, eerste lid, 2°, 24, eerste lid, 3° en 25, eerste lid, 3° van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Voor de toepassing van lid 1 moet de bloed- of aanverwant zich binnen twaalf maanden na het optreden van het in lid 1 bedoelde geval van overmacht vestigen.

Art. 70. Behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden wordt bij indiening van een steun- of betalingsaanvraag in het kader van een interventie van het gemeenschappelijk landbouwbeleid na de uiterste datum het steunbedrag waarop de begunstigde recht zou hebben gehad indien hij de aanvraag tijdig had ingediend, verlaagd met 1% per werkdag.

Wanneer de in lid 1 bedoelde termijn meer dan vijftientwintig kalenderdagen bedraagt, wordt de steun- of betalingsaanvraag als onontvankelijk beschouwd en wordt geen steun aan de begunstigde toegekend.

Art. 71. Behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden worden bij indiening van een aanvraag tot toewijzing van toeslagrechten of tot verhoging van de waarde van de toeslagrechten na de uiterste datum van indiening de aan de begunstigde toe te wijzen bedragen in verband met de toeslagrechten of de verhoging van de waarde van de toeslagrechten met 3% per werkdag verlaagd.

Wanneer de in lid 1 bedoelde vertraging meer dan vijftientwintig kalenderdagen bedraagt, wordt de aanvraag als niet-ontvankelijk beschouwd en wordt geen toeslagrecht of geen verhoging van de waarde van de toeslagrechten aan de begunstigde toegekend.

TITEL 2. — *Administratieve sancties van toepassing op de interventies die onder het GBCS vallen*

HOOFDSTUK 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 72. Deze titel is van toepassing op interventies die onder het GBCS vallen.

Art. 73. Voor elke onder het GBCS vallende interventie worden de in dit deel vastgestelde weigeringen, intrekkingen en administratieve sancties in de onderstaande volgorde toegepast:

1° de verlaging van de betalingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers;

2° het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van 1° wordt gebruikt als basis voor de berekening van de weigeringen en intrekkingen bedoeld in artikel 62 ;

3° het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van 2° wordt gebruikt als basis voor de berekening van de verlagingen en sancties bedoeld in hoofdstuk 2 en in hoofdstuk 3 ;

3° het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van 2° wordt gebruikt als basis voor de berekening van de verlagingen bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk 2;

5° het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van 4° wordt gebruikt als basis voor de berekening van de verlagingen die moeten worden toegepast in geval van laattijdige indiening overeenkomstig de artikelen 70 en 71 ;

6° het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van 4° wordt gebruikt als basis voor de berekening van de verlagingen die moeten worden toegepast in geval van niet-aangifte van percelen landbouwgrond overeenkomstig artikel 76.

Voor de toepassing van lid 1, 4° en in het kader van de milieuregelingen zijn de verlagingen die worden toegepast wegens niet-naleving van de vereisten van de specificaties van een bepaalde milieuregeling, toepasselijk vóór de toepassing van de verlagingen op basis van niet-naleving van de relevante eisen van de basislijn.

Het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van het eerste lid dient als basis voor de toepassing van het aanpassingspercentage als bedoeld in artikel 17 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021.

Het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de leden 1 en 2 dient als basis voor de berekening van de verlagingen die overeenkomstig titel 4 moeten worden toegepast in geval van niet-naleving van de conditionaliteit.

Art. 74. Er wordt geen administratieve sanctie opgelegd voor het gedeelte van de steun- of betalingsaanvraag ten aanzien waarvan de begunstigde het betaalorgaan of via het door de overheid ter beschikking gestelde geautomatiseerde systeem voor de verlening van steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid schriftelijk heeft meegedeeld dat de aanvraag onjuist is of onjuist is geworden sinds de indiening ervan, mits aan de begunstigde niet

is meegedeeld dat het betaalorgaan voornemens is een controle ter plaatse uit te voeren en hij door het betaalorgaan niet in kennis is gesteld van in zijn steun- of betalingsaanvraag geconstateerde gevallen van niet-naleving.

Op basis van de overeenkomstig lid 1 door de begunstigde verstrekte gegevens wordt de steun- of betalingsaanvraag gecorrigeerd om deze in overeenstemming te brengen met de feitelijke situatie.

Art. 75. Wanneer in het kader van een interventie een individueel maximum geldt en de door de begunstigde aangegeven oppervlakte of aantal dieren dat individuele maximum overschrijdt, wordt de desbetreffende aangegeven oppervlakte of het desbetreffende aangegeven aantal dieren aangepast aan het maximum dat voor de betrokken begunstigde is vastgesteld.

Art. 76. Indien een begunstigde voor een bepaald jaar niet alle percelen landbouwgrond aangeeft overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 en de gecombineerde oppervlakte van de in de verzamelaanvraag aangegeven percelen en de niet aangegeven percelen 3% groter is dan de totale in de verzamelaanvraag aangegeven oppervlakte, wordt het totale bedrag aan rechtstreekse betalingen dat voor het betrokken jaar aan de begunstigde kan worden toegerekend, verlaagd met maximaal 3%, afhankelijk van de ernst van het verzuim.

HOOFDSTUK 2. — *Administratieve sancties van toepassing op de areaalgebonden interventies die onder het GBCS vallen*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 77. § 1. De volgende bepalingen zijn van toepassing op de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling:

1° als het aantal aangegeven betalingsrechten voor basisinkomenssteun groter is dan het aantal betalingsrechten voor basisinkomenssteun waarover de begunstigde beschikt, wordt het aantal aangegeven betalingsrechten voor basisinkomenssteun verlaagd tot het aantal betalingsrechten voor basisinkomenssteun waarover de begunstigde beschikt;

2° als er een verschil is tussen het aantal aangegeven betalingsrechten voor basisinkomenssteun en de aangegeven oppervlakte, wordt de aangegeven oppervlakte aangepast aan het lagere cijfer.

§ 2. Wat de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzame ontwikkeling betreft en als de oppervlakte die is aangegeven voor de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling groter is dan de limiet die is vastgesteld in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers, wordt de aangegeven oppervlakte tot die limiet herleid.

§ 3. Wat de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzame ontwikkeling betreft en als de oppervlakte die is aangegeven voor de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling groter is dan de limiet die is vastgesteld in artikel 31, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor gebieden met natuurlijke beperkingen of andere specifieke beperkingen, wordt de aangegeven oppervlakte tot die limiet herleid.

§ 4. Wat de toelagen toegekend voor gebieden met natuurlijke beperkingen of andere specifieke beperkingen betreft en als de oppervlakte die is aangegeven voor de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling groter is dan het maximumaantal hectaren dat is vastgesteld in artikel 5, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de compensatie voor gebieden met natuurlijke beperkingen of andere specifieke beperkingen, wordt de aangegeven oppervlakte tot dit aantal herleid.

§ 5. In het geval van steun- of betalingsaanvragen voor areaalgebonden interventies wordt, indien de geconstateerde oppervlakte groter is dan de in de steun- of betalingsaanvraag aangegeven oppervlakte, het steunbedrag berekend op basis van de voor de betrokken interventie aangegeven oppervlakte.

§ 6. Onverminderd de in artikel 78 bedoelde administratieve sancties wordt ten aanzien van steun- of betalingsaanvragen voor areaalgebonden interventies, indien de aangegeven oppervlakte groter is dan de voor de betrokken interventie geconstateerde oppervlakte, het steunbedrag berekend op basis van de voor de betrokken interventie geconstateerde oppervlakte.

In afwijking van lid 1 en onverminderd artikel 78 wordt, indien het verschil tussen de totale geconstateerde oppervlakte en de totale met het oog op betaling in het kader van de areaalgebonden interventie aangegeven oppervlakte niet meer dan tien are bedraagt, het steunbedrag berekend op basis van de voor de betrokken interventie aangegeven oppervlakte.

Lid 2 is niet van toepassing wanneer het verschil tussen de totale geconstateerde oppervlakte en de totale oppervlakte die is aangegeven voor betaling in het kader van de areaalgebonden interventie, meer dan 20% van de totale aangegeven oppervlakte bedraagt.

§ 7. Voor de berekening van de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling wordt rekening gehouden met het gemiddelde van de waarden van de verschillende betalingsrechten voor basisinkomenssteun die verband houden met de desbetreffende vastgestelde oppervlakte.

Art. 78. § 1. Voor de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3° tot 5°, wordt, wanneer de aangegeven oppervlakte de geconstateerde oppervlakte met meer dan 3% of met meer dan twee hectare overschrijdt overeenkomstig artikel 77, § 6, het steunbedrag berekend op basis van de geconstateerde oppervlakte, verminderd met tweemaal het vastgestelde verschil.

Wanneer de aangegeven oppervlakte de overeenkomstig artikel 77, § 6, geconstateerde oppervlakte met meer dan 25% overschrijdt, wordt geen steun toegekend.

Onverminderd het tweede lid, wordt, wanneer de aangegeven oppervlakte meer dan 50% groter is dan de geconstateerde oppervlakte, aan de begunstigde een sanctie opgelegd die gelijk is aan het steunbedrag dat overeenstemt met het verschil tussen de aangegeven oppervlakte en de overeenkomstig artikel 77, § 6, geconstateerde oppervlakte.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 en in het kader van de ecoregeling "langdurige bodembedekking" bedoeld in artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de ecoregelingen, wordt het steunbedrag, wanneer de met een plantendek aangegeven oppervlakte meer dan 3% groter is dan de oppervlakte die effectief aan de bodembedekkingsvereisten voldoet of meer dan twee hectare groter is overeenkomstig artikel 77, § 6, berekend op basis van de totale oppervlakte van het bedrijf, verminderd met tweemaal het percentage van het vastgestelde verschil.

Wanneer de met een plantendek aangegeven oppervlakte meer dan 20% groter is dan de oppervlakte die effectief aan de in artikel 77, § 6, bedoelde eisen inzake bodembedekking voldoet, wordt geen steun toegekend.

Onverminderd lid 2 wordt, indien de als met een plantendek aangegeven oppervlakte meer dan 50% groter is dan de oppervlakte die daadwerkelijk aan de eisen inzake bodembedekking voldoet, de begunstigde een sanctie opgelegd die gelijk is aan het steunbedrag dat overeenstemt met de als met een plantendek aangegeven oppervlakte.

Percelen bouwland die, ondanks het feit dat de begunstigde ze heeft ingezaaid door begraving, niet aan de bodembedekkingseisen voldoen, worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de in de leden 1 tot en met 3 bedoelde percentages.

Art. 79. § 1. Voor de interventies bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, 2°, 6° en 7°, wordt het steunbedrag, wanneer de aangegeven oppervlakte de geconstateerde oppervlakte met meer dan 3% of met meer dan twee hectare overschrijdt overeenkomstig artikel 77, § 6, berekend op basis van de geconstateerde oppervlakte, verminderd met anderhalf maal het vastgestelde verschil.

De in het eerste lid bedoelde administratieve sanctie bedraagt niet meer dan 100 % van de bedragen berekend op basis van de aangegeven oppervlakte.

§ 2. Wanneer aan de begunstigde nog niet op grond van paragraaf 1 een administratieve sanctie is opgelegd wegens te hoge aangifte van oppervlakten in het kader van de betrokken interventie, wordt de in paragraaf 1 bedoelde administratieve sanctie met 50% verlaagd wanneer de aangegeven oppervlakte de geconstateerde oppervlakte met niet meer dan 10% overschrijdt.

§ 3. Wanneer een begunstigde overeenkomstig paragraaf 2 een verlaging van de administratieve sanctie krijgt opgelegd en hem voor het volgende aanvraagjaar voor de betrokken steun een andere administratieve sanctie als bedoeld in dit artikel en in artikel 94 wordt opgelegd, moet hij de volledige administratieve sanctie voor het volgende aanvraagjaar en het bedrag van de overeenkomstig paragraaf 2 berekende verlaging van de overeenkomstig paragraaf 1 berekende administratieve sanctie betalen.

Art. 80. Onverminderd de administratieve sancties die van toepassing zijn overeenkomstig artikel 79, wordt, wanneer wordt vastgesteld dat de begunstigde de verplichtingen, bedoeld in artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, niet nakomt, de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers geweigerd of ingetrokken.

Indien wordt vastgesteld dat de begunstigde valse bewijzen levert om aan te tonen dat hij de in het eerste lid bedoelde verplichtingen nakomt, wordt een sanctie opgelegd ten bedrage van 20% van het bedrag dat de begunstigde als aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers heeft ontvangen of anders zou hebben ontvangen.

Afdeling 2. — Specifieke administratieve sancties voor steun voor milieuregelingen, steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen en steun voor biologische landbouw

Art. 81. § 1. De niet-naleving van de vereisten van de artikelen 5, 6, eerste lid, 8 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor milieuregelingen, de artikelen 6, 7, paragraaf 1, 9 en 10 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen en de artikelen 4, 6, paragraaf 1 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor biologische landbouw leidt tot de toepassing van administratieve sancties.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 stelt de Minister een systeem van administratieve sancties vast op basis van de ernst, de omvang, de hardnekkigheid, het opzettelijke karakter en de herhaling van het geval van niet-naleving.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° hangt de ernst van het geval van niet-naleving af van de omvang van de gevolgen die de niet-naleving met zich brengt, gelet op het doel van de niet-nageleefde vereisten;

2° hangt de omvang van het geval van niet-naleving af van het effect ervan op de hele verbintenis;

3° hangt het permanent karakter van het geval van niet-naleving af van de periode waarin de gevolgen van de niet-naleving voortduren en van de mogelijkheid om de niet-naleving met redelijke middelen te beëindigen;

4° hangt de herhaling van het geval van niet-naleving af van de vaststelling tijdens de programmeringsperiode 2023-2027 van vergelijkbare gevallen van niet-naleving door dezelfde begunstigde en voor dezelfde interventie.

Onverminderd lid 2, 4°:

1° kan de herhaling van het geval van niet-naleving, in geval van steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen en steun voor biologische landbouw, ook worden beoordeeld in het licht van vergelijkbare gevallen van niet-naleving die in de afgelopen vier jaar zijn vastgesteld;

2° kan de herhaling van het geval van niet-naleving, in geval van agromilieuen klimaatmaatregelen ook worden beoordeeld in het licht van soortgelijke gevallen van niet-naleving die voor een soortgelijke tussenkomst in het lopende jaar zijn vastgesteld.

Voor de toepassing van de leden 2 en 3:

1° wordt in het kader van steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen verstaan onder:

a) identieke interventies: de hypothesen bepaald in artikel 28, paragraaf 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen ;

b) gelijkaardige interventies: de hypothesen bepaald in artikel 28, lid 2, en artikel 29 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuen klimaatmaatregelen.

2° wordt in het kader van steun voor milieuregelingen onder identieke interventie dezelfde ecoregeling verstaan.

HOOFDSTUK 3. — *Administratieve sancties wat betreft de diergebonden interventies*

Afdeling 1. — Gekoppelde steun voor dieren

Art. 82. Indien onregelmatigheden met betrekking tot de identificatie- en registratieregeling voor dieren worden vastgesteld, geldt het volgende:

1° een op het bedrijf aanwezig rund dat een van zijn twee identificatiemiddelen is kwijtgeraakt, wordt als in aanmerking komend beschouwd mits het duidelijk en individueel is geïdentificeerd aan de hand van de andere elementen van de identificatie- en registratieregeling voor runderen bedoeld in artikel 112 van Verordening (EU) nr. 2016/429 van 9 maart 2016 ;

2° een op het bedrijf aanwezig schaap dat een van zijn twee identificatiemiddelen is kwijtgemaakt, wordt als in aanmerking komend beschouwd als het met een eerste identificatiemiddel overeenkomstig artikel 113 van Verordening (EU) nr. 2016/429 van 9 maart 2016 kan worden geïdentificeerd en mits aan alle andere voorschriften van de identificatie- en registratieregeling voor schapen is voldaan ;

3° wanneer één enkel rund of schaap dat op het bedrijf aanwezig is, twee identificatiemiddelen is kwijtgeraakt, wordt het als in aanmerking komend beschouwd indien het individueel kan worden geïdentificeerd aan de hand van het register, het dierenpaspoort, indien van toepassing, het gegevensbestand of andere middelen als bedoeld in Verordening (EU) nr. 2016/429 van 9 maart 2016 en indien de houder van het dier kan aantonen dat hij stappen heeft ondernomen om de situatie te verhelpen vóór de aankondiging van de controle ter plaatse ;

4° wanneer de vastgestelde gevallen van niet-naleving betrekking hebben op laattijdige meldingen van gebeurtenissen in verband met dieren in het gecomputeriseerde gegevensbestand, wordt het betrokken dier als in aanmerking komend beschouwd als de melding vóór het begin van de aanhoudperiode plaatsvindt.

Inschrijvingen en kennisgevingen in het systeem voor de identificatie, registratie en bewaking van dieren kunnen te allen tijde worden gecorrigeerd in het geval van door het betaalorgaan erkende kennelijke fouten.

Art. 83. § 1. Het totale steunbedrag waarop de begunstigde aanspraak kan maken in het kader van de gekoppelde inkomenssteun voor dieren als bedoeld in hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrundersen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, wordt voor het betrokken aanvraagjaar betaald op basis van het aantal in aanmerking komende dieren, op voorwaarde dat, na administratieve controles of controles ter plaatse :

1° maximaal drie niet in aanmerking komende dieren worden geconstateerd;

2° de niet in aanmerking komende dieren individueel kunnen worden geïdentificeerd aan de hand van de middelen van de identificatie- en registratieregeling voor dieren.

§ 2. In geval van niet-naleving van een van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, wordt het totale bedrag van de gekoppelde inkomenssteun voor het betrokken aanvraagjaar verminderd:

1° met het overeenkomstig paragraaf 3 vast te stellen percentage, indien dat percentage niet meer bedraagt dan 20% ;

2° met tweemaal het overeenkomstig paragraaf 3 vast te stellen percentage, indien het percentage meer dan 20% maar niet meer dan 30% bedraagt. .

Indien het overeenkomstig paragraaf 3 vastgestelde percentage hoger is dan 30%, wordt voor het betrokken aanvraagjaar geen gekoppelde steun toegekend.

Onverminderd lid 2 wordt, indien het overeenkomstig paragraaf 3 vastgestelde percentage hoger is dan 50 %, de begunstigde een sanctie opgelegd waarvan het bedrag overeenkomt met het verschil tussen enerzijds het aantal opgegeven dieren in het kader van de gekoppelde inkomenssteun voor ooiën of het aantal zonder uitsluiting berekende dieren in het kader van de gekoppelde inkomenssteun voor rundersen en anderzijds het aantal in aanmerking komende dieren.

§ 3. Om de percentages bedoeld in paragraaf 2 vast te stellen, wordt het aantal geconstateerde dieren die niet in aanmerking komen voor een gekoppelde steun gedeeld door het aantal dieren die in aanmerking komen voor deze gekoppelde steun voor het betrokken aanvraagjaar.

Art. 84. De in artikel 83 bedoelde administratieve sancties zijn niet van toepassing wanneer de begunstigde niet aan de subsidiabiliteitscriteria of andere verplichtingen kan voldoen als gevolg van natuurlijke omstandigheden die van invloed zijn op de veestapel of het bestand, mits hij het betaalorgaan binnen 15 werkdagen nadat hij kennis heeft gekregen van een vermindering van het aantal dieren, daarvan schriftelijk in kennis stelt.

Onverminderd de specifieke omstandigheden waarmee per geval rekening moet worden gehouden, erkent het betaalorgaan met name natuurlijke omstandigheden die van invloed zijn op vee of beslagen, zoals :

1° de sterfte van een dier als gevolg van een ziekte;

2° de sterfte van een dier als gevolg van een ongeval waarvoor de begunstigde niet verantwoordelijk kan worden gesteld.

Art. 85. Wat de aangegeven dieren betreft, is artikel 74 van toepassing op fouten en nalatigheden met betrekking tot de in het gecomputeriseerde gegevensbestand opgenomen gegevens over dieren die zijn begaan na de indiening van de steun- of betalingsaanvraag.

Afdeling 2. — Maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen”

Art. 86. Met betrekking tot maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen” van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, is artikel 81 mutatis mutandis van toepassing.

TITEL 3. — Administratieve sancties van toepassing op de interventies die niet onder het GBCS vallen

HOOFDSTUK 1. — Administratieve sancties met betrekking tot investeringssteun en vestigingssteun voor jonge landbouwers

Art. 87. § 1. De niet-naleving van de verbintenissen bedoeld in de artikelen 11 en 29 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten, leidt tot een vermindering van de betrokken steun naargelang van de duur van de niet-naleving.

Het verminderingspercentage bedraagt een vijfde van de totale betrokken steun voor elk jaar van niet-naleving.

In afwijking van lid 2 wordt bij niet-naleving van het grondgebondenheidscijfer bij toepassing van deel 3 van titel 4 een sanctie van :

1° 1 procent toegepast en wordt één veertiende van de steun teruggevorderd ;

2° drie procent of meer toegepast en wordt de steun teruggevorderd overeenkomstig lid 2.

Het bedrag gelijk aan de evenredige vermindering bepaald overeenkomstig lid 2 wordt verdubbeld indien verschillende gevallen van niet-naleving van de verbintenisriteria voor eenzelfde jaar vastgesteld worden.

§ 2. Onverminderd deel 4 wordt de in het kader van investeringssteun verleende steun door het betaalorgaan teruggevorderd overeenkomstig de procedures van artikel 11, § 9, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021..

Art. 88. De begunstigde stelt het betaalorgaan in kennis van elke wijziging van de gegevens die in het kader van de steunaanvraag zijn verstrekt, voordat het betaalorgaan een controle uitvoert en uiterlijk binnen twaalf maanden na de wijziging. Zo niet wordt een boete van 25% toegepast op het bedrag van de in artikel 87 bedoelde verminderingen.

Art. 89. Wanneer de werkelijke totale vereenvoudigde kosten van de investering in onroerend goed ten minste 10% lager zijn dan de totale vereenvoudigde kosten die in de steunaanvraag zijn geraamd, wordt op het subsidiabele steunbedrag een boete toegepast.

De in lid 1 bedoelde boete is gel[00c4][00b3]k aan het verschil tussen de geraamde totale vereenvoudigde kosten en de werkel[00c4][00b3]ke totale vereenvoudigde kosten van de steun.

Art. 90. Een bloedverwant of aanverwant tot in de tweede graad van een begunstigde kan zich beroepen op het overlijden of de langdurige beroepsongeschiktheid van de begunstigde om af te wijken van de kwalificatievereisten en de selectiecriteria, om in aanmerking te komen voor de investeringssteun en de aanloopsteun bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten.

Voor de toepassing van lid 1 moet de vestiging of de aanvraag van investeringssteun door de bloedverwant of aanverwant plaatsvinden binnen twaalf maanden na het overlijden of de erkenning van langdurige arbeidsongeschiktheid.

HOOFDSTUK 2. — *Administratieve sancties voor interventies in de sector groenten en fruit*

Art. 91. De steun toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's wordt teruggevorderd naar rato van de duur van de niet-naleving.

De steun toegekend in het kader van materiële of immateriële investeringen zoals bedoeld in artikel 15, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's, wordt door het betaalorgaan teruggevorderd overeenkomstig de procedures van artikel 11, § 9, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021.

Art. 92. Indien de aanvrager niet langer voldoet aan de voorwaarden voor erkenning van de producentenorganisatie, unie van producentenorganisaties en brancheorganisatie, wordt de erkenning ingetrokken.

TITEL 4. — *Administratieve sancties inzake conditionaliteit*

Art. 93. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° geconstateerde niet-naleving: de geconstateerde niet-naleving overeenkomstig artikel 7, § 5, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022 ;

2° herhaling van een geval van niet-naleving: herhaling in de zin van artikel 83, § 3, onderdeel c, van verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021.

Art. 94. De niet-naleving, bedoeld in artikel 2, 17°, b), tijdens een bepaald kalenderjaar leidt tot een vermindering van de steun voor het betrokken jaar overeenkomstig de artikelen 84 tot en met 86 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 en hoofdstuk III van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022.

Voor de toepassing van het eerste lid stelt de Minister de verminderingspercentages en de wijze waarop deze worden berekend, vast overeenkomstig artikel 85 van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021. De verminderingspercentages worden per geval van niet-naleving vastgesteld en zijn gebaseerd op de ernst, de omvang, de hardnekkigheid, de herhaling en de opzettelijke aard van het geconstateerde geval van niet-naleving.

Voor de toepassing van het tweede lid:

1° wordt het permanente karakter van de niet-naleving bepaald overeenkomstig artikel 7, § 4, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022 ; ;

2° wordt de omvang van de niet-naleving bepaald overeenkomstig artikel 7, § 2, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022 ;

3° wordt de ernst van de niet-naleving bepaald overeenkomstig artikel 7, § 3, van Verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022 ;

4° wordt de herhaling van de niet-naleving bepaald overeenkomstig artikel 83, § 5, onderdeel c, van verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 en artikel 7, § 1, van verordening (EU) nr. 2022/1172 van 4 mei 2022.

Art. 95. In naar behoren gemotiveerde gevallen stuurt het betaalorgaan een waarschuwing wanneer er redenen zijn om een geval van niet-naleving als van gering belang te beschouwen gezien het verwaarloosbare of nul-effect ervan op de verwezenlijking van het met de betrokken eis of norm beoogde doel. In dat geval wordt geen vermindering of uitsluiting toegepast en wordt de niet-naleving niet in aanmerking genomen bij het bepalen van de mate van herhaling.

Het betaalorgaan deelt de waarschuwing aan de landbouwer mee, omschrijft de constatering van de niet-naleving en vermeldt welke corrigerende actie eventueel is ondernomen.

Overeenkomstig artikel 85, § 5, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 worden de gevallen van niet-naleving die een rechtstreeks gevaar voor de volksgezondheid of de gezondheid van dieren vormen, worden echter altijd als ernstig beschouwd. Dergelijke gevallen van niet-naleving leiden tot vermindering of intrekking van de steun.

De Minister bepaalt de gevallen van niet-naleving bedoeld in het eerste lid en de procedure die het betaalorgaan moet volgen om artikel 85, § 3, tweede lid, van verordening nr. 2021/2116 van 2 december 2021 uit te voeren.

Art. 96. Wanneer een geval van niet-naleving in de zin van artikel 94, eerste lid, tevens een geval van niet-naleving in de zin van titel 2 van dit deel is, worden de desbetreffende administratieve sancties overeenkomstig artikel 73 toegepast.

Wanneer een geval van niet-naleving een geval van niet-naleving vormt voor verscheidene eisen of normen die onder de conditionaliteit vallen, wordt het geval van niet-naleving beschouwd als één en hetzelfde geval van niet-naleving.

Deel 4. — Terugvordering

Art. 97. Het betaalorgaan vordert onverschuldigd betaalde bedragen terug overeenkomstig de artikelen 30 en 31 van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2022/128 van de commissie van 21 december 2021 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft betaalorganen en andere instanties, financieel beheer, goedkeuring van de rekeningen, voorschriften inzake controles, zekerheden en transparantie.

Art. 98. Onverminderd de gewone terugvorderingsprocedures en de artikelen 53 tot en met 56 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, worden onverschuldigde betalingen teruggevorderd overeenkomstig de artikelen D.258 tot en met D.260 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 99. Het betaalorgaan stelt de schuldenaar in kennis van zijn voornemen om onverschuldigd betaalde bedragen terug te vorderen voordat het deze bedragen daadwerkelijk terugvordert.

Art. 100. Het betaalorgaan zendt een verzoek tot terugvordering aan de schuldenaar binnen een termijn van ten hoogste achttien maanden na de goedkeuring en, in voorkomend geval, de ontvangst van een controleverslag of een ander soortgelijk document waarin het bestaan van een onregelmatigheid of nalatigheid wordt bevestigd.

Het in lid 1 bedoelde verzoek tot terugvordering wordt geformaliseerd door toezending van een uitnodiging tot betaling.

Art. 101. De verschuldigde bedragen moeten worden betaald binnen de betalingstermijn die is vastgesteld in de in artikel 100, lid 2, bedoelde uitnodiging tot betaling.

Art. 102. Indien de verschuldigde bedragen niet zijn betaald op de vervalddag die is vermeld in de in artikel 100, lid 2, bedoelde betalingsaanvraag, stuurt het betaalorgaan een ingebrekestelling.

Art. 103. Met ingang van de datum van verzending van de in artikel 102 bedoelde ingebrekestelling is van rechtswege een vertragsrente verschuldigd gelijk aan de wettelijke rentevoet.

De in het eerste lid bedoelde rente wordt beschouwd als een zekere en vaststaande schuld zodra deze verschuldigd is.

Art. 104. Het betaalorgaan kan van terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen afzien indien :

1° het van de begunstigde terug te vorderen bedrag voor een afzonderlijke betaling in het kader van een interventie, rente niet meegerekend, lager is dan of gelijk is aan 100 euro ;

2° de terugvordering onmogelijk blijkt als gevolg van de insolventie van de schuldenaar of van de personen die juridisch aansprakelijk zijn voor de onregelmatigheid of nalatigheid;

3° de reeds gemaakte of nog te maken kosten hoger zijn dan het totale terug te vorderen bedrag;

4° de verjaringstermijn is verstreken.

Het betaalorgaan kan afzien van de terugvordering van interesten in de gevallen vermeld in paragraaf 1, 2° tot 4°, of wanneer het bedrag van de interesten niet hoger is dan 5 euro.

Art. 105. Betalingen door de schuldenaar ter terugbetaling van onverschuldigd betaalde bedragen of teruggevoerde bedragen overeenkomstig de bepalingen van dit Deel worden bij voorrang op het kapitaal bijgeschreven.

Indien er verschillende schulden zijn, wordt de oudste schuld het eerst aangerekend.

Deel 5. Slotbepalingen

Art. 106. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 107. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46044]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, modifiée pour la dernière fois par la loi du 13 juin 2021, article 6 ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitations protégées et aux associations d'institutions et de services psychiatriques, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 8 juillet 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées ;